

RAPPORT RÉGIONAL

2016



ÉCOPHYTO
RÉDUIRE ET AMÉLIORER
L'UTILISATION DES PHYTOS



Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt
Direction générale de l'alimentation.
251 rue de Vaugirard / 75732 Paris CEDEX 15.

Contact presse

Service de presse du Cabinet du Ministre en charge de l'agriculture : 01 49 55 59 74.
Service de presse du Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt : 01 49 55 60 11.
Ce document est disponible sur le site Internet du Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt : <http://agriculture.gouv.fr/ecophyto>

Rédaction

Services régionaux de l'alimentation et Direction générale de l'alimentation du Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Mise en page

Dentsu Aegis Network / MKTG.

Photographies

Photothèque du Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.
Février 2017 et Fotolia.

ÉCOPHYTO
RÉDUIRE ET AMÉLIORER
L'UTILISATION DES PHYTOS





Crédit photo : Fotolia

FORMER LES PROFESSIONNELS PAR LE CERTIPHYTO

Les formations ont débuté dès 2010 lors d'une phase test où plus de 8000 agriculteurs ont obtenu le Certiphyto. Depuis 2012, plus de 85 organismes ont organisé des sessions de formations pour l'accès au certificats individuels. En 2014, à l'approche de l'échéance réglementaire, le nombre de candidats au Certiphyto a fortement augmenté.

Fin 2016, 29017 certificats ont été délivrés en PACA. À cette date, 97 % des chefs d'exploitations agricoles de la région avaient obtenu leur Certiphyto.

Nombre de professionnels domiciliés en PACA titulaires du Certiphyto (chiffres au 31/12/16)

Agriculteurs	17 966
Conseillers agricoles	1 023
Distributeurs (professionnels et grand public)	2 621
Utilisateurs en JEVI	2 554
Applicateurs en prestation de service (zones agricoles et JEVI)	4 853
Nombre total de Certiphyto délivrés	29 017



Rocher de Roquebrune, massif des Maures - Crédit photo : Fotolia



RAPPORT RÉGIONAL

ÉDITION 2016

Le plan Écophyto vise à réduire l'utilisation, les risques et les impacts des produits phytosanitaires en France en zones agricoles et non agricoles. L'enjeu est de concilier les performances écologiques, économiques et sociales, pour une transition vers l'agroécologie, et de préserver la santé publique.

Conformément aux exigences de la directive européenne 2009/128, le plan a été révisé et sa nouvelle version, le plan Écophyto II, a été publiée le 26 octobre 2015. Elle est disponible sur le site Internet du Ministère chargé de l'agriculture. La déclinaison opérationnelle du plan Écophyto II a été lancée en 2016.

En région, la mise en œuvre du plan Écophyto est confiée aux préfets de région, qui s'appuient sur les Directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF, DAAF en Outre-Mer) et les Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL, DEAL en Outre-mer).

Au sein de chacune des DRAAF/DAAF, un chef de projet régional Écophyto est chargé de coordonner et de suivre la mise en œuvre du plan au niveau régional, et d'assurer la liaison avec l'administration centrale.

Il reçoit l'appui d'un animateur régional Écophyto placé en Chambre régionale d'agriculture financé par les crédits du plan Écophyto. Sa mission consiste à animer le plan en région aux côtés de la DRAAF et de la DREAL, notamment en assurant la mobilisation des professionnels.

En 2016, la gouvernance régionale du plan Écophyto a évolué pour se placer dans le contexte plus large d'une gouvernance de l'agroécologie. Chaque région a élaboré une première version de la feuille de route régionale pour la réduction de l'utilisation, des risques et des impacts des produits phytosanitaires. Cette feuille de route permet de définir les orientations prioritaires d'action sur le terrain, en adéquation avec les spécificités des territoires, pour garantir l'atteinte des objectifs du plan.



SOMMAIRE

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES	6
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ	12
BRETAGNE	18
CENTRE-VAL DE LOIRE	24
CORSE	30
GRAND EST	36
GUADELOUPE	42
GUYANE	48
HAUTS-DE-FRANCE	54
ÎLE-DE-FRANCE	60
LA RÉUNION	66
MARTINIQUE	72
MAYOTTE	78
NORMANDIE	84
NOUVELLE-AQUITAINE	90
OCCITANIE	98
PAYS DE LA LOIRE	104
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	110



La mosaïque de cultures en Auvergne
Crédit photo : Chambre régionale d'agriculture



Champ de lavande dans La Drome
Crédit photo : Chambre d'agriculture
de la Drome



Volcans d'Auvergne Parc régional naturel - Crédit photo : Fotolia

AUVERGNE RHÔNE-ALPES



La région Auvergne-Rhône-Alpes se caractérise par une **grande diversité topographique** et une mosaïque de climats qui génèrent des **productions agricoles très variées** : céréales, oléo-protéagineux, productions fourragères, cultures fruitières et maraîchères, viticulture, horticulture, cultures industrielles, semences.

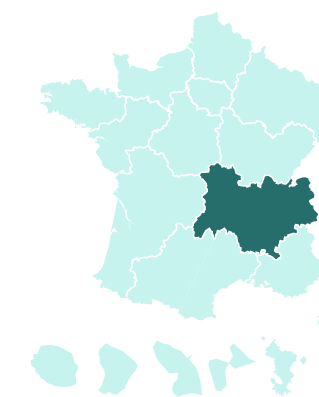
La problématique phytosanitaire est présente :

- à l'ouest de la région où les grandes cultures, conduites sous contrats avec des exigences fortes de qualité, sont situées dans la plaine alluviale de l'Allier et la Limagne ;
- à l'est où les productions (viticulture, arboriculture, maraîchage, horticulture/pépinière) sont localisées à proximité des principaux centres urbains et le long de la Vallée du Rhône, qui abrite une majorité de captages. Le grand nombre d'exploitations conduites en agriculture biologique place la région au deuxième rang national.

Les analyses de la qualité de l'eau démontrent la **réalité de la présence de substances actives phytosanitaires** ; toutefois une lente amélioration est perceptible.

Les zones non agricoles, qui relèvent à la fois de grands pôles urbanisés et d'une majorité des communes qui sont rurales et comptent moins de mille habitants, nécessitent un accompagnement différencié.

Les enjeux de la région pour le plan Écophyto sont réels, la mobilisation collective doit s'organiser pour réussir la transition vers une production agricole et une gestion des territoires limitant les impacts sur l'environnement et la santé.



► LE SALON TECH&BIO

LES 23 ET 24 SEPTEMBRE 2015
À VALENCE

Thématique :
« Préserver l'eau, solutions alternatives et bio »

Nombre de visiteurs :
16000 sur les deux jours

ACTIONS PHARES

UNE PRÉSENCE INCONTOURNABLE AU SALON INTERNATIONAL DES TECHNIQUES ALTERNATIVES ET BIOLOGIQUES

Le salon Tech&Bio a été une occasion pour **mettre en avant les actions entreprises en Rhône-Alpes pour améliorer et réduire l'utilisation des produits phytosanitaires.**

Les animatrices de la Chambre régionale d'agriculture ont tenu un stand aux couleurs d'Écophyto, l'accent a été mis en particulier sur le Certiphyto, la publication des BSV et les réseaux DEPHY.

La conférence « Réduire les produits phytosanitaires... Relevons le DEPHY ! » a permis aux agriculteurs de découvrir l'accompagnement proposé aux membres d'un réseau FERME. Les témoignages (agriculteurs, animateurs de réseau, ingénieurs territoriaux) ont présenté les résultats encourageants des fermes DEPHY de la région, en arboriculture, viticulture et polyculture-élevage.



Crédit photo : Chambre régionale d'agriculture Auvergne-Rhône-Alpes

LES RÉSEAUX DEPHY AU SOMMET DE L'ÉLEVAGE



Stand DEPHY au Sommet de l'Élevage 2016
Crédit photo : Chambre régionale d'agriculture

Avec plus de 88000 visiteurs sur trois jours, le Sommet de l'élevage de Cournon d'Auvergne (63) est une **manifestation d'envergure internationale** qui s'adresse aux professionnels de l'élevage. Cette année, les Chambres d'agriculture Auvergne-Rhône-Alpes ont souhaité **valoriser le dispositif DEPHY** au sein d'un espace dédié sur leur stand. Différents supports de communication réalisés pour l'occasion ont permis aux

visiteurs (agriculteurs, étudiants mais aussi délégations étrangères et partenaires du plan Écophyto) de découvrir la diversité des 24 réseaux DEPHY de la région, les leviers mis en œuvre ainsi que les premiers résultats obtenus. Un jeu a permis à trois agriculteurs de gagner une demi-journée d'accompagnement par un ingénieur-réseau pour réduire l'utilisation des produits phytosanitaires sur leur exploitation.

LE RÉSEAU DEPHY

Début 2016, la nouvelle région, issue de la fusion de l'Auvergne avec Rhône-Alpes, était couverte par seize réseaux DEPHY FERME concernant les principales filières de productions végétales : grandes cultures, polyculture-élevage, arboriculture et viticulture.

Dans le cadre du plan Écophyto II, dont un des objectifs est d'étendre le réseau national de 2000 à 3000 fermes, l'appel à candidatures lancé en 2016 a vu le

réaménagement de quinze réseaux et la candidature de dix nouveaux réseaux (un seul refusé), ce qui porte ce dispositif à **24 réseaux**, avec un renforcement des filières déjà engagées et la mise en place d'un réseau en petits fruits. Cette nouvelle dimension permet de diversifier les structures engagées dans le pilotage régional du dispositif (chambres départementales d'agriculture, structures en agriculture biologique et négoce).



Journée DEPHY Cantal - Crédit photo : DRAAF



Journée de communication DEPHY
Crédit photo : Chambre régionale d'agriculture Auvergne-Rhône-Alpes

DES EXPLOITATIONS DE LYCÉES AGRICOLES ENGAGÉES DANS LA RÉDUCTION DE L'USAGE DES PHYTOS

L'élargissement du réseau DEPHY FERME a permis de conforter l'engagement des exploitations de lycées agricoles dans le dispositif. À ce jour, **onze réseaux** travaillent en partenariat étroit avec l'enseignement agricole.

Par ailleurs, **trois exploitations** s'étaient déjà engagées dans le plan Écophyto avec l'objectif de **concevoir et tester des systèmes de cultures innovants**. Au Valentin (26) et à Marmilhat (63) sont mis en œuvre l'allongement des rotations, l'introduction de cultures plus économes en intrants, l'association d'espèces végétales et la couverture du sol. Au Pradel (07), une



Séance d'observation au lycée du Valentin (26)
Crédit photo : DRAAF



Le lycée de Marmilhat (63) support de démonstration
Crédit photo : DRAAF

parcelle est implantée en agroforesterie afin de tester la complémentarité agronomique entre arbres fruitiers et vignes (gestion des adventices, travail du sol).

SURVEILLER L'ÉTAT SANITAIRE DES CULTURES

LES BULLETINS DE SANTÉ DU VÉGÉTAL (BSV)

Le dispositif de surveillance en Auvergne-Rhône-Alpes permet de suivre **onze filières régionales**. 127 structures partenaires et 338 observateurs, dont 74 agriculteurs, sont impliqués sur un réseau de 878 parcelles. Des protocoles harmonisés sont utilisés, les données recueillies sont valorisées et permettent la rédaction de **243 BSV par an** et sont enregistrées dans la base de données nationale EPIPHYT. Les BSV sont mis à disposition gratuitement pour tous, sur les

sites Internet des partenaires, par listing mail ou dans la presse agricole régionale.

Le **suivi des effets non intentionnels** des pratiques agricoles sur la biodiversité est en place depuis 2012 et se fait sur 42 parcelles réparties sur quatre filières : blé tendre d'hiver, maïs, viticulture et salade. Il se concrétise par des observations pour des groupes d'espèces bio-indicatrices et un suivi des résistances aux produits phytosanitaires.

Nombre de BSV publiés en 2014, 2015 et 2016 (chiffres au 15/10/16)

Filière	2014	2015	2016
Grandes cultures	80	80	84
Arboriculture fruitière	35	31	30
Petits fruits rouges	8	8	7
Cultures légumières	47	41	38
<i>Maraîchage</i>	17	15	16
<i>Pomme de terre</i>	14	13	13
<i>Lentilles</i>	6	3	0
<i>Ail</i>	10	10	9
Viticulture	33	30	33
Horticulture	16	13	12
Prairies (campagnols)	4	5	5
Zones non agricoles	21	20	22

RÉDUIRE L'USAGE DES PHYTOS ET LEURS IMPACTS

EN JARDINS, ESPACES VÉGÉTALISÉS ET INFRASTRUCTURES (JEVI)

Deux chartes régionales d'entretien des espaces publics sont déployées depuis plusieurs années pour accompagner les collectivités : la charte « Objectif zéro pesticide dans nos villes et villages », pilotée par la DRAAF, la FRAPNA Loire et la FREDON Rhône-Alpes, et la Charte d'entretien des espaces publics pilotée par la FREDON Auvergne.

À ce jour, on compte **460 communes signataires, cinq communautés de communes, un conseil départemental et un parc naturel régional**.

De nombreux outils de communication et de valorisation (articles, brochures, expositions, films) sont mis

à disposition des collectivités et des partenaires locaux dans le cadre des chartes.

Deux chartes régionales pour les jardinerie, pilotées par la FRAPNA Loire et la FREDON Auvergne sont mises en œuvre, pour toucher les jardiniers amateurs et faire progresser la délivrance des conseils alternatifs, 30 magasins sont engagés aujourd'hui.

De nombreuses actions et outils sont également en place pour répondre aux besoins des différents publics non agricoles : paysagistes, gestionnaires de routes et voies ferrées, grand public...

FORMER LES PROFESSIONNELS PAR LE CERTIPHYTO

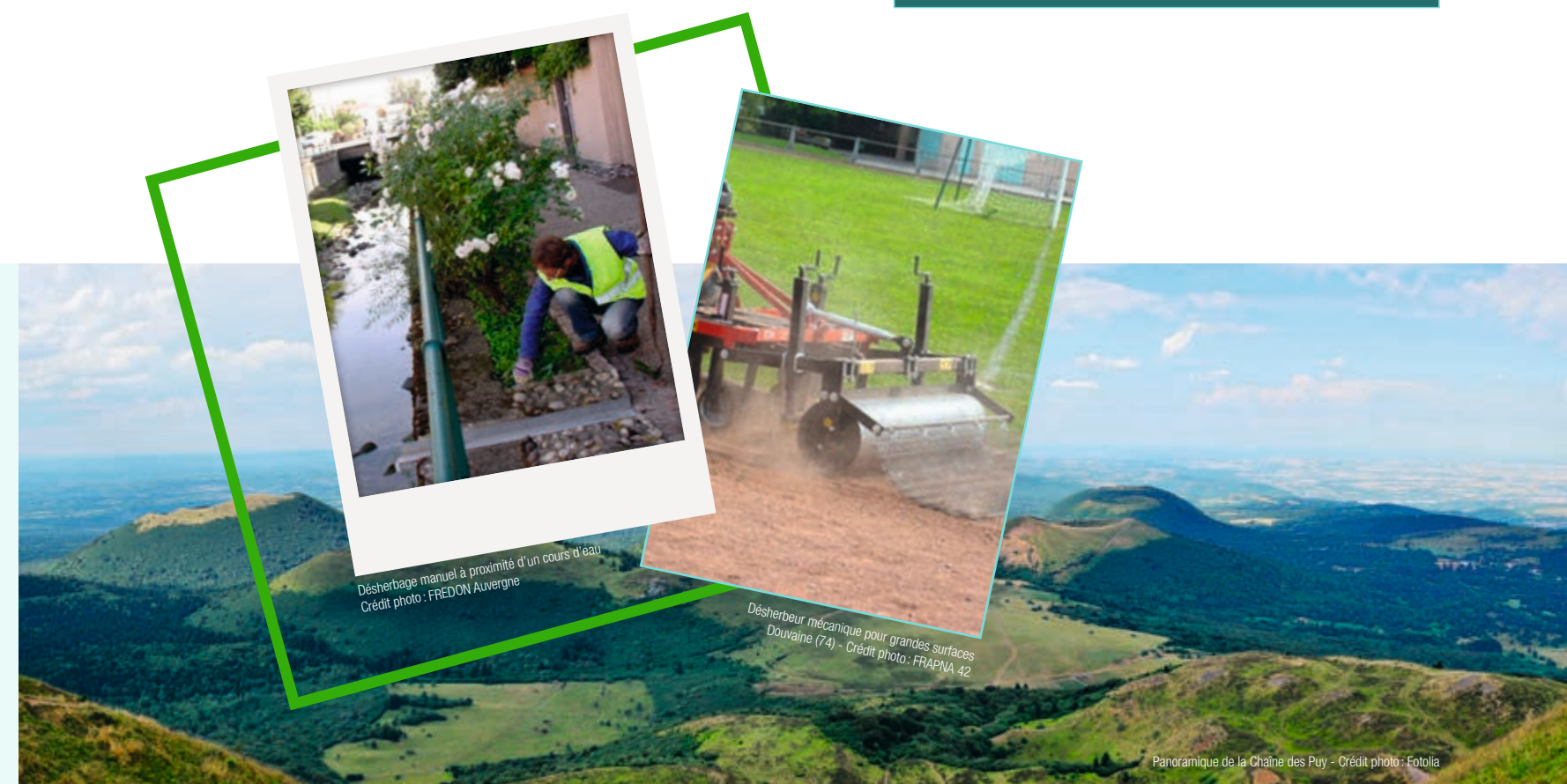
En 2016, **55 organismes de formation sont habilités par la DRAAF** pour les formations Certiphyto. Un total cumulé de **58 000 Certiphytos** ont été délivrés sur l'ensemble de la région depuis le début du dispositif. 65 % concernent les agriculteurs et 12 % des agents des collectivités territoriales.

Une communication régulière avec les organismes de formation permet de suivre les activités et d'informer sur la mise en œuvre du **nouveau dispositif Certiphyto V2** de délivrance des certificats. Les renouvellements vont prendre de l'ampleur à partir de l'automne 2016.

L'attribution des agréments s'est poursuivie en 2016 avec **112 agréments délivrés** sur un total d'environ **1 650 agréments** depuis le début du nouveau dispositif. Le taux d'agrément est très satisfaisant pour les activités de distribution et de conseil.

Nombre de professionnels titulaires du Certiphyto (chiffres au 31/12/16)

Agriculteurs	38 002
Conseillers agricoles	2 410
Distributeurs (professionnels et grand public)	5 583
Utilisateurs en JEVI	6 740
Applicateurs en prestation de service (zones agricoles et JEVI)	5 743
Nombre total de Certiphyto délivrés	58 490





Coline de Brouilly et vignes du Beaujolais
Crédit photo : Fotolia

Culture en Franche-Comté
Crédit photo : CRA BFC

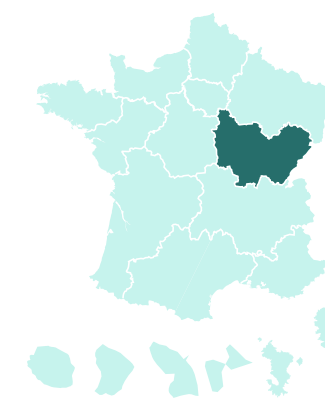
Vignes en Bourgogne - Crédit photo : CRA BFC

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ



Avec 47 800 km², la Bourgogne-Franche-Comté se classe au cinquième rang des nouvelles régions. Avec 2,8 millions d'habitants, la Bourgogne-Franche-Comté est la troisième région la moins peuplée de France métropolitaine. Composée de huit départements et de 3 830 communes, elle a un caractère rural marqué: la densité de population est faible (59 habitants/km²), 44 % de la population habitant à la campagne.

Plus de 2,5 millions d'hectares, soit 54 % du territoire, sont mis en valeur par 30 000 exploitations agricoles. Quatre grandes orientations économiques dominent: l'élevage bovin laitier à l'est, l'élevage allaitant au sud-ouest, les grandes cultures au nord et la viticulture sur des secteurs plus localisés. En seconde position dans l'occupation des sols, la forêt couvre 36 % du territoire et le taux de boisement classe la Bourgogne-Franche-Comté au troisième rang national.



Les filières vigne et grandes cultures sont bien développées sur toute la nouvelle région, et doivent souvent composer avec des problématiques liées au sol, karstique ou calcaire.

Cette difficulté sera particulièrement à prendre en compte dans les actions mises en œuvre par la nouvelle gouvernance régionale du plan.

► L'ÉDITION 2016
DU RENDEZ-VOUS
GRANDES CULTURES
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ,

C'EST EN CHIFFRES :

- près de **1 000 visiteurs** provenant de plus de **40 départements** et de Suisse;
- plus de **50 intervenants** techniques sur **sept ateliers** techniques, **deux conférences**, **une plate-forme expérimentale** et des démonstrations de matériel;
- un village d'exposants : **71 exposants** et **1 000 m²** d'exposition de matériel.

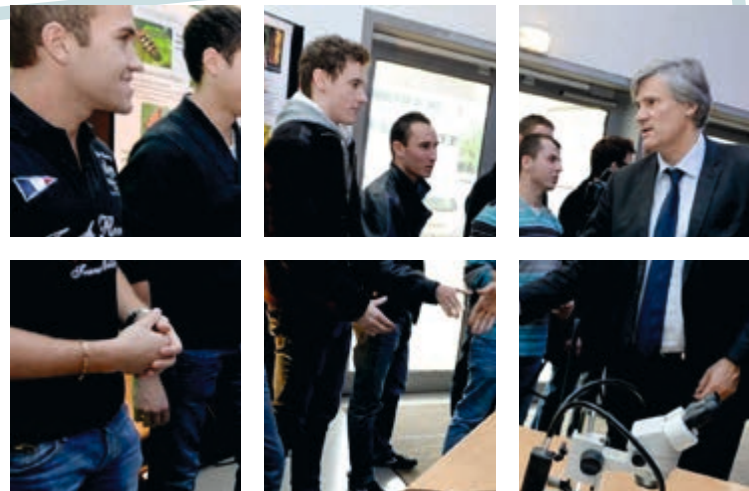
ACTIONS PHARES

RENDEZ-VOUS TECH&BIO GRANDES CULTURES BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ 2016

Organisé par les Chambres d'agriculture de Bourgogne-Franche-Comté et leurs partenaires, ce rendez-vous régional a eu pour objectif de contribuer au développement des systèmes de culture performants, biologiques et alternatifs. La journée s'est déroulée sur le site du moulin bio Decollogne et de la plate-forme expérimentale en AB à Aiserey (21), autour d'un programme riche et varié pour répondre aux interrogations des visiteurs concernant les systèmes en grandes cultures. **Les supports des conférences et les posters sont en ligne et accessibles sur le site du Rendez-vous :** <http://www.rdv-tech-n-bio.com/2016-bourgogne-franche-comte>



Stand Eco - Crédit photo : CRA Bourgogne-Franche-Comté



Étudiants APV - Crédit photo : DRAAF Bourgogne

UN JEU DE ROLL UP POUR UNE NOUVELLE AGRICULTURE

Le CCSTI (Centre de culture scientifique, technique et industrielle) de Bourgogne en partenariat avec l'enseignement agricole a réalisé une exposition itinérante composée de dix panneaux (agriculture durable, le sol, l'innovation, Fermes DEPHY...), compréhensibles par tous, pour donner une vision moderne de l'agriculture fondée sur des pratiques

alternatives et systémiques. **Ceux-ci sont mis à disposition** des établissements scolaires de la région. Pour ce projet de communication et de vulgarisation scientifique sur la nécessité de produire autrement, les étudiants et les lycéens ont rencontré des chercheurs de l'INRA de Dijon et le ministre de l'agriculture.

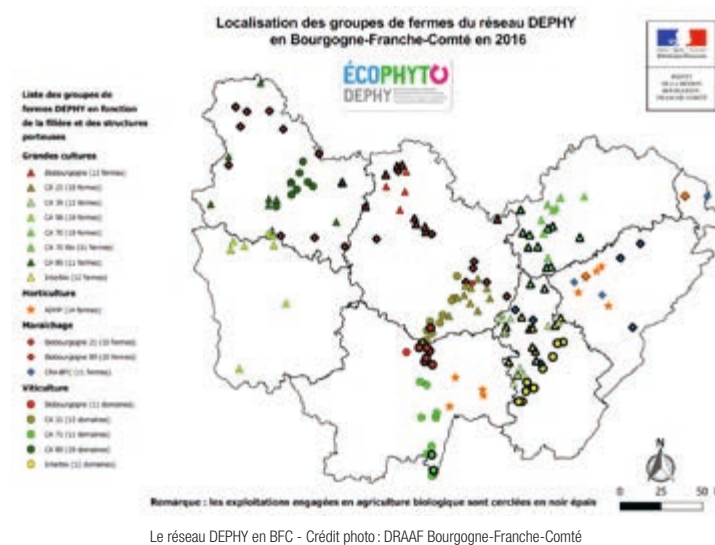
LE RÉSEAU DEPHY

2015 fut marquée en Franche-Comté par la publication des premiers résultats qui montrent une diminution, en trois ans, de 10% de l'IFT moyen, pour 50% des systèmes étudiés.

Pour la Bourgogne, le point fort de 2015 a été un voyage d'étude en Suisse. Il a réuni les ingénieurs réseaux bourguignons et leurs agriculteurs sur les thèmes du travail du sol, des couverts, et de la biodiversité. En 2016, huit groupes sur dix se sont réengagés dans le dispositif et celui-ci s'élargit avec neuf nouveaux groupes.

La région Bourgogne-Franche-Comté compte aujourd'hui 17 réseaux, permettant une meilleure représentativité des territoires et des filières régionaux, dont le maraîchage et l'horticulture jusque là non représentés dans la région.

L'évolution du réseau a pour objectif de faire bénéficier au plus grand nombre d'exploitants, de l'expérience acquise par ces collectifs et de les inspirer pour la mise en place de systèmes économes en produits phytopharmaceutiques.



Le réseau DEPHY en BFC - Crédit photo : DRAAF Bourgogne-Franche-Comté



Plaquette régionale DEPHY Les premiers résultats en Franche-Comté

DES EXPLOITATIONS DE LYCÉES AGRICOLES ENGAGÉES DANS LA RÉDUCTION DE L'USAGE DES PHYTOS

Le lycée agricole La Brosse (89) participe au réseau DEPHY depuis 2010 et au réseau d'essais du RMT **Système de Culture Innovant**. L'exploitation du lycée est le support d'un essai de système de culture innovant.

Une évaluation de la durabilité globale de ce système a été réalisée selon la méthode MASC® et a été présentée lors d'une journée portes ouvertes en juin 2015. L'évaluation a montré que le système de culture innovant testé entre 2008 et 2014 est performant selon les trois piliers de la durabilité et atteint une note globale de contribution au développement durable de



Lycée agricole de La Brosse à Auxerre Crédit : CRA BFC

Lycée agricole de La Brosse à Auxerre Crédit : DRAAF BFC

« très élevée ». L'essai constitue donc aussi une vitrine importante pour démontrer qu'il est possible de produire en réduisant les intrants sur les terrains très difficiles des plateaux de Bourgogne.

SURVEILLER L'ÉTAT SANITAIRE DES CULTURES

LES BULLETINS DE SANTÉ DU VÉGÉTAL (BSV)

En 2015, le réseau d'épidémiologie est animé par les chambres régionales d'agriculture, il couvre cinq filières en Franche-Comté et huit filières en Bourgogne. Le premier comité régional d'épidémiologie de la nouvelle région s'est tenu le 19 mai 2016, lors duquel chaque animateur filière a pu présenter son réseau d'observateurs et son BSV, avec les points forts et les points à améliorer.

Suite à cette première réunion il a été décidé de mettre en place des rencontres par filière, animées par la

chambre régionale d'agriculture et le SRAL, entre les animateurs et les observateurs des deux anciennes régions, pour organiser l'éventuelle fusion des BSV pour l'année 2017.

Un travail sera également conduit concernant le financement de ces réseaux restructurés, afin d'harmoniser les pratiques.

Nombre de BSV publiés pour la région Bourgogne-Franche-Comté

Filière	2014	2015	2016
Grandes cultures (B+FC)	68	69	73
Arboriculture fruitière	0	0	0
Cultures légumières (B+FC)	19	19	17
Viticulture (B+FC)	37	34	38
Horticulture (B)	17	18	17
Zones non agricoles (B+FC)	19	19	17
Prairie (B+FC)	7	7	7
Betteraves (B)	12	21	19
Cassis (B)	7	9	10

RÉDUIRE L'USAGE DES PHYTOS ET LEURS IMPACTS

EN JARDINS, ESPACES VÉGÉTALISÉS ET INFRASTRUCTURES (JEVI)

De nombreuses actions sont menées en JEVI, avec l'appui de l'appel à projets communication régionale Écophyto (conférences pour les jardiniers amateurs), journée technique sur l'entretien des cimetières pour les collectivités, journée à destination des partenaires gérant les infrastructures linéaires.

La FREDON Franche-Comté porte la charte « entretien des espaces publics » qui permet aussi d'obtenir le label Terre Saine quand la commune atteint le niveau trois. Cette charte devrait être portée sur la nouvelle région par les FREDON.

L'Agence régionale de santé Bourgogne-Franche-Comté a également produit une vidéo de sensibilisation aux risques liés à l'usage des produits phytosanitaires. Cette vidéo de huit minutes, réalisée par l'Université de Bourgogne présente les bons gestes pour se protéger des pesticides à chaque étape: habillage, stockage, remplissage, traitement en lui-même, déshabillage, retour à la maison... Avec un petit jardinier en fil rouge qui délivre de façon ludique tous les bons conseils étape par étape.

www.ars.bourgogne-franche-comte.sante.fr

FORMER LES PROFESSIONNELS PAR LE CERTIPHYTO

Le dispositif de certification individuelle et d'agrément des entreprises est approuvé par l'ensemble de la profession agricole de la région, même s'il induit des contraintes réglementaires.

L'implication des chambres d'agriculture et de l'ensemble des centres de formations habilités a permis de délivrer 32 999 certificats depuis 2010 en Bourgogne-Franche-Comté.

Les formations Certiphyto ont permis de faire émerger des besoins en formation des agriculteurs. Le réseau des Associations Départementales de Formation et le réseau des Maisons Familiales et Rurales ont ainsi organisé plusieurs formations post-Certiphyto.

Une première réunion avec l'ensemble des organismes de formation de la nouvelle région a eu lieu en octobre, pour leur présenter le plan Écophyto II, le nouveau réseau Dephy et BSV et le nouveau Certiphyto.

Une journée d'information technique ouverte aux formateurs et aux enseignants est envisagée en 2017 pour mieux partager les résultats des fermes DEPHY et permettre leur diffusion.

Nombre de professionnels titulaires du Certiphyto en Bourgogne-Franche-Comté (chiffres au 31/12/16)

Agriculteurs	20 964
Conseillers agricoles	1 036
Distributeurs (professionnels et grand public)	3 355
Utilisateurs en JEVI	4 248
Applicateurs en prestation de service (zones agricoles et JEVI)	3 396
Nombre total de Certiphyto délivrés	32 999





Saint-Père, La Cure, Bretagne
Crédit photo : Fotolia

Épinards - Crédit photo : UOPLI

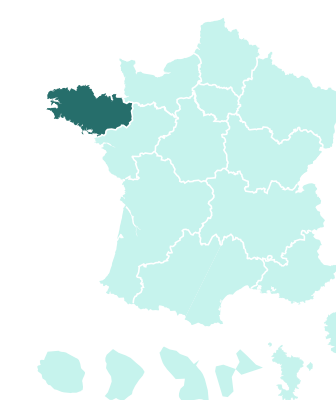
Crédit photo : MAAF

BRETAGNE

La Bretagne est une région agricole importante très tournée vers l'élevage. Les cultures dominantes sont les céréales et le maïs avec près d'un million d'hectares et les prairies avec plus de 700 000 hectares.

La Bretagne reste aussi très spécialisée dans la production légumière, marché du frais ou de la transformation, qui représente le quart de la production française. Les choux-fleurs, artichauts, haricots verts, épinards et petits pois sont les légumes les plus cultivés. Enfin, la Bretagne est la première région exportatrice de plants de pomme de terre alors que les productions de fruits sont marginales, à l'exception des fraises et des pommes à cidre. Le climat est tempéré et peut générer des pressions parasitaires parfois fortes. Aussi, la protection fongique et la maîtrise des adventices est une préoccupation constante. Enfin, peu perméable, le sous-sol breton favorise le ruissellement de l'eau en surface et un réseau hydrographique dense (1 km/km²).

Ce contexte pédoclimatique et les pratiques phytosanitaires expliquent l'attention portée par l'ensemble des acteurs, en zone agricole ou non agricole, à des actions pour améliorer la qualité de l'environnement, avec une vigilance spéciale des associations et de la société civile.



ACTIONS PHARES

SÉMINAIRE NATIONAL DEPHY EN BRETAGNE

Les 8 et 9 juin 2016, la Bretagne a accueilli l'ensemble des ingénieurs réseaux DEPHY des filières grandes cultures et polyculture-élevage, soit près d'une centaine de personnes.

Au programme: des présentations en salle (partages de références, témoignages), des visites terrain (à l'INRA du Rheu et dans des fermes DEPHY) et surtout beaucoup d'échanges.

Ce séminaire a permis de faire le point, de partager, et de construire ensemble de nouvelles actions pour accompagner les agriculteurs dans la réduction des phytos.

SANTÉ DES UTILISATEURS DE PRODUITS PHYTOSANITAIRES



Memo-guide-couverture - Crédit photo: DRAAF



Séminaire DEPHY - Crédit photo: Chambre Régionale d'Agriculture

Le groupe «Santé et sécurité» du plan Écophyto en Bretagne, animé par la Mutualité sociale agricole, a produit un guide constitué de treize fiches et illustré de schémas, photos et messages, qui abordent toutes les étapes de l'utilisation des produits phytosanitaires en mettant l'accent sur la protection de l'utilisateur.

Imprimé en plus de 12000 exemplaires et disponible sur les sites Internet de la DRAAF et des partenaires,

il a été largement diffusé par les différents partenaires (MSA, Chambre d'agriculture, distributeurs, CRODIP, Fredon...) afin que les risques posés par l'usage de ces produits soient plus systématiquement pris en compte.

LE RÉSEAU DEPHY

Le réseau DEPHY breton poursuit ses travaux. Afin de marquer le passage de DEPHY 1 vers DEPHY 2, une journée d'échanges et de convivialité a été organisée en février 2016 à Cancale. Les réseaux DEPHY bretons sont venus témoigner et faire un bilan des premières années. Cela a permis de mesurer la richesse des échanges à l'intérieur des groupes et de mieux cerner les évolutions des agriculteurs présents.

De nombreux changements ont déjà été opérés dans les exploitations: introduction de nouvelles cultures,

nouveaux leviers, évolution du système fourrager. Pour élargir la discussion, l'après-midi a été consacré à des échanges entre ostréiculteurs et agriculteurs dans un objectif de sensibilisation à la qualité de l'eau.

Ces journées, très riches, seront reconduites avec les douze réseaux engagés dans DEPHY 2 en Bretagne.



Journée Cancale - Crédit photo: Chambre Régionale d'Agriculture



Crédit photo: DRAAF

DES EXPLOITATIONS DE LYCÉES AGRICOLES ENGAGÉES DANS LA RÉDUCTION DE L'USAGE DES PHYTOS

Avec plus de 16000 élèves en formation initiale, l'enseignement a un rôle de premier plan dans le plan Écophyto. Une rencontre a été organisée par la DRAAF et la Chambre d'agriculture à l'attention des chefs d'exploitation afin de les informer et de les inviter à participer aux réseaux de fermes DEPHY et aux observations du BSV. Douze établissements avec leur exploitation sont ainsi engagés dans ces dispositifs. En avril, une journée pédagogique sur l'agro-écologie a été organisée par le Service régional de la formation (DRAAF) avec différents ateliers: travailler sur la biodiversité des exploitations, la démarche Écophyto dans les exploitations, jardiner c'est «naturel»... La mobilisation des enseignants y a été très importante.



Banc pulvérisateur élèves Bretagne - Crédit photo: DRAAF

SURVEILLER L'ÉTAT SANITAIRE DES CULTURES

LES BULLETINS DE SANTÉ DU VÉGÉTAL (BSV)

En 2015, les sept éditions des Bulletins de santé du végétal (BSV) se sont poursuivies avec, au total, près de **146 BSV** publiés concernant plus de 45 espèces végétales et la surveillance de près de 500 parcelles réparties sur toute la Bretagne. La diffusion a touché 3521 personnes en abonnement direct, et près de 23000 connexions ont été enregistrées, sur les deux principaux sites de diffusion (DRAAF et Chambre d'agriculture de Bretagne). L'année a été marquée

par la mise en place de suivis ou d'informations sur la gestion des adventices: reconnaissance, désherbage alternatif, gestion préventive. Le dispositif de coordination a aussi permis de travailler à l'amélioration constante des BSV dans leur forme et leur contenu.

Nombre de BSV publiés en 2014, 2015 et 2016

Filière	2014	2015	2016
Grandes cultures	38	38	42
Arboriculture fruits transformés	23	24	23
Cultures légumières : légumes frais	20	24	23
Cultures légumières : légumes industrie	13	12	16
Pommes de terre	18	18	18
Ornement - Zones non agricoles	14	15	18
Autres : édition inter-région lin	15	15	14

RÉDUIRE L'USAGE DES PHYTOS ET LEURS IMPACTS EN JARDINS, ESPACES VÉGÉTALISÉS ET INFRASTRUCTURES (JEVI)

Dans le cadre de l'élaboration du plan régional Écophyto V2, une importante concertation, copilotée par le Conseil régional et la DREAL, a eu lieu tout au long de l'année. L'ensemble des partenaires (animateurs des bassins versants, Eau et rivières de Bretagne, Maison de la consommation et de l'environnement, FREDON, représentants des communes, DIROuest...) a proposé trente actions thématiques concernant l'accompagnement à la loi Labbé, l'engagement des communes vers le zéro phyto, le jardinage au naturel et l'appui aux entreprises paysagistes ou aménageurs. Les lycées se sont également impliqués dans les JEVI.

Le projet de l'EPL de Chateaulin-Morlaix-Kerliver a été retenu dans le cadre de l'appel à projets communication 2016. Il visait à sensibiliser les jardiniers amateurs à l'utilisation de produits naturels. Une journée avec les partenaires du territoire (Bassins versants, communes, associations locales) à destination des particuliers et associations de jardinage, proposait des conférences, témoignages, démonstrations et animations: 820 visiteurs ont été accueillis. L'organisation a impliqué des CAP travaux d'aménagement, des BPREA maraîchage biologique, des BTS commerciaux: une opération qui concilie sensibilisation d'utilisateurs actuels et formation de futurs utilisateurs.

FORMER LES PROFESSIONNELS PAR LE CERTIPHYTO

Pour la fin de cette première période du plan Écophyto, les formations se sont poursuivies pour couvrir l'essentiel des besoins de la Bretagne. Un gros travail a également été réalisé pour valider et éditer les cartes des personnes formées. Pour les exploitations agricoles, on atteint maintenant plus de 26000 décideurs et opérateurs formés, ce qui correspond aux besoins évalués même si des petites structures plus difficiles à toucher n'ont peut-être pas encore bénéficié du dispositif. Les formations des distributeurs, applicateurs en prestation et conseillers se sont poursuivies avec plus de 1000 stagiaires en un an: derniers DAPA échus, besoins encore non satisfaits, nouveaux entre-

preneurs... Dans ces catégories, le Certiphyto est indispensable pour l'agrément des entreprises: soit plus de 800 entreprises en Bretagne, ce qui représente plus de 1600 établissements. Pour les agents des collectivités territoriales enfin, l'année 2015-2016 a vu un ralentissement des formations mais avec plus de 2200 Certiphytos, soit en moyenne deux personnes formées par commune.

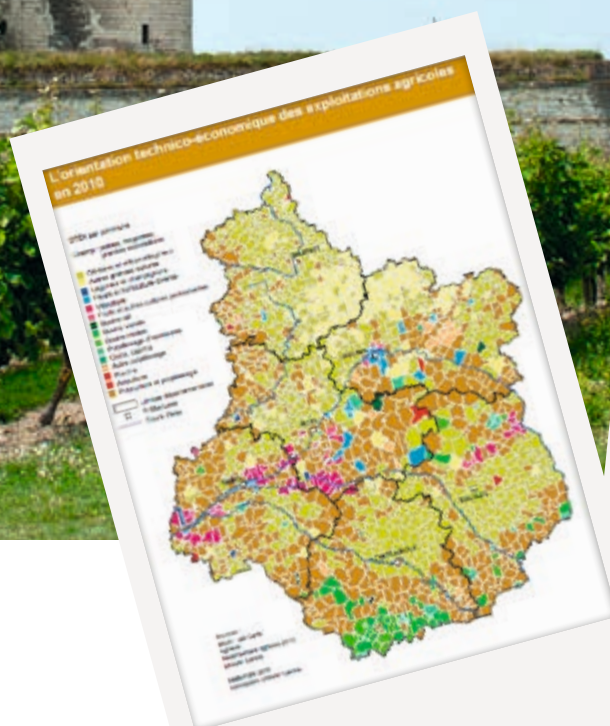
Nombre de professionnels titulaires du Certiphyto (chiffres au 31/12/16)

Agriculteurs	26 652
Conseillers agricoles	1 534
Distributeurs (professionnels et grand public)	4 705
Utilisateurs en JEVI	2 248
Applicateurs en prestation de service (zones agricoles et JEVI)	4 232
Nombre total de Certiphyto délivrés	39 376

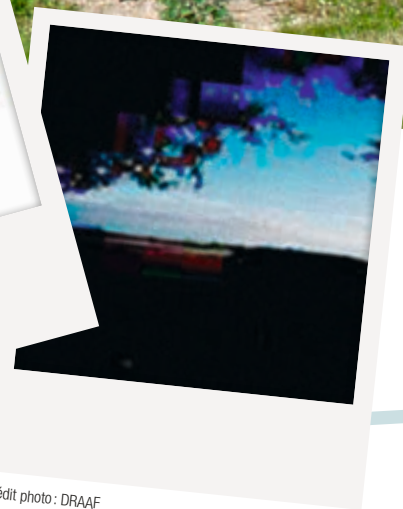




Château de Saumur
Crédit photo : Fotolia



Carte régionale agricole
Crédit photo : DRAAF

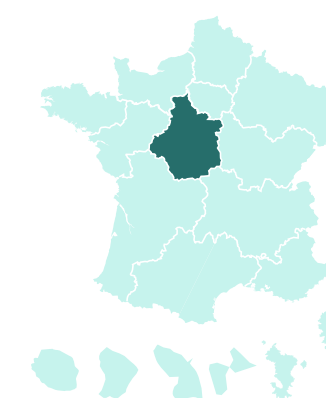


Crédit photo : DRAAF

CENTRE-VAL DE LOIRE



L'objectif de réduction des usages des produits phytopharmaceutiques est perçu comme un enjeu économique considérable en zone agricole. En effet, l'économie agricole de la région Centre-Val de Loire repose majoritairement sur les grandes cultures de céréales et les oléagineux qui représentent 80% de la production brute standard. Sur un total de 2,3 millions d'hectares, le blé et l'orge sont au premier rang avec 50% de la surface agricole utile (SAU) et les colza-tournesol au deuxième rang avec 20% de la SAU. Les filières spécialisées en légumes, fruits, vigne, horticulture ornementale et semences sont bien représentées. Toutes filières confondues, 32000 hectares sont consacrés à la production biologique (1,4% de la SAU). L'évolution vers des systèmes de culture moins consommateurs d'intrants constitue un axe de travail prioritaire. En zone non agricole, des initiatives émergent pour limiter le désherbage chimique des voiries et espaces publics mais la démarche doit encore s'étendre et être accompagnée techniquement. La qualité de l'eau et de l'air est marquée par la présence de substances herbicides utilisées en zones agricoles et en zones non agricoles.



ACTIONS PHARES

RÉALISATION D'UN FILM GRAND PUBLIC SUR L'OPÉRATION « OBJECTIF ZÉRO PESTICIDES (OZP) DANS NOS VILLES ET VILLAGES »

Suite au déploiement ces dernières années de l'opération OZP dans la région, de nombreuses communes se sont engagées dans une démarche de bonnes pratiques et de réduction de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques pour la gestion des espaces verts en signant la charte.

Le CPIE Brenne (centre permanent d'initiatives pour l'environnement), a souhaité valoriser le travail accompli dans l'Indre et diffuser les résultats obtenus avec les techniques alternatives éprouvées par les communes et jardiniers amateurs de l'Indre qui ont été accompagnés dans la démarche. Pour ce faire, un film orienté « grand

public » a été réalisé. Cette vidéo permet d'aborder la problématique des produits phytosanitaires et de présenter les réponses techniques conduisant à l'abandon de leur utilisation par les collectivités locales (en 2017) et les jardiniers amateurs (en 2019). Cette vidéo est un très bon support de communication pour sensibiliser les élus et des jardiniers amateurs lors de réunions publiques.

FICHES DIAGNOSTICS À DESTINATION DES JARDINIERS AMATEURS



Fiche technique mineuse du poireau - Crédit : DRAAF

Quatre brochures à destination des jardiniers amateurs ont été publiées sur les méthodes prophylactiques et les moyens de biocontrôle. Les thématiques abordées sont celles constituant les problématiques les plus fortes pour les jardiniers amateurs vis à vis des ravageurs des vergers (tavelure, carpocapse, mouche

de la cerise, des tomates (mildiou) et des poireaux (teigne et mouche mineuse)).

Ces brochures ont été largement diffusées sur le site de la SNHF « jardiner autrement », dans le BSV ZNA ou lors de manifestation tenues dans les jardins familiaux.

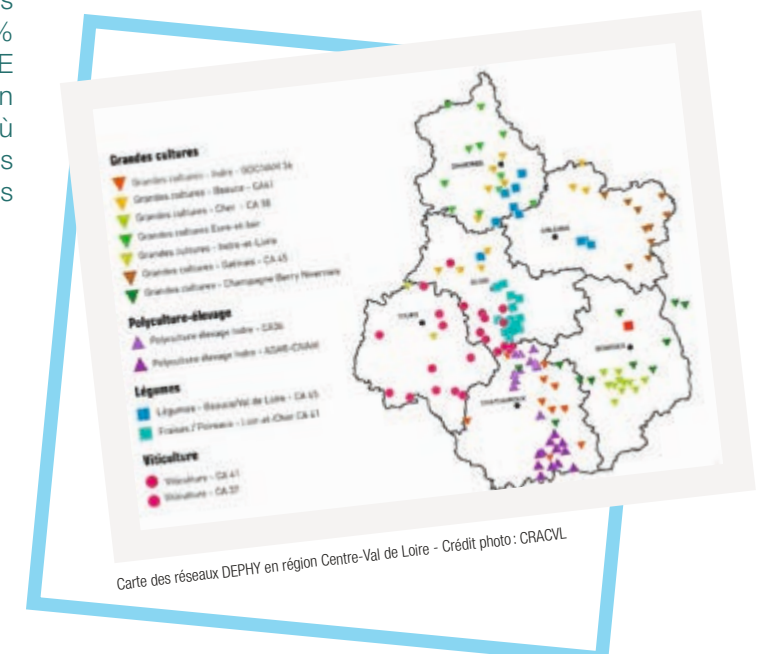
LE RÉSEAU DEPHY

En 2015, huit « fiches trajectoires » ont présenté l'évolution concrète du système de culture et les choix socio-économiques opérés par les agriculteurs. À l'échelle des réseaux grandes cultures, polyculture, élevage, la moitié des exploitations ont réduit l'utilisation des produits phytosanitaires entre leur entrée dans le réseau et la moyenne 2014-2015. Concernant les exploitations viticoles, près de 75% ont réduit l'utilisation des produits phytosanitaires.

Les indices de fréquence de traitement (IFT) des exploitations ayant réduit leur utilisation des produits phytosanitaires ont baissé en moyenne de 15 à 20% (jusqu'à 40% pour certaines). Les réseaux de FERME DEPHY ont été représentés lors de la manifestation inter-régionale CEREANOV en septembre 2015, où des temps d'échanges avec les exploitants agricoles impliqués dans les réseaux ont été organisés. Ces

conférences au sein d'une manifestation d'ampleur ont permis de sensibiliser un grand nombre d'exploitants qui ont pu voir les différentes réponses techniques apportées pour atteindre un objectif commun.

Dans le cadre d'Écophyto II, le dispositif DEPHY en région compte maintenant **treize réseaux FERME**, soit près de 160 exploitations qui représentent une bonne couverture du territoire régional et une représentation de l'ensemble des filières.



Carte des réseaux DEPHY en région Centre-Val de Loire - Crédit photo : CRACVL

DES EXPLOITATIONS DE LYCÉES AGRICOLES ENGAGÉES DANS LA RÉDUCTION DE L'USAGE DES PHYTOS

Le programme régional « enseigner à produire autrement », en lien avec les orientations agricoles de la région, a été élaboré en 2015. Il met l'accent sur le rôle majeur des exploitations agricoles des établissements et du territoire en tant que support pédagogique.

Chaque établissement a donc mis en œuvre un plan d'actions en cohérence avec ses spécificités et la réalité de son territoire et y a intégré des objectifs de

réduction d'intrants avec notamment des programmes de désherbage mécanique et/ou de l'observation de ravageurs au champs via les BSV dans le but de raisonner ces traitements. En 2015, cinq exploitations de lycées sur neuf faisaient partie d'un réseau DEPHY.

SURVEILLER L'ÉTAT SANITAIRE DES CULTURES

LES BULLETINS DE SANTÉ DU VÉGÉTAL (BSV)

Le réseau de surveillance biologique du territoire en région Centre s'étend sur 1243 parcelles d'observation, couvre 20 filières et 45 espèces végétales représentatives des productions régionales. Ce réseau s'est stabilisé depuis 2013 autour de 105 structures partenaires et 200 observateurs. En 2015 le réseau a confirmé sa solidité et sa capacité à s'étendre avec

une forte implication de la profession agricole dans le dispositif.

Le réseau d'épidémiosurveillance et le BSV sont aujourd'hui reconnus auprès des exploitants comme un outil d'aide à la décision indispensable à la conduite d'une « agriculture raisonnée ».

Nombre de BSV publiés en 2014, 2015 et 2016

Filière	2014	2015	2016
Grandes cultures	150	136	169
Arboriculture fruitière	39	40	40
Cultures légumières	28	30	32
Viticulture	18	20	18
Horticulture	15	15	15
Zones non agricoles	8	9	8

RÉDUIRE L'USAGE DES PHYTOS ET LEURS IMPACTS

EN JARDINS, ESPACES VÉGÉTALISÉS ET INFRASTRUCTURES (JEVI)

Le groupe de travail JEVI a mené une action de sensibilisation des collectivités de la région sur cinq journées.

Au programme: cadre réglementaire, conseil sur l'anticipation de la gestion des espaces verts dès leur conception, démonstration de matériel, visite de quartiers pilotes et retours d'expériences des communes engagées dans la démarche de réduction des produits phytopharmaceutiques.



Séance plénière - Crédit photo: FNE CVL

FORMER LES PROFESSIONNELS PAR LE CERTIPHYTO

L'obligation de détenir le certificat individuel pour pouvoir acheter et appliquer les produits phytopharmaceutiques a été fixée au 26 novembre 2015.

En 2016, le nombre de formations délivrées a toutefois été important, compte tenu du fait que de nombreux exploitants n'avaient pas pris conscience de l'impossibilité d'acheter des produits phytopharmaceutiques sans le Certiphyto.

Nombre de professionnels titulaires du Certiphyto (chiffres au 31/12/16)

Agriculteurs	23 088
Conseillers agricoles	1 593
Distributeurs (professionnels et grand public)	3 400
Utilisateurs en JEVI	4 389
Applicateurs en prestation de service (zones agricoles et JEVI)	4 194
Nombre total de Certiphyto délivrés	36 667



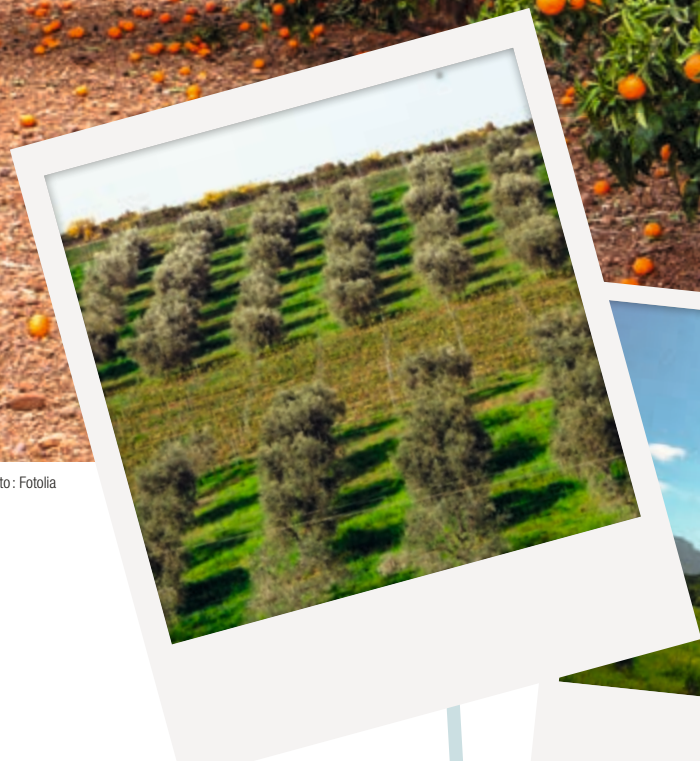
Démonstration matériel alternatif - Crédit photo: FNE CVL



Jolie vue sur le viaduc de Monts en automne depuis les hauteurs du domaine de Candé, Indre-et-Loire - Crédit photo: Fotolia



Clémentinier - Crédit photo : Fotolia



Plantation d'oliviers
Crédit photo : J. Julien



Paysage Corse - Crédit photo : DRAAF Corse

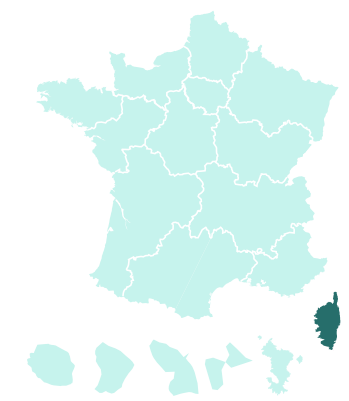
CORSE



La Corse possède des caractéristiques agronomiques atypiques. En effet, entre mer et montagne, la place de l'agriculture est restreinte avec seulement 11% de terres cultivables soit 168 000 hectares de surface agricole utile (SAU), dont 63% pour la Haute-Corse et 37% pour la Corse-du-Sud.

Grâce à son climat méditerranéen, se caractérisant par des étés chauds et des hivers doux, elle est la principale région productrice d'agrumes (1 600 hectares), ses clémentines possèdent une indication géographique protégée « clémentines de Corse », signe de qualité. De plus, la viticulture est la première culture sur l'île (plus de 6 700 hectares) et possède une appellation d'origine contrôlée « vin de Corse ». Les oliviers, avec leur appellation d'origine contrôlée « Oliu di Corsica » (2 000 hectares), les fruits à noyau et les fruits à coques, représentent également de fortes productions.

Signe de qualité environnementale, les eaux de la Corse ont un bon à très bon état écologique. Cette situation remarquable est à conserver. C'est pourquoi, le suivi de la qualité des eaux doit être poursuivi, ainsi que la sensibilisation des acteurs agricoles ou non agricoles et des professionnels de l'aménagement et de l'entretien du territoire au travers de la formation et de la vulgarisation de systèmes économes en produits phytosanitaires.



ACTIONS PHARES

STOP AUX PESTICIDES, PRODUISONS AUTREMENT

Dans le cadre de l'appel à projets régional de communication Écophyto, le centre permanent d'initiatives pour l'environnement a organisé une journée de communication sur les pesticides, les alternatives, l'alimentation et l'environnement, au lycée professionnel de Borgo. Cette journée a permis, dans un premier temps, d'informer, de sensibiliser et de documenter une centaine de collégiens et lycéens sur les risques relatifs à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques sur la santé et l'environnement. Ensuite, les visites du lycée professionnel ont permis de réunir une cinquantaine de personnes (dont des agrumiculteurs) et de présenter les techniques et les résultats de réduction de l'utilisation de ces produits sur les cultures en Corse.



Poster invitation salon alternatives aux pesticides
Crédit photo : CPIE Bastia

Stand du salon « Stop aux pesticides »
Crédit photo : CPIE Bastia

MÉTHODES ALTERNATIVES ET INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX EN ARBORICULTURE ET VITICULTURE



Désherbage mécanique en arboriculture - Crédit photo : Interbio Corse

La chambre d'agriculture de Haute-Corse a organisé une journée de conférences sur les méthodes alternatives et indicateurs environnementaux en arboriculture et viticulture. Cette action a permis de réunir les agriculteurs, conseillers, techniciens et toutes les personnes en demande d'information sur ces techniques. Afin de satisfaire la demande, les parte-

naires ont pu présenter leurs posters, expliquer les actions visant à réduire l'utilisation des produits phytopharmaceutiques. Une vidéo de l'événement a été réalisée et est en lien sur le site de la DRAAF de Corse.

<http://draaf.corse.agriculture.gouv.fr/Le-plan-ecophyto>

LE RÉSEAU DEPHY

En Corse, un groupe de fermes DEPHY regroupe treize exploitations productrices de clémentines engagées dans la démarche de qualité de l'IGP «clémentine de Corse». Grâce à l'accompagnement de l'ingénieur réseau de la chambre d'agriculture de Haute-Corse, l'une de ces exploitations a effectué une conversion en agriculture biologique.

De son côté, l'association de recherche et d'expérimentation sur les fruits et légumes en Corse continue

de mener le projet DEPHY EXPE qui propose une stratégie de production intégrée visant à réduire la quantité d'intrants en combinant différentes méthodes de lutte alternative contre les bio-agresseurs, sur parcelles expérimentales en agrumiculture, culture de kiwis et vignoble, puis à l'échelle parcellaire réelle. Le transfert de ces méthodes a débuté sur les fermes DEPHY pour la production de clémentines.



Parcelle de clémentiniers - Crédit photo : lycée agricole de Borgo

DES EXPLOITATIONS DE LYCÉES AGRICOLES ENGAGÉES DANS LA RÉDUCTION DE L'USAGE DES PHYTOS

Le lycée agricole de Borgo est particulièrement impliqué dans le plan Écophyto et a pour objectifs :

- d'une part de proposer, tester et valider des hypothèses agronomiques économes en produits phytopharmaceutiques;
- d'autre part, de créer, évaluer et capitaliser des situations pédagogiques permettant le transfert de ces modes de production vers le public d'apprenants.

Au travers de son exploitation agricole, le lycée est impliqué dans le réseau DEPHY (FERME et EXPE).



Exploitation du lycée agricole de Borgo - Crédit photo : lycée agricole de Borgo

SURVEILLER L'ÉTAT SANITAIRE DES CULTURES

LES BULLETINS DE SANTÉ DU VÉGÉTAL (BSV)

Les observations régulières sur le terrain sont reportées dans les bulletins de santé du végétal (BSV). Ces derniers sont rédigés, de façon régulière, par les animateurs des sept filières existantes : arboriculture, agrumes-kiwi, oléiculture, viticulture, maraîchage, JEVI (jardins, espaces végétalisés et infrastructures) et grandes cultures.

L'action de suivi de la filière grandes cultures a été mise en place en 2015, les BSV n'ont donc été publiés qu'à

partir de 2016. Particularité en Corse, l'oléiculture, l'agrumiculture et la culture des kivis sont des filières à part entière, clairement identifiées et avec leurs propres BSV.

Nombre de BSV publiés en 2014, 2015 et 2016

Filière	2014	2015	2016
Grandes cultures	0	0	1
Arboriculture fruitière	15	3	12
Cultures légumières	8	6	5
Viticulture	9	11	8
JEVI	3	3	3
Oléiculture	5	9	8
Agromiculture-Kiwiculture	5	0	5

RÉDUIRE L'USAGE DES PHYTOS ET LEURS IMPACTS

EN JARDINS, ESPACES VÉGÉTALISÉS ET INFRASTRUCTURES (JEVI)

Un groupe de travail jardins, espaces végétalisés et infrastructures a été créé afin d'agir dans la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires dans ces zones et d'apporter une information ciblée aux utilisateurs sur les techniques alternatives existantes. Les principales espèces présentes dans ces zones sont, entre autres, les lauriers roses, palmiers, platanes, chênes verts, mûriers platanes, eucalyptus, tilleuls, oliviers, myrtes et cistes.

L'information est diffusée par des BSV spécifiques aux JEVI, publiés régulièrement. Afin de répondre aux attentes des particuliers constatées lors des manifestations sur le thème des jardins, l'élaboration d'un « calendrier du jardinage au naturel » destiné aux jardiniers amateurs est en cours. Il a pour objectif de réunir dans un document les principales méthodes permettant aux amateurs de réduire l'utilisation des produits phytosanitaires et faire la promotion d'initiatives locales.

FORMER LES PROFESSIONNELS PAR LE CERTIPHYTO

En Corse, douze organismes de formation sont habilités à délivrer le Certiphyto. Des réunions régulières rassemblent les différents acteurs. La dernière en date a fait l'objet d'une présentation de la nouvelle version du Certiphyto.

Chaque année, un calendrier des formations prévues durant l'année est diffusé. En 2015, 357 acteurs du monde agricole ont été formés au Certiphyto (ce chiffre reste stable depuis quelques années).

Au cours de l'année 2016, et du fait de l'obligation de présentation du certificat individuel pour l'achat de produits phytosanitaires, la demande de formation s'est développée pour les professionnels

dont l'activité principale n'est pas du domaine agricole (professionnels du tourisme et de l'entretien des espaces végétalisés). La communication et l'information vont être renforcées auprès de ces utilisateurs.

Nombre de professionnels titulaires du Certiphyto (chiffres au 31/12/16)

Agriculteurs	154
Conseillers agricoles	8
Distributeurs (professionnels et grand public)	36
Utilisateurs en JEVI	62
Applicateurs en prestation de service (zones agricoles et JEVI)	97
Nombre total de Certiphyto délivrés	357



Jardin de la collectivité territoriale de Corse - Crédit photo : DRAAF Corse

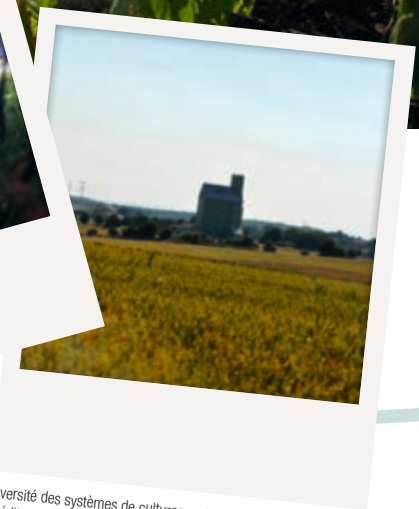
Cala di Conca en Corse du sud - Crédit photo : Fotolia



Champagne - Crédit photo : DRAAF Grand Est



Diversité des systèmes de cultures en Alsace
Crédit photo : DRAAF Grand Est



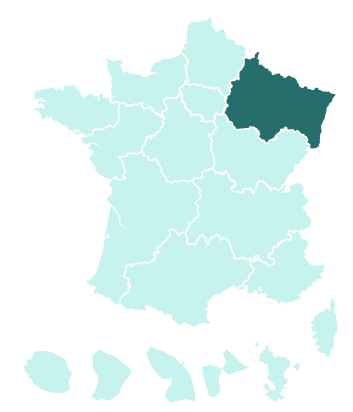
Diversité des systèmes de cultures en Lorraine
Crédit photo : DRAAF Grand Est

GRAND EST



La nouvelle région Grand Est, qui regroupe les territoires d'Alsace, de Champagne-Ardenne et de Lorraine, forme un ensemble de dimension européenne, première région céréalière de France, et associe divers terroirs et territoires sur dix départements. Elle s'étend du bassin parisien aux rives du Rhin sur 57 800 km² (soit 11 % du territoire national), pour trois millions d'hectares de surface agricole utile. L'agriculture et la forêt assurent respectivement 54 % et 35 % de la mise en valeur des territoires. À l'ouest, les plaines céréalières dominent le paysage, la production dominante étant le blé. Au centre, une zone d'élevages généralement laitiers souvent associés aux productions céréalières occupe la plupart du secteur. À l'est, la plaine permet une production abondante de maïs compte tenu des conditions climatiques et de la présence d'eau. Les terroirs sont notamment représentés par deux vignobles de réputation mondiale sur 48 000 hectares : le Champagne et les vins d'Alsace, qui contribuent dans une large part à en faire la première région pour la valeur ajoutée des industries agroalimentaires, dont un tiers à l'exportation.

La conduite de ces systèmes de cultures repose encore aujourd'hui assez fortement sur le recours à des intrants de synthèse, dont les produits phytopharmaceutiques.



ACTIONS PHARES

SALON INTERNATIONAL DES TECHNOLOGIES DES VINS EFFERVESCENTS EN CHAMPAGNE-ARDENNE

Diminuer, voire supprimer l'utilisation des herbicides en vigne est un enjeu de la zone AOC Champagne.

Les chambres d'agriculture de l'Aube et de la Marne ont profité du VITEF 2015 pour organiser une conférence sur le sujet. Ce moment a pu valoriser auprès des 130

participants, les travaux réalisés dans les trois réseaux DEPHY viticulture: travail du sol, enherbement. Des sujets complétés par des interventions sur l'évolution de la réglementation et des produits disponibles, sur des essais de matériel comme par exemple un robot autonome de désherbage.

« PRODUITS PHYTOSANITAIRES, AGRICULTURE, SANTÉ, ÉVOLUTIONS » À KINTZHEIM EN ALSACE

Une table ronde a été proposée par la Mutualité sociale agricole d'Alsace en partenariat avec la Caisse d'assurance accidents agricoles, la Chambre d'agriculture et la DRAAF mardi 26 avril dans le cadre de la semaine des alternatives aux pesticides. Celle-ci portait sur la santé des agriculteurs et des consommateurs, la prévention des usages, et leur évolution par la mobilisation de la recherche agronomique et des acteurs.

Du débat animé par Lionel Augier, il ressort que les pesticides ne sont pas un problème seulement agricole. Il s'agit bien d'un problème global de choix de société où les agriculteurs sont coincés entre deux demandes sociétales: des produits alimentaires à bas prix et minimiser les risques santé liés à l'usage des pesticides.

« PRODUITS PHYTOSANITAIRES, AGRICULTURE, SANTÉ, ÉVOLUTIONS » À KINTZHEIM EN ALSACE

Animée par la chambre régionale d'agriculture de Lorraine, une plate-forme DEPHY-Expé est en place depuis 2011. Elle associe des sites d'expérimentations de l'Association Lorraine pour la promotion en agriculture, de l'École nationale supérieure d'agronomie et des industries alimentaires, d'Arvalis et de la coopérative EMC2. L'objectif est de tester des systèmes de cultures permettant de diminuer de 50 % le recours aux pesticides. Deux importantes manifestations ont été organisées en 2015 pour en présenter les résultats après quatre campagnes culturelles :

- la journée INNOV'ACTION des chambres d'agricultures, sur le site d'Haroué, visité par 700 personnes;
- deux journées, dont une dédiée aux étudiants, sur la ferme expérimentale d'Arvalis, visitée par près de 400 personnes.



Salon VITEF 2015 - Crédit photo : Chambre d'agriculture de Champagne-Ardenne

LE RÉSEAU DEPHY

LE COLLOQUE DEPHY « GRANDES CULTURES » A FAIT LE PLEIN

La Chambre d'agriculture d'Alsace et la DRAAF ont organisé un colloque DEPHY « Grandes Cultures » dont le thème était « En marche vers une agriculture économe et performante ». 150 personnes étaient réunies le 23 février dernier à Sainte-Croix en Plaine: des agriculteurs, des conseillers, des partenaires et des étudiants. Ce public nombreux et très varié a permis d'enrichir les débats. Le premier objectif était de restituer les résultats des travaux des groupes DEPHY alsaciens. Les résultats des deux groupes en grandes

cultures ont été commentés et présentés dans la matinée. L'après-midi a été consacrée à la présentation des résultats de plusieurs essais comparant différents systèmes de cultures confrontés à la monoculture de maïs en mesurant leurs impacts sur la qualité de l'eau complétés par des analyses multicritères. Ces essais ont été réalisés en Alsace, en Rhône-Alpes et dans la région toulousaine.

Pour en savoir plus, retrouvez toutes les présentations sur <http://www.alsace.chambagri.fr>



Colloque DEPHY - Crédit photo : Chambre d'agriculture d'Alsace

DES EXPLOITATIONS DE LYCÉES AGRICOLES ENGAGÉES DANS LA RÉDUCTION DE L'USAGE DES PHYTOS

Neuf exploitations de lycées agricoles faisaient déjà partie d'un groupe DEPHY au cours de la période 2009-2015. Six autres devraient participer à ce dispositif à l'occasion de son agrandissement en 2016.

Cet engagement technique est complété par des actions pédagogiques. Sur le territoire Champagne-Ardenne, des journées « ÉCOPHYTO », réalisées à la demande des établissements, sont très appréciées par les apprenants. Au fil des ans, le programme en a évolué, passant d'interventions en amphithéâtre, pour aller vers des présentations les plus concrètes possible en laissant une large place aux échanges entre **élèves et intervenants**, voire même que ce soient des **étudiants qui interviennent auprès des élèves**. C'est



« Journées ÉCOPHYTO au lycée viticole Avize »
Crédit photo : DRAAF Grand Est

« Les auxiliaires de la vigne »
Crédit photo : DRAAF Grand Est

cette formule qui a été mise en œuvre sur l'exploitation du lycée viticole d'Avize le 17 juin 2016.

SURVEILLER L'ÉTAT SANITAIRE DES CULTURES

LES BULLETINS DE SANTÉ DU VÉGÉTAL (BSV)

En place depuis sept campagnes, la surveillance biologique du territoire est une organisation bien rodée dans les ex-régions qui constituent maintenant la région Grand Est. Ces trois régions regroupées, les chiffres concernant la surveillance biologique du territoire deviennent conséquents. Avec 19 éditions différentes, il y a eu 378 BSV publiés en 2015. Ceci grâce au travail de rédaction des 37 animateurs-filières et au sérieux

des 333 observateurs qui ont participé à la collecte des informations nécessaires à la caractérisation de l'état phytosanitaire des végétaux en culture et en espaces verts. L'organisation de cette surveillance a continué sur le même modèle en 2016. En 2017, il faudra commencer à travailler en « grande région » sans mettre en défaut les partenariats établis avec plus de 60 structures au cours des années précédentes.

Nombre de BSV publiés en 2014, 2015 et 2016

Filère	2014			2015			2016		
	Alsace	Champ.- Ardenne	Lorraine	Alsace	Champ.- Ardenne	Lorraine	Alsace	Champ.- Ardenne	Lorraine
Grandes cultures	40	41	35	40	41	34	36	43	37
Arboriculture fruitière	27	-	27	26	-	25	24	-	30
Cultures légumières	26	-	30	26	-	24	24	-	19
Viticulture	18	19	20	17	20	15	17	18	19
Horticulture	14	-	19	13	-	19	7	-	18
Zones non agricoles	14	16	15	14	17	15	13	18	15
Campagnols	-	6	-	-	6	4	6	-	4
Houblon	9	-	-	10	-	-	9	-	-
Tabac	9	-	-	8	-	-	8	-	-

RÉDUIRE L'USAGE DES PHYTOS ET LEURS IMPACTS

EN JARDINS, ESPACES VÉGÉTALISÉS ET INFRASTRUCTURES (JEVI)

PRODUITS PHYTOSANITAIRES DANS L'AIR : QUELS LIENS AVEC LES PRATIQUES AGRICOLES ? REPP'AIR

En Alsace, les mesures de produits phytosanitaires dans l'air ont démarré en 2013. Ces campagnes de mesures ont été menées par l'Association de surveillance de la pollution atmosphérique. Un groupe technique « phyto et air », regroupant l'ensemble des partenaires, a été créé dans le cadre d'Écophyto. Cela a permis à l'ensemble des partenaires de se saisir de la thématique et d'en partager l'analyse. En 2015 la Chambre d'agriculture d'Alsace a fait réaliser un travail par un stagiaire de fin d'études d'ingénieur. À la suite de ces travaux, une réflexion entre plusieurs régions françaises a vu le jour autour de cette question.

L'idée de construire un projet ensemble a rapidement émergé afin de répondre à de multiples enjeux : améliorer les connaissances sur ce sujet et disposer de solutions techniques pour limiter les pertes dans l'air, montrer que le secteur agricole prend conscience de l'enjeu et agit, instaurer un partenariat fort et durable entre les acteurs agricoles et acteurs de la qualité de l'air. Ainsi, huit chambres d'agriculture et huit associations agréées pour la surveillance de la qualité de l'air se sont engagées avec l'INRA et l'INERIS dans ce projet porté par la Chambre d'agriculture du Grand Est. Ces travaux sont financés dans le cadre du Casdar.

FORMER LES PROFESSIONNELS PAR LE CERTIPHYTO

VERS LE CERTIPHYTO V2 !

La mise en place d'un certificat garantissant un niveau de connaissances minimum à tous les utilisateurs professionnels de produits phytopharmaceutiques est un des axes les plus marquants du plan Écophyto. C'est aussi une disposition mise en place dans tous les États membres de l'Union européenne. Depuis le 26 novembre 2015, la détention de ce certificat est obligatoire pour pouvoir acheter des produits phytosanitaires professionnels. Les organismes de formation de la région Grand Est ont su répondre au défi de la formation d'un grand nombre de personnes dont l'activité requiert ce certificat : celui-ci a été délivré à près de 60 000 personnes, soit presque 12 % du nombre total de Certiphytos émis au niveau national.

Ces organismes de formation se préparent maintenant à la mise en place des nouvelles modalités du Certiphyto alors que débutent les premiers renouvellements des Certiphytos délivrés il y a cinq ans.

Nombre de professionnels titulaires du Certiphyto (chiffres au 31/12/16)

Décideurs en exploitation agricole	36 750
Opérateur exploitation Agricole	3 259
Décideur travaux & services	4 761
Opérateur travaux & services	2 914
Distributeurs de produits professionnels	1 231
Distributeurs grand public	3 963
Applicateur collectivités territoriales	3 161
Applicateur opérationnel collectivités territoriales	1 641
Conseiller	2 489
Nombre total de Certiphyto délivrés	60 169





Crédit photo : DAAF Guadeloupe

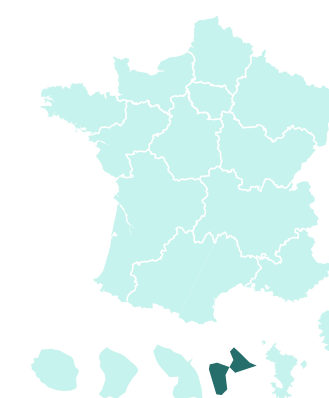
Paysage de Guadeloupe
Crédit photo : DAAF Guadeloupe

Crédit photo : DAAF Guadeloupe

GUADELOUPE

L'archipel de Guadeloupe est situé dans les Petites Antilles au sein du bassin caribéen. Son climat tropical maritime est caractérisé par deux saisons principales : la saison sèche (ou carême) et la saison des pluies (saison cyclonique ou hivernage). Les normales annuelles de la pluviométrie varient entre 1000 mm/an (Les Saintes) à 10000 mm/an (massif de la Soufrière). Sur une surface agricole utile (SAU) de 31 768 hectares représentant 20% de la surface totale du département, un peu moins de la moitié est plantée en canne à sucre (14 173 hectares), 2 453 hectares en bananes et 1 895 hectares en maraîchage.

L'enherbement est une préoccupation pour toutes les cultures. Ainsi, des actions visant à trouver des alternatives au désherbage tout chimique en canne à sucre (MAGECAF) et des recherches de mécanisation ou de rationalisation de techniques telles que le paillage dans le cadre de DEPHY EXPE sont menées. La petite taille des exploitations et leur nombre relativement important (7 852 au recensement de 2010) nécessite de mettre l'accent sur les sessions de formation pour le Certiphyto.



ACTIONS PHARES

VERS LA CRÉATION D'UN ÉCO-ORGANISME GUADELOUPÉEN

La Chambre d'agriculture a lancé fin 2015 l'étude de préfiguration d'une filière pérenne de gestion des déchets de l'agro-fourrière. Un travail d'animation a été conduit pendant un an avec l'ensemble des partenaires de la filière. Deux groupes de travail ont été mis en place afin d'optimiser sur le plan opérationnel, organisationnel et financier la collecte des déchets prioritaires (emballages vides de produits phytosanitaires, produits phytosanitaires non utilisables, plastiques agricoles usagés et EVPF).

Les propositions ont été discutées en comité de préfiguration, qui a validé :

- la création d'un éco-organisme sous la forme juridique d'une SAS ;
- la mise en place d'une éco-contribution sur les produits phytosanitaires et les engrais à partir de 2017 versée par les importateurs ;
- l'implication des distributeurs dans les opérations de collecte.

MÉTHODES ALTERNATIVES DE GESTION DE L'ENHERBEMENT EN CULTURE DE CANNE À SUCRE AUX ANTILLES FRANÇAISES



Débroussailleuse double rotor en inter-rang de canne à sucre
Crédit photo : F. Grossard - CTCS Guadeloupe



Présentation de l'essai de *Crotalaria Juncea* en inter-culture banane-canne lors d'une journée technique
Crédit photo : F. Grossard - CTCS Guadeloupe

Depuis le début de cette action, le Centre technique de la canne à sucre de la Guadeloupe a fait l'acquisition de quatre outils innovants dans la gestion de l'enherbement :

- deux désherbeuses fabriquées et adaptées pour la canne ;
- une débroussailleuse enjambeur double rotor ;
- un cultivateur à disques ayant la fonction de buttage-débuttage.

Après la phase d'essais, les outils sont montrés aux agri-

culteurs et prestataires lors de journées de démonstration. L'implantation de plantes de services en inter-culture de la canne mais aussi dans les inter-rangs est un bon moyen de limiter l'enherbement des parcelles. Le CTCS Guadeloupe a réalisé des essais d'efficacité et de valeur pratique avec quatre espèces : *Crotalaria juncea*, *Crotalaria spectabilis*, *Canavalia ensiformis* et *Cajanus cajan*. L'installation de ces plantes nécessite d'investir dans du matériel d'ameublissement du sol et de semis.

LE RÉSEAU DEPHY

Le réseau DEPHY de la Guadeloupe s'est élargi à douze exploitations en polyculture-élevage à dominante canne à sucre, dans le cadre du réengagement 2016-2020. Les systèmes de production les plus représentatifs de la Guadeloupe s'y retrouvent, avec l'intégration de la filière banane. Le projet collectif du groupe de ferme a été co-construit avec l'appui du RMT systèmes de culture innovants, lors d'une journée de formation. Le groupe est très dynamique avec plus de 60 % de participation des exploitants lors des regroupements. Les moments forts de l'année se déclinent autour de :

- la participation des exploitants dans le cadre du Farmer's Forum, atelier de la Caribbean food crops

society 2016, sur les thématiques de « la transition agro-écologique et énergétique - quelles stratégies pour l'innovation et le progrès ? » ;

- l'atelier participatif co-organisé avec le projet **Systemyc (INRA)**, sur « Les réseaux mycorhiziens au service de nos cultures » ;
- la journée coopérative avec les fermiers DEPHY de la Martinique, complétée de la Journée technique en perspective de l'agriculture biologique. Des posters et des films pédagogiques, résultent de ses moments clés, et permettent de transférer l'information lors des formations et des réunions de proximité.



Plantation mécanique canne
Crédit photo : Chambre d'Agriculture Guadeloupe



Canavalia ensiformis plante service
Crédit photo : Chambre d'Agriculture Guadeloupe

DES EXPLOITATIONS DE LYCÉES AGRICOLES ENGAGÉES DANS LA RÉDUCTION DE L'USAGE DES PHYTOS

En tant que porteur du projet Dephy Expe de Guadeloupe, l'exploitation agricole de l'EPLFFPA a pour mission de proposer et tester des méthodes alternatives à l'usage des désherbants issus de la pétrochimie. Ses objectifs en 2016 sont de conforter les résultats obtenus auparavant pour la mise en place de plantes de services en culture de canne à sucre et de communiquer sur ses actions via un colloque fin novembre 2016.

L'expérimentation en cours vise à comparer la gestion de l'enherbement par *Crotalaria juncea* et *Vigna unguiculata* (deux Fabacées) en canne à sucre plantée. Les autres services apportés par ces deux couverts,



Semis de *Crotalaria juncea* à l'aide d'un Semoir Polyvalent attelé à un microtracteur
Crédit photo : EPLFFPA



Levée à J + 17 après semis de *Vigna unguiculata* en inter-rang de canne à sucre - Crédit photo : EPLFFPA

tels que leurs effets sur la qualité du sol et de la culture, sont également suivis.

SURVEILLER L'ÉTAT SANITAIRE DES CULTURES

LES BULLETINS DE SANTÉ DU VÉGÉTAL (BSV)

En Guadeloupe, sous l'encadrement de la Fredon, le réseau régional d'épidémiologie regroupe six structures et concerne six filières. Des observations et du piégeage sont réalisés mensuellement sur une centaine de parcelles.

L'année 2015 a permis de consolider l'ensemble du dispositif régional. Toutefois, il est difficile d'évaluer l'impact et l'utilisation du BSV par les agriculteurs et les prescripteurs. Une première enquête a été réalisée

entre décembre 2015 et juin 2016, mais malgré les relances, le nombre de retours a été faible et le questionnaire doit encore être affiné.

À l'attention des agriculteurs n'ayant pas accès au BSV par Internet, une version papier sous forme de livret contenant des extraits des BSV édités au cours de l'année est disponible, et leur permet de disposer d'une information de proximité dans leur groupement professionnel.

Nombre de BSV publiés en 2014, 2015 et 2016

Filière	2014	2015	2016
Grandes cultures	30	23	23
<i>Dont canne-à-sucre</i>	12	11	12
<i>Dont banane commerciale</i>	18	12	11
Arboriculture fruitière	12	7	10
Cultures légumières	13	11	17
<i>Dont cultures maraîchères</i>	7	6	8
<i>Dont cultures vivrières</i>	6	5	9
Horticulture	4	4	9



DAAF Guadeloupe

Crédit photo : DAAF Guadeloupe

FORMER LES PROFESSIONNELS PAR LE CERTIPHYTO

Douze centres de formation sont habilités et avec le passage aux nouveaux certificats, au 13 octobre 2016, cinq centres ont fait le nécessaire pour que la bascule sur la nouvelle version s'effectue correctement.

Depuis le début de la procédure et jusqu'au 13 octobre 2016, 5 184 certificats ont été délivrés. Les décideurs en exploitation représentent 75 % des 4 916 exploitants déclarant 25 804 hectares. Les opérateurs quant à eux représentent 31,6 % des ouvriers agricoles.

Nombre de professionnels titulaires du Certiphyto (chiffres au 31/12/16)

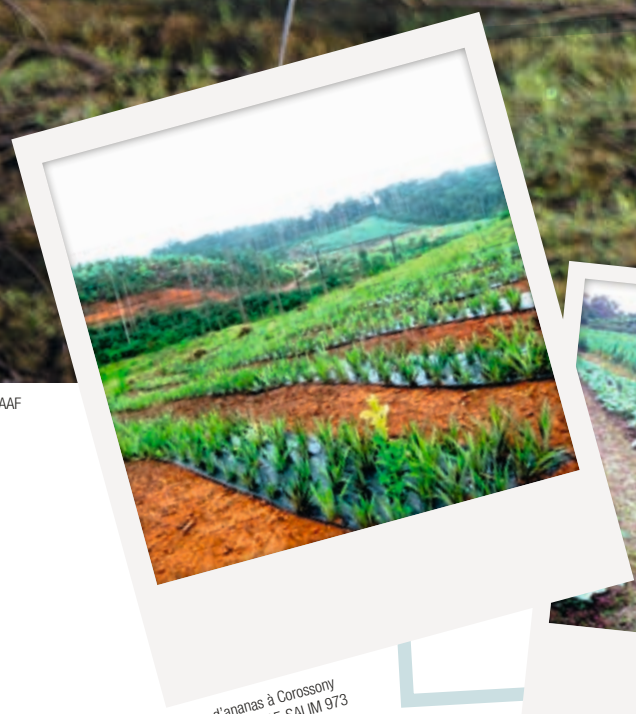
Décideurs en exploitations agricoles	3 555
Opérateurs en exploitations agricoles	611
Distributeurs (professionnels et grand public) et conseillers	437
Utilisateurs en JEVI	97
Applicateurs en prestation de service (zones agricoles et JEVI)	400
Nombre total de Certiphyto délivrés	5 100



Paysage Guadeloupe - Crédit photo : EPLEFPA



Crédit photo : Xavier Remongin, MAAF

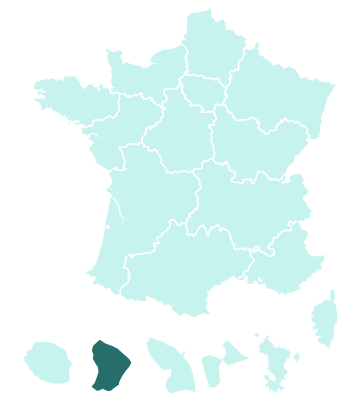


Culture d'ananas à Corossary
Crédit photo : DAAF-SALIM 973



Maraiçage et dachines à cacao
Crédit photo : DAAF-SALIM 973

GUYANE



La Guyane est la seule région ultrapériphérique à se situer en Amérique latine et à être continentale. Ce vaste territoire, en plein essor, voit son nombre d'agriculteurs et sa surface agricole progresser rapidement (+ 8% et + 10% sur dix ans), à l'instar de l'explosion de sa population (2 à 3% par an).

Dans ce contexte, l'amélioration du taux de couverture des besoins alimentaires par une production locale de qualité sanitaire et environnementale constitue un enjeu important pour l'agriculture guyanaise.

Le plan Écophyto I a su mobiliser la quasi-totalité des parties prenantes et initier un grand nombre d'actions mais sa mise en œuvre a été freinée par les contraintes géographiques (accessibilité, frontières), socio-économiques et culturelles (diversité des communautés, barrière linguistique), agronomiques (climat propice aux bioagresseurs, usages orphelins, etc) et structurelles (faible organisation des filières) que connaît l'agriculture guyanaise.

Le déploiement du plan Écophyto II permettra d'amplifier et de consolider les actions existantes (épidémiologie, BSV, collectes des déchets, etc) et de développer de nouvelles actions (réseau DEPHY, accompagnement des JEVI, etc) dans une approche agro-écologique.

ACTIONS PHARES

CAMPAGNES D'ÉLIMINATION DE DÉCHETS AGRICOLES

Comme en 2014, une campagne de collecte gratuite d'emballages vides (EVPP), de produits phytosanitaires non utilisables (PPNU) et de plastiques agricoles usagés (PAU) a été organisée en septembre 2015 conjointement par la Chambre d'agriculture et la DAAF.

Réalisée sur trois semaines et six sites, cette opération a permis de récolter 482 kg de PPNU, 198 kg d'EVPP

et 6,6 tonnes de PAU. À l'instar de 2014, la participation des agriculteurs est restée timide.

En attendant la fin de l'étude de préfiguration d'un dispositif pérenne de collecte menée par la Chambre d'agriculture de Guyane, une nouvelle campagne a été menée en octobre 2016 en accentuant les efforts de communication.



Collecte des déchets agricoles de 2015 - Crédit photo : DAAF-SALIM 973

ILLUSTRATIONS SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES PHYTOSANITAIRES

L'objectif de cette action financée dans le cadre de l'appel à projets régional « communication » de 2015 a été d'informer des agriculteurs non francophones sur les risques liés à l'utilisation des produits phytosanitaires.

Trois fiches portant sur la réglementation phytosanitaire ont été traduites en H'mong et Sranan Tongo : les équipements de protection individuelle, l'armoire phytosanitaire et la préparation de la bouillie phytosanitaire. Largement distribuées, ces fiches sont également accessibles sur Internet : <https://bsvguyane.wordpress.com/les-produits-phytosanitaires/>



Fiche de prévention phytosanitaire traduite en H'mong
Crédit photo : Chambre d'Agriculture de Guyane

LE RÉSEAU DEPHY

Du fait de la faible structuration des filières végétales, la Guyane était l'une des seules régions française à ne pas avoir mis en place de réseau DEPHY Ferme lors de la première phase du plan Écophyto.

Action structurante exemplaire d'Écophyto I et consolidée dans Écophyto II, la mise en place du premier réseau DEPHY en Guyane est logiquement devenue une action prioritaire en 2016.

La Chambre d'agriculture de Guyane s'est fortement impliquée dans l'émergence de ce réseau. En lien avec les autres réseaux dont le RITA, il sera porté par l'Eplefpa de Matiti et constitué de treize exploitations, dont celle du lycée agricole, sur la thématique maraîchage.

En 2017, une attention particulière sera portée sur l'appel à candidatures DEPHY EXPE.



Essai de méthodes alternatives
Crédit photo : DAAF-SALIM 973



Essai de paillage papier et balle de riz sur choux
Crédit photo : DAAF-SALIM 973

DES EXPLOITATIONS DE LYCÉES AGRICOLES ENGAGÉES DANS LA RÉDUCTION DE L'USAGE DES PHYTOS

L'exploitation du lycée agricole de Matiti s'est engagée dans la réduction de l'utilisation des intrants en adoptant une approche agro-écologique.

Concernant les phytosanitaires, cela se traduit par la mise en place d'itinéraires techniques économes en pesticides et par sa participation à des expérimentations (exemple : paillages en maraîchage). L'exploitation est également suivie dans le cadre du réseau d'épidémiosurveillance de la chambre d'agriculture.



Essai organoponie au lycée agricole de Matiti
Crédit photo : DAAF-SALIM



Pépinière maraîchères et horticoles du lycée agricole
Crédit photo : DAAF-SALIM 973

Avec le déploiement du plan Écophyto II, son rôle pédagogique sera davantage conforté par son inté-

gration au premier réseau DEPHY Ferme porté par l'Eplefpa.

SURVEILLER L'ÉTAT SANITAIRE DES CULTURES

LES BULLETINS DE SANTÉ DU VÉGÉTAL (BSV)

Le réseau d'épidémiologie de Guyane porté par la Chambre d'agriculture a débuté en 2014 et est devenu opérationnel en 2015.

En décembre 2016, ce réseau qui reste encore à développer repose sur un animateur interfilière, 45 parcelles fixes et compte trois observateurs.

23 numéros de BSV ont été édités depuis le dernier trimestre 2014. Ces BSV couvrent les cultures frui-

tières (bananes, ananas, agrumes) et les cultures maraîchères (salades, choux, concombres) et permet de suivre 30 nuisibles. Les éditions sont mensuelles et, à défaut d'un caractère prédictif suffisant (absence de seuils de nuisibilité, d'outils d'aide à la décision, etc), sont des outils d'information sur la reconnaissance des nuisibles dont les adventices, et sur les méthodes de lutte alternative.

Nombre de BSV publiés en 2014, 2015 et 2016

Filière	2014	2015	2016
Grandes cultures	-	-	-
Arboriculture fruitière	-	-	-
Cultures légumières	-	6	9
Viticulture	-	-	-
Horticulture	-	-	-
Zones non agricoles	-	-	-
Cultures tropicales	2	3	3

RÉDUIRE L'USAGE DES PHYTOS ET LEURS IMPACTS EN JARDINS, ESPACES VÉGÉTALISÉS ET INFRASTRUCTURES (JEVI)

Suite à la dissolution de la Fredon-Guyane en 2012, l'animation du groupe de travail ZNA est depuis restée en suspens malgré un nouvel appel à candidatures lancé en 2014. Hormis au travers du certificat individuel Certiphyto, de l'agrément des entreprises concernées et d'actions de communication à destination des jardiniers amateurs, ce volet a été peu abordé en Guyane dans la première phase du plan Écophyto.

Le lancement du plan Écophyto II est l'occasion de réinvestir ce domaine en se focalisant sur l'identification des acteurs et pratiques, la diffusion d'informations sur les évolutions réglementaires à venir en matière d'utilisation des produits phytosanitaires (loi d'avenir, loi Labbé et loi pour la transition énergétique et la croissance verte) et l'accompagnement des acteurs volontaires dans des démarches de réduction de l'usage des produits phytosanitaires.

FORMER LES PROFESSIONNELS PAR LE CERTIPHYTO

Au 31 décembre 2016, 1 102 certificats ont été délivrés. Ils ont été obtenus à 81 % par des agriculteurs, à 12 % par des applicateurs en prestation de services, à 6 % par des distributeurs, et à 2 % par des conseillers agricoles.

Du fait de la date limite à partir de laquelle le Certiphyto est devenu le seul justificatif permettant l'achat de produits phytosanitaires professionnels, les organismes de formation habilités localement ont connu un pic d'activité en fin d'année 2015. Dans le domaine agricole, cette activité est restée accrue en début 2016 avec la perspective du passage de la validité du certificat de dix à cinq ans pour ensuite diminuer à partir du deuxième trimestre.

Le dispositif est en cours d'évolution suite aux nouvelles orientations données par Écophyto II. Face au fort

taux d'illettrisme que connaît la région, la mise en place du test de validation post-formation sous forme informatisée soulève déjà de nombreuses questions.

Nombre de professionnels titulaires du Certiphyto (chiffres au 31/12/16)

Agriculteurs	888
Conseillers agricoles	24
Distributeurs (professionnels et grand public)	61
Utilisateurs en JEVI	0
Applicateurs en prestation de service (zones agricoles et JEVI)	129
Nombre total de Certiphyto délivrés	1 102





Crédit photo : Comité régional du tourisme

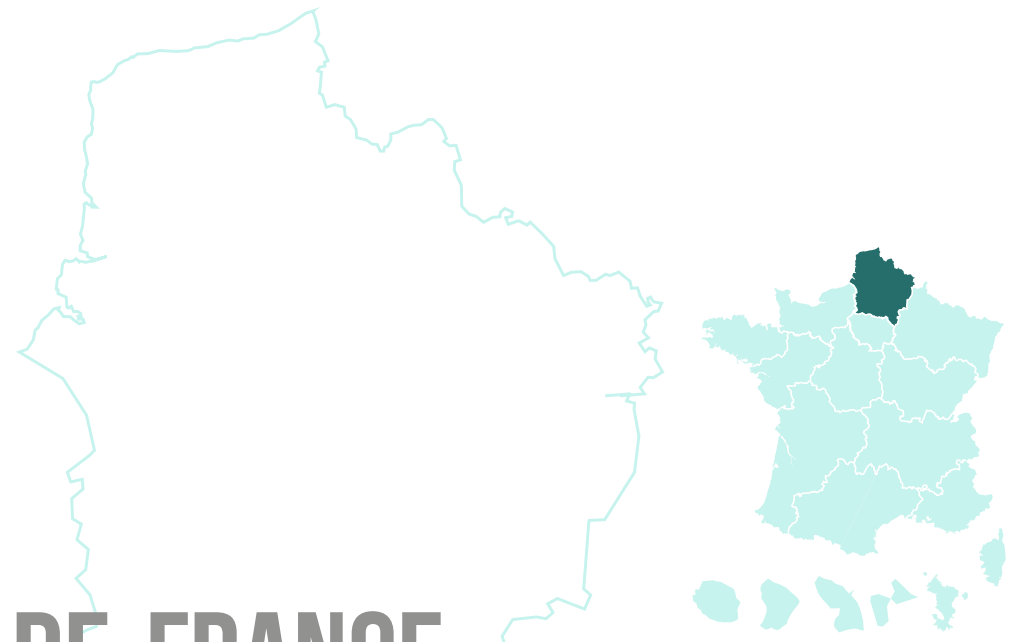


Crédit photo : DRAAF-HDF



Crédit photo : DRAAF-HDF

HAUTS-DE-FRANCE



Une agriculture productive qui occupe 68% du territoire régional.

Fortement urbanisée* et peu boisée, la région des Hauts-de-France consacre plus des deux tiers de son territoire à l'agriculture (près de 2,2 millions d'hectares). L'agriculture régionale (pommes de terre — première région productrice sur le plan national — légumes de plein champ, céréales, betteraves et colza) y est compétitive, performante, diversifiée mais aussi très largement utilisatrice de produits phytosanitaires du fait de ses filières grandes cultures et industrielles fortement rémunératrices :

D'un point de vue environnemental, la qualité des eaux souterraines qui constituent l'essentiel des ressources en eau potable de la région, s'est légèrement dégradée depuis trois ans. En 2014 et pour l'ex-Picardie seulement 30% des points de prélèvements n'étaient pas contaminés par des résidus de pesticides et 17% d'entre eux étaient en dépassement des normes réglementaires pour l'eau potable. Sur les deux ex-régions, outre l'atrazine — et ses métabolites — qui déclassaient (historiquement) la qualité des eaux souterraines, on note depuis 2011 l'apparition d'une plus grande diversité de molécules quantifiées et qui sont encore d'usage actuel ou récemment interdites (notamment bentazone, propiconazole, diuron...).

En ce qui concerne les eaux de surface, la totalité des stations observées subissent une contamination, tant pour la Picardie que pour le Nord-Pas-de-Calais. La principale source de contamination provient des herbicides d'origine agricole ou urbaine, nettement marquée sur la frange nord du bassin Artois-Picardie avec une valeur de concentration en pesticides en 2011

supérieure à 10 µg/l. En haut de liste, le glyphosate qui est représenté à 60% et son métabolite l'AMPA à 88%; suivent l'isoproturon et le diuron à 30%.

Face à ce constat, la mise en œuvre du projet agroécologique est un véritable enjeu pour la nouvelle région alors que l'agriculture régionale doit faire face à de nouveaux défis de taille : une demande alimentaire en hausse et plus exigeante en qualité, une concurrence internationale accrue, des marchés plus volatils, une pression foncière importante. La déclinaison du nouveau plan Écophyto II et l'élaboration de la feuille de route en cours, tout en conciliant le maintien d'une agriculture performante, doit nécessairement prendre en compte de nouveaux systèmes de production « agro-innovants » plus réducteurs de l'usage des produits phytopharmaceutiques et en phase avec la demande sociétale. C'est en s'appuyant notamment sur la transférabilité des premiers résultats des réseaux DEPHY mais aussi sur l'engagement de nouveaux groupes ou réseaux professionnels territoriaux (dont les GIEE) que les appels à projets 2016 des agences de l'eau Artois-Picardie et Seine-Normandie ont mis en lumière que l'objectif des « 30000 fermes accompagnées dans la transition vers l'agroécologie à bas niveau d'intrants phytos » trouvera sa place en Hauts-de-France et sa vitesse progressive de croisière.

* Au nord de la grande région, le bassin Artois-Picardie concentre rien qu'à lui seul 235 habitants/km² et représente 8% de la population française (sources Agence de l'eau Artois-Picardie).

ACTIONS PHARES

VOYAGE DE PRESSE AU CŒUR DES RÉSEAUX DEPHY

Un voyage de presse organisé par la Chambre régionale d'agriculture Hauts-de-France le 5 juillet 2016 a permis de faire connaître le dispositif DEPHY FERME et EXPE et ses premiers résultats à la presse agricole spécialisée locale et nationale. Il a réuni 34 participants dont des professionnels des Chambres d'agriculture Hauts-de-France et de nombreux journalistes. Il a permis de présenter les dispositifs DEPHY FERME et EXPE nationaux et Hauts-de-France de manière générale puis de faire un focus sur deux exploitations du dispositif FERME et deux sites EXPE.

La matinée a démarré au pôle Légumes à Lorgies où après une présentation en salle, a eu lieu une démonstration de binage de choux-fleurs directement sur les essais du projet DEPHY EXPE Nord Pas-de-Calais en place. Elle s'est poursuivie dans une exploitation du groupe DEPHY Légumes frais de la Chambre d'agriculture Nord Pas-de-Calais où la productrice a pu témoigner sur son engagement dans le réseau et les leviers qu'elle mettait en place.

Une pause déjeuner a permis à la presse d'échanger avec les différents professionnels des Chambres d'agriculture Hauts-de-France dont le Président de la

Chambre régionale d'agriculture Hauts-de-France et le Directeur adjoint à la DRAAF Antoine Lebel.

La deuxième partie de la journée a commencé par un témoignage d'un agriculteur du groupe DEPHY Légumes d'industrie de la Chambre d'agriculture de la Somme qui a pu témoigner de l'évolution de son exploitation et de son implication dans le réseau DEPHY. Enfin, le voyage de presse s'est achevé par la visite du site d'Estrées-Mons où les projets DEPHY EXPE portés par Agro-transfert Ressources et Territoires et l'INRA et leurs premiers résultats ont été présentés.

Ce voyage de presse a engendré plus de 18 publications de portée nationale et régionale.



JOURNÉE D'ÉCHANGES DEPHY EXPE HAUTS-DE-FRANCE

Le 16 novembre 2016 s'est tenue une journée d'échanges autour de solutions concrètes testées dans les EXPE DEPHY Hauts-de-France qui a permis d'accueillir plus de 200 participants : agriculteurs, instituts, enseignants et étudiants d'établissement d'enseignement agricole, représentants de l'agro-industrie et des pouvoirs publics. L'objectif était de valoriser notamment auprès des professionnels du monde agricole, les premiers résultats des essais systèmes de cultures EXPE DEPHY et de discuter des leviers transférables aux agriculteurs pour la réduction de l'utilisation de produits phytosanitaires.

Après une présentation générale du réseau national incluant 41 projets représentant toutes les filières, les résultats des cinq réseaux ont été présentés.

Cette journée étayée par des témoignages d'agriculteurs et une table ronde a permis d'échanger sur la combinaison des leviers qui concourent à la diminution

de l'utilisation des produits phytosanitaires mis en place par les projets comme par exemple le désherbage mécanique, l'utilisation de produits de biocontrôle, d'outils d'aide à la décision, le travail du sol ou le travail sur la rotation.



LE RÉSEAU DEPHY

En région Hauts de France ont été réengagés en 2016 dix groupes de fermes de démonstration rassemblant actuellement environ 110 exploitations agricoles et bénéficiant d'une mission d'animation régionale assurée par trois personnes (1,5 ETP).

Ces fermes sont représentatives des systèmes de production agricole de la région et concernent :

- deux réseaux polyculture-élevage portés par les chambres d'agriculture du Nord Pas-de-Calais et de la Somme ;
- deux réseaux légumes frais et industriels portés par les chambres d'agriculture ;
- six réseaux grandes cultures incluant des cultures industrielles (dont cinq portés par les chambres d'agriculture et un par Négoce Nord Est).

Une journée presse leur a été consacrée le 5 juillet 2016.

Cinq projets DEPHY EXPE initiés à partir de 2012 se poursuivent en Hauts-de-France et ont été valorisés par une journée d'échanges le 16 novembre 2016 mettant en exergue les leviers de réduction d'usage des produits phytopharmaceutiques en grandes cultures, légumes frais et de plein champ.

Les cinq projets DEPHY EXPE sont :

- Sca0pest, l'institut poly-technique Lasalle-Beauvais : système agroforestier « zéro produits phytosanitaires » en grandes cultures ;
- Rés0pest (système sans produits phytosanitaires) et EcoPuissance4 (objectif de réduction de l'usage des produits phytosanitaires de - 50 % et - 70 % par rapport à l'IFT de référence régionale), INRA et Agrotransfert ;
- Phyto-sol, Terres Inovia ;
- Projet Expe, Chambre d'Agriculture du Nord Pas-de-Calais (essai système, objectif de réduction de l'usage des produits phytosanitaires de - 50 %) : un site en Légumes frais et un site en Grandes cultures, légumes d'industries.



DES EXPLOITATIONS DE LYCÉES AGRICOLES ENGAGÉES DANS LA RÉDUCTION DE L'USAGE DES PHYTOS

La région Hauts-de-France compte quatorze exploitations agricoles (EA) d'établissements de formation professionnelle agricole, dont deux en établissement privé. Les EA des établissements agricoles publics de la région sont constituées en réseau afin de rendre cohérentes leurs actions répondant aux plans initiés par le Ministère chargé de l'agriculture.

La plupart des EA sont engagées dans des démarches de réduction d'intrants phytosanitaires et cinq d'entre elles développent des actions plus ambitieuses et formalisées dans le cadre du plan Écophyto : Airion, Tilloy et Crézancy sont engagées comme plates-formes du réseau de l'enseignement agricole, Radinghem, Tilloy, le Paralet et Crézancy sont engagées dans DEPHY.



Les systèmes de culture innovants co-construits dans ces EA permettent non seulement de diminuer l'impact des pratiques agricoles sur l'environnement, mais contribuent aussi à la transition agroécologique des exploitations de l'enseignement agricole.

SURVEILLER L'ÉTAT SANITAIRE DES CULTURES

LES BULLETINS DE SANTÉ DU VÉGÉTAL (BSV)

Le réseau régional d'épidémiologie demeure distinct en 2016 pour les deux ex-régions Picardie et Nord-Pas-de-Calais. Les réseaux actuels concernent douze filières (céréales, colza, lin, maïs, betterave, pois/féveroles, luzerne, pomme de terre, légumes, arboriculture fruitière, petits fruits et zones non agricoles) qui donnent lieu à six éditions du Bulletin de santé du végétal (BSV) (cf. tableau).

Les deux ex-régions totalisent 375 BSV publiés en 2016 : 198 en Picardie et 176 en NPDC. 2 386 abonnés pour l'édition « grandes cultures » (céréales, colza, maïs betterave, protéagineux, luzerne) ont été touchés par diffusion électronique ; 1 434 en pomme de terre, 1 527 en JEVI, 760 en légumes et 400 en arboriculture. En 2015, on recensait 10 382 consultations du BSV sur le site de la DRAAF.

En 2015 ce sont trente animateurs filières qui ont coordonné les observations sur plus de 1 000 parcelles : 441 en Picardie et 596 en NPDC (12 200 observations, 389 observateurs). Le réseau global comporte plus de 180 partenaires associés (coopératives, négoce, instituts techniques, FREDONs, semenciers, etc), 87 agriculteurs sous convention DRAAF-CRA et s'appuie sur 25 stations météorologiques en Picardie et 33 en NPDC.

À noter qu'une filière « effets non intentionnels (ENI) » des produits phytosanitaires est en place depuis 2012. Elle supervise à partir de trente parcelles fixes (blé, maïs et salade) le suivi de la biodiversité (macrofaune du sol et flore de bordures de champ) ainsi que l'évolution des résistances des parasites à différentes substances actives.

Nombre de BSV publiés en 2014, 2015 et 2016

Filière	2014	2015	2016
Grandes cultures	81	81	73
Arboriculture fruitière (diffusion interrégionale)	50	45	61
Cultures légumières (diffusion interrégionale)	42	42	42
Lin textile (diffusion interrégionale)	0	14	14
Pomme de Terre	62	65	61
Zones non agricoles	27	25	22

RÉDUIRE L'USAGE DES PHYTOS ET LEURS IMPACTS

EN JARDINS, ESPACES VÉGÉTALISÉS ET INFRASTRUCTURES (JEVI)

Avec l'échéance prochaine de la mise en place de la loi Labbé au 1^{er} janvier 2017, la demande des associations et des élus communaux concernant les projets d'accompagnement et de formation des personnels communaux de même que les projets de communication en direction du grand public et jardiniers amateurs ont été croissants en 2016. Ainsi dans le cadre du volet communication du plan Écophyto (88 000 €), 50 000 € ont été engagés en JEVI (sept dossiers soutenus). La mise en place en Hauts-de-France des appels à projets complémentaires Écophyto des deux agences de l'eau (Artois-Picardie

et Seine-Normandie) a permis également d'élargir cette demande et de toucher un plus grand nombre d'acteurs engagés sur des projets pluriannuels (31 dossiers étudiés, 600 000 € en demande d'aides publiques auprès des agences de l'eau).

La Charte d'entretien des espaces publics initiée par les Conseils régionaux Picardie et NPDC et les Agences de l'eau AP et SN, a connu un regain d'intérêt depuis 2014 (90 collectivités signataires à fin 2015 en Picardie, dont 23 engagées en zéro phyto sur l'ensemble des espaces publics) et plus particulièrement en 2016. Le bassin Artois Picardie (le plus représentatif sur la région

FORMER LES PROFESSIONNELS PAR LE CERTIPHYTO

Toute personne qui dans son activité professionnelle utilise, distribue, ou conseille l'utilisation des produits phytopharmaceutiques, est dans l'obligation de détenir un certificat individuel produits phytopharmaceutiques dit Certiphyto (décret n° 2016-1125 du 11 août 2016 modifié par le décret du 2011-1325 du 18 octobre 2016).

Depuis 2009, 41 962 personnes ont obtenu leur Certiphyto en Hauts-de-France, dont 22 888 relevant des exploitants agricoles et leurs salariés.

Nombre de professionnels titulaires du Certiphyto (chiffres au 31/12/16)

Agriculteurs	23 395
Conseillers agricoles	1 750
Distributeurs (professionnels et grand public)	4 630
Utilisateurs en JEVI	5 901
Applicateurs en prestation de service (zones agricoles et JEVI)	6 615
Nombre total de Certiphyto délivrés	42 291



Crédit photo : DRAAF HDF

Hauts-de-France) comptabilisait au 17 novembre 2016 268 collectivités engagées dont 43 au niveau cinq (Zéro phyto).

La Charte Jardinerie installée progressivement en 2015 et soutenue majoritairement par les collectivités, comptabilisait quant à elle 29 signataires au 30 novembre 2016, dont 21 sur le territoire de l'ex-région NPDC.

À noter pour cette année 2016 trois événements importants relayés et soutenus par la DRAAF HDF et les partenaires Écophyto en termes de sensibilisation des élus, agents municipaux et jardiniers amateurs :

- la journée régionale annuelle d'échanges et de démonstration organisée par la FREDON NPDC

(mise en place depuis 2014) ouverte aux collectivités (9 novembre 2016, Emmerin (59), 160 personnes présentes) ;

- l'extension Hauts-de-France de l'opération nationale « Bienvenue dans mon jardin au naturel » ouverte au grand public et jardiniers amateurs les 11 et 12 juin 2016, organisée par les Unions régionales CPIE (61 jardins amateurs ouverts pour 1 819 visiteurs)

- la réalisation et la diffusion par la DRAAF Hauts-de-France d'une plaquette réglementaire à l'attention des collectivités et jardiniers amateurs : « Produits à usage phytosanitaire : quelle utilisation en 2017 et 2019 ? » accessible sur site <http://draaf.hauts-de-france.agriculture.gouv.fr/Jardins-espaces-vegetalises-et>



Crédit photo : Fotolia



Île-de-France : agriculture et urbanité
Crédit photo : DRIAAF-SRAI



Île-de-France : grandes cultures et éoliennes
Crédit photo : DRIAAF-SRAI

ÎLE-DE-FRANCE



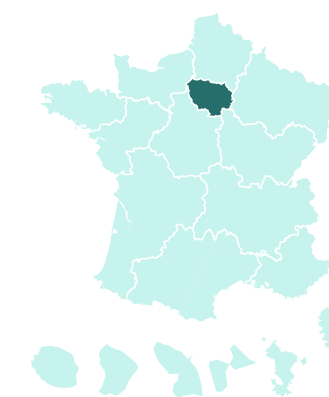
Avec 48% de la surface totale régionale, l'agriculture occupe une place importante en Île-de-France. Très largement dominantes, les cultures de céréales, d'oléo-protéagineux et de betteraves s'appuient sur un modèle cherchant à valoriser au mieux des conditions pédo-climatiques très favorables.

La métropole du Grand Paris se caractérise par une ceinture verte avec une activité maraîchère, arboricole et horticole orientée vers l'approvisionnement de proximité.

L'agriculture biologique progresse sensiblement mais reste cependant à un niveau modeste avec près de 2% (10 000 hectares) de la surface agricole utile.

Par ailleurs, l'Île-de-France est la région la plus peuplée et la plus urbanisée de France avec, en conséquence, une part du territoire en zone non agricole bien supérieure aux autres régions françaises.

La qualité de l'eau est un enjeu majeur pour cette région à forte densité de consommateurs. Sa reconquête s'appuie notamment sur la mise en place de plans d'action sur les 80 captages prioritaires SDAGE 2016-2021.



ACTION PHARE

L'ENGAGEMENT ET LES ACTIONS DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE POUR LA RÉDUCTION D'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES

Plusieurs établissements d'enseignement agricole d'Île-de-France sont pleinement partie prenante d'Écophyto (Action-16 pilotée par la Direction générale de l'enseignement et de la recherche, DEPHY Fermes et Expe) et/ou des démarches de réduction d'usage des produits phytosanitaires (Réseau mixte technologique «Systèmes de cultures innovants»).

Dans le cadre de la déclinaison 2011-2015, l'action pilotée par la DGER visait à engager les exploitations de l'enseignement et du développement agricoles à

jouer un rôle moteur dans la généralisation des itinéraires techniques et des systèmes de culture innovants et à créer, évaluer et capitaliser des situations pédagogiques permettant le transfert de ces modes de production vers les publics d'apprenants.



Démonstration désherbage mécanique, Journée développement durable et agro-écologie / lycée Brie-Comte-Robert
Crédit photo : DRIAFAF-SRAL

Journée technique Astredhor-Arethor Seine-Manche / lycée horticole de Saint-Germain-en-Laye
Crédit photo : Astredhor-Arethor

Les actions d'acquisition de références et de valorisation pédagogique se font au long cours. Parmi les actions de communication les plus récentes, il convient de retenir plus spécifiquement les journées développement durable et agro-écologie du lycée de Brie-Comte-Robert en mars 2014 (démonstration de désherbage mécanique, panneaux systèmes de cultures, conférence «produire autrement et agro-écologie»), la rencontre sur les pratiques économes en intrants au lycée agricole de la Bretonnière en juin

2015 (gestion du désherbage en système économe, biodiversité utile aux cultures, visite d'essais production intégrée) et une journée technique de présentation des résultats d'expérimentation Astredhor-Arethor Seine-Manche au lycée horticole de Saint-Germain-en-Laye en septembre 2015 (plateforme DEPHY-Expé Horti-Pepi, protection biologique des cultures, alternatives au désherbage chimique).

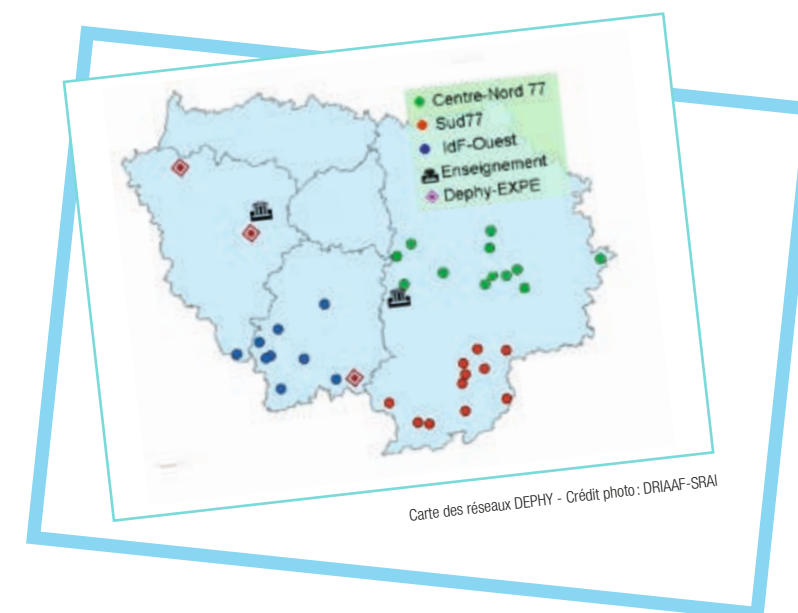
LE RÉSEAU DEPHY

En Île-de-France, trois réseaux de fermes sont engagés. Les rotations sont à dominante de betterave pour les potentiels élevés et colza pour les autres situations à potentiels élevés ou moyens.

Pour ces réseaux de fermes DEPHY (31 exploitations), cinq à sept systèmes de cultures sont proches de répondre aux critères «très économes» et «performants» et d'autres montrent des trajectoires d'intérêt

qui doivent être poursuivies et stabilisées : utilisation combinée de leviers agronomiques tels que le retard de la date de semis, le choix variétal, le recours au désherbage mécanique, la lutte biologique.

Sur la période 2011-2015 les réseaux DEPHY ont globalement maintenu leur niveau de performance (- 25 % de l'IFT référence) alors qu'au niveau régional il était constaté une nette évolution à la hausse.



Carte des réseaux DEPHY - Crédit photo : DRIAFAF-SRAL

DES EXPLOITATIONS DE LYCÉES AGRICOLES ENGAGÉES DANS LA RÉDUCTION DE L'USAGE DES PHYTOS

En Île-de-France, les structures d'enseignement les plus nettement impliquées dans Écophyto et les démarches de réduction d'usage des produits phytosanitaires sont AgroParisTech (action-16: grandes cultures), le lycée de Brie-Comte-Robert (action-16, DEPHY-fermes, RMT SDCi, MAE: grandes cultures), le lycée de la Bretonnière (RMT SDCi: grandes cultures) et le lycée de Saint-Germain-en-Laye (DEPHY-expé: horticulture et pépinières).



Rencontre sur les pratiques économes en intrants au lycée agricole de la Bretonnière en juin 2015 - Crédit photo : DRIAFAF-SRAL

SURVEILLER L'ÉTAT SANITAIRE DES CULTURES

LES BULLETINS DE SANTÉ DU VÉGÉTAL (BSV)

Le réseau de surveillance biologique du territoire, structuré autour des cinq grandes filières de la région (grandes cultures, ZNA, horticulture - pépinières, maraîchage et arboriculture), répond aux objectifs d'information sur l'état sanitaire des végétaux. Cette action s'appuie sur l'expertise de techniciens (chambres d'agriculture, Fredon, instituts techniques, coopératives), d'agriculteurs et de responsables

d'espaces verts et fédère 130 observateurs sur 270 sites d'observation. Les données acquises permettent chaque année d'élaborer 168 BSV diffusés chaque semaine à 4347 destinataires. En complément, le réseau de suivi des effets non intentionnels (21 parcelles) contribue à appréhender les effets des produits phytosanitaires sur l'apparition de résistances et sur la biodiversité.

Nombre de BSV publiés en 2014, 2015 et 2016

Filière	2014	2015	2016
Grandes cultures	40	41	47
Arboriculture fruitière	41	39	39
Cultures légumières	22	23	24
Viticulture	-		
Horticulture	15	16	22
Zones non agricoles	16	16	14

RÉDUIRE L'USAGE DES PHYTOS ET LEURS IMPACTS EN JARDINS, ESPACES VÉGÉTALISÉS ET INFRASTRUCTURES (JEVI)

Outre les actions conduites par des acteurs historiquement investis dans la recherche de réduction d'usage en zones non agricoles, les dotations régionales du plan Écophyto pour 2015 et 2016 ont permis de mettre en place 27 projets portés par huit acteurs régionaux couvrant l'ensemble des thématiques non agricoles: espaces verts, pelouses sportives, golfs, cimetières, jardiniers amateurs, acteurs des collectivités territoriales, entreprises du paysage et SNCF.

Comptent parmi les réalisations de 2015: un colloque et deux journées de formation de l'Association Espaces visant à promouvoir la démarche «zéro phyto» sur le territoire de la Seine centrale urbaine, ainsi qu'une démarche de communication à destination des

voyageurs de la SNCF vis-à-vis du «zéro phyto» en gare.

La Driaaf IDF en partenariat avec des acteurs de terrain et les Draaf Bretagne et Bourgogne-Franche-Comté, a également élaboré et publié début 2016 deux guides de communication ([1] usage et [2] déchet) pour répondre aux difficultés que posent les évolutions réglementaires.

[1] <http://driaaf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr/Jardins-espaces-vegetalises-et>

[2] <http://driaaf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr/Plaquette-Collectivites-comment>

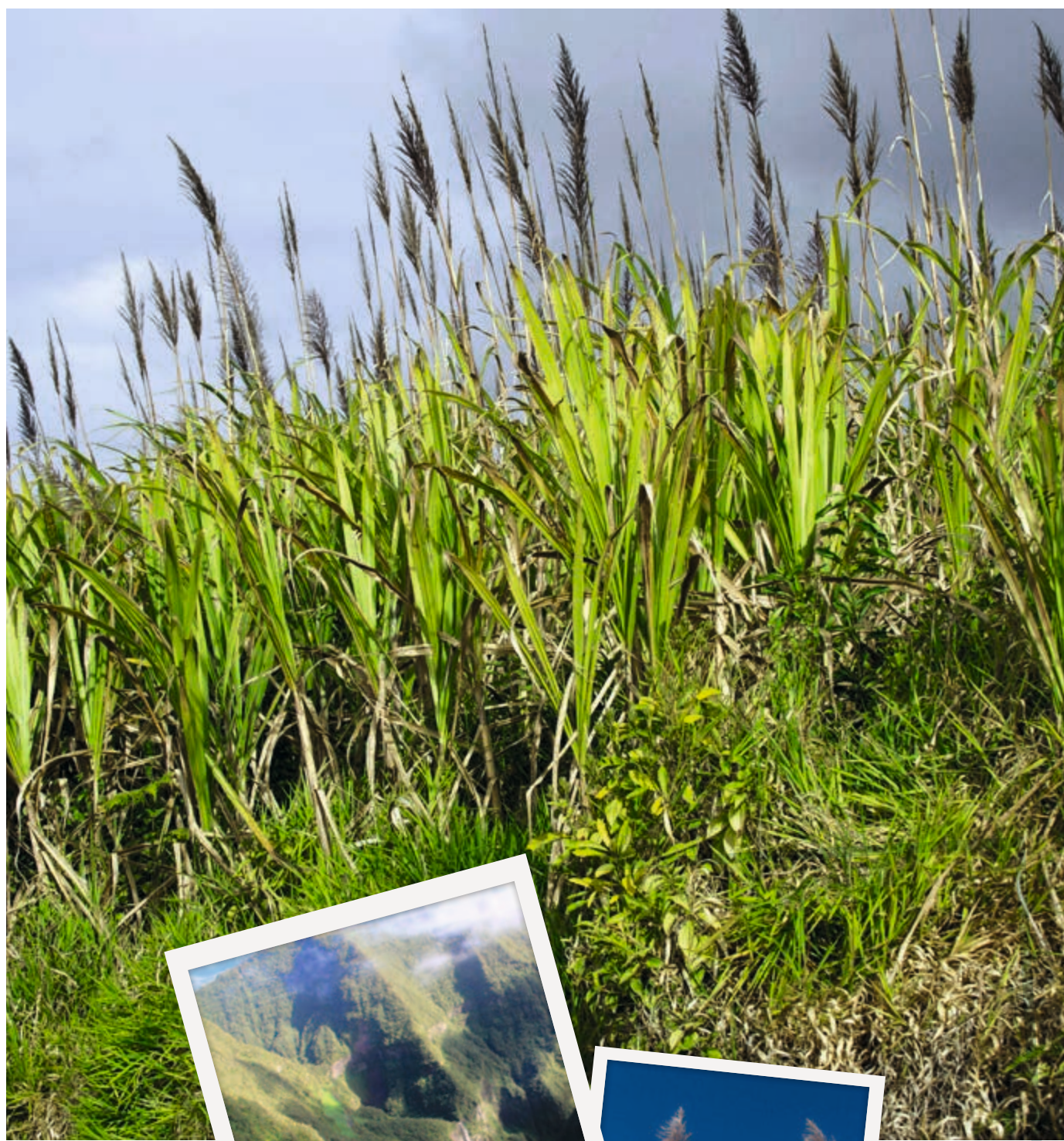
FORMER LES PROFESSIONNELS PAR LE CERTIPHYTO

Le Certiphyto est généralisé à tous les utilisateurs de produits phytosanitaires (agriculteurs, salariés des agriculteurs et des collectivités, organismes et entreprises du paysage). 36 structures ont été habilitées pour dispenser les formations en Île-de-France. Au total, 19015 certificats ont été délivrés au 30 novembre 2016. Les formations pour les collectivités ont débuté en 2013; depuis lors, 8760 décideurs / utilisateurs ont été certifiés.

Nombre de professionnels titulaires du Certiphyto (chiffres au 31/12/16)

Agriculteurs	5 126
Conseillers agricoles	888
Distributeurs (professionnels et grand public)	3 460
Utilisateurs en JEVI	5 618
Applicateurs en prestation de service (zones agricoles et JEVI)	3 923
Nombre total de Certiphyto délivrés	19 015





Crédit photo : DAAF Réunion



Trou de fer - Crédit photo : Fotolia

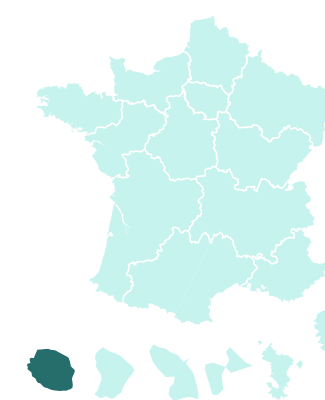


Fleurs de canne à sucre - Crédit photo : Fotolia

LA RÉUNION

L'agriculture occupe une place économique, sociétale et environnementale importante à La Réunion, « hotspot » de la biodiversité. La canne à sucre, culture pivot de l'île, occupe 60% des surfaces agricoles et consomme une grande partie des herbicides. L'agriculture réunionnaise propose également une grande variété de productions végétales, qui permettent de couvrir plus des trois quarts de la consommation locale. Cependant, les producteurs doivent faire face à une forte pression parasitaire due au contexte pédoclimatique spécifique et à un manque de solutions de protection des cultures en milieu tropical. Cette situation phytosanitaire plutôt défavorable restreint les agriculteurs dans les possibilités de réduire et d'améliorer leur utilisation des phytos.

Les acteurs agricoles sont mobilisés et fédérés pour améliorer la qualité de la production, assurer une plus grande autosuffisance alimentaire à sa population en constante augmentation et réduire l'impact des produits phytosanitaires sur l'environnement. Les résultats obtenus ont permis de faire évoluer les pratiques et le recours aux phytos, font référence et encouragent tous les partenaires locaux à s'engager dans la transition agro-écologique.



ACTIONS PHARES

LES BONNES PRATIQUES DE DÉSHÉRBAGE DE LA CANNE À SUCRE À LA RÉUNION

Une des principales contraintes de la canne à sucre reste la concurrence des mauvaises herbes qui peut sévèrement impacter le rendement. De ce fait, la canne à sucre est la première production végétale de La Réunion consommatrice d'herbicides. La voie chimique est privilégiée par les planteurs, car elle nécessite moins de main-d'œuvre qu'un désherbage manuel.

Ce guide constitue un outil pédagogique pour assurer la formation des agriculteurs à la gestion de l'enher-

bement et à la réduction des herbicides : une approche innovante de la maîtrise des adventices est donc à découvrir ou à redécouvrir dans cet ouvrage destiné à tous les producteurs de canne à sucre, mais aussi aux techniciens, conseillers, enseignants agricoles et distributeurs de produits phytos. Un outil à diffuser, à utiliser !



Guide bonnes pratiques de désherbage de la canne à sucre
Crédit photo : Didier VINCENOT (CA974)

JOURNÉES TECHNIQUES SUR L'AGRO-ÉCOLOGIE POUR LES APPRENANTS : AGROFERT ÎLES JUNIOR



Agrofert Îles Junior - Crédit photo : Aurélie BRAVIN (DAAF974)

Ces journées dédiées aux futurs professionnels du monde agricole, ont eu pour objectifs de leur diffuser des méthodes développant des pratiques agro-écologiques et concourant à la diminution de l'utilisation des phytos, ainsi que de leur permettre de rencontrer les organismes de recherche, techniques et de développement, pour créer du lien entre acteurs agricoles.

Les 19 et 21 avril, plus de 400 apprenants de l'enseignement agricole public et privé et une quarantaine de formateurs avaient rendez-vous sur le site de l'ARMEFLHOR pour rencontrer une quinzaine de partenaires. Les journées étaient organisées autour de 26 ateliers de démonstration, de témoignages d'agriculteurs et de présentation d'apprenants. Un livret pédagogique et des vidéos ont été réalisés. Journées réussies, à renouveler !

LE RÉSEAU DEPHY

À La Réunion, les quatre réseaux DEPHY continuent de capitaliser des références de systèmes économes en produits phytosanitaires. Les cultures concernées sont la mangue, le maraîchage et la canne à sucre. Les résultats obtenus dans cette filière ont permis d'organiser début 2016, les premières rencontres professionnelles «DEPHY Canne à sucre» sur le site du lycée agricole de Saint-Joseph, en partenariat avec le Cirad et eRcane et en présence d'agriculteurs du réseau. Une cinquantaine d'agriculteurs et de

techniciens étaient présents pour échanger sur la problématique des herbicides, la nécessité de réduire leur utilisation et pour leur présenter les leviers qui ont permis aux fermes du réseau de réduire leur IFT herbicides de plus de 40% en six ans. D'autres journées sont déjà programmées en fin d'année.



Rencontre DEPHY Canne à sucre - Crédit photo : Luc VANHUFFEL (CA974)

DES EXPLOITATIONS DE LYCÉES AGRICOLES ENGAGÉES DANS LA RÉDUCTION DE L'USAGE DES PHYTOS

L'EPL de Saint-Paul est engagé dans le réseau national «Lycée de l'action 16» et dans les quatre réseaux DEPHY régionaux; il représente ainsi un acteur important dans le plan Écophyto dans le domaine de l'expérimentation, de la démonstration, du transfert et bien sûr de la formation. Plusieurs productions fruitières de l'exploitation agricole sont labellisées en agriculture biologique.

L'EPLFPA de Saint-Joseph est également partenaire des deux réseaux DEPHY EXPE locaux. L'exploitation agricole plutôt orientée production animale participe à la démarche agro-écologique par son atelier maraîchage en alimentant la cantine du lycée.



Dispositif agro-écologique sur l'exploitation du Lycée - Crédit photo : Mylène WILT (EPL Saint-Paul)

SURVEILLER L'ÉTAT SANITAIRE DES CULTURES

LES BULLETINS DE SANTÉ DU VÉGÉTAL (BSV)

Le BSV permet de diffuser mensuellement aux agriculteurs, aux conseillers agricoles et aux distributeurs, une information sur la pression phytosanitaire exercée par 72 organismes nuisibles sur les principales productions végétales de l'île (canne à sucre, cultures maraîchères, fruitières et ornementales). Ces bulletins sont disponibles sur le site bsv-reunion et diffusés via une plate-forme SMS. Ces outils permettent aussi de diffuser des informations comme les alertes

sanitaire, les collectes PPNU/EVPP ou des fiches phytosanitaires. Ces dernières renseignent sur la biologie des organismes nuisibles et les dégâts associés, sur les insectes auxiliaires ainsi que sur les méthodes de lutte alternatives. La formation et la sensibilisation à l'utilisation des BSV et des fiches se poursuit.

Nombre de BSV publiés en 2014, 2015 et 2016

Filière	2014	2015	2016
Canne à sucre	12	12	11
Cultures fruitières	12	12	9
Cultures légumières	12	12	6
Cultures ornementales	5	0	9

RÉDUIRE L'USAGE DES PHYTOS ET LEURS IMPACTS EN JARDINS, ESPACES VÉGÉTALISÉS ET INFRASTRUCTURES (JEVI)

En 2016, l'EPL de Saint-Paul a repris le pilotage du projet initié en 2013 spécifique aux zones non agricoles dont l'un des objectifs majeurs était de proposer des alternatives aux herbicides aux collectivités et aux entreprises du paysage. Cette étude a permis de réaliser un état des lieux des pratiques, ainsi qu'un référentiel technico-économique des méthodes alternatives aux phytos disponibles à La Réunion. Une autre action majeure a été la mise en place d'une charte d'engagement régionale « Pour des collectivités sans pesticides à La Réunion » avec

l'accompagnement de trois communes pilotes. L'organisation fin 2015 du deuxième séminaire régional Écophyto ZNA a permis de promouvoir cette Charte et les pratiques agro-écologiques. Il a été l'occasion pour cinq autres communes de rejoindre le projet qui s'attache également à développer localement l'offre d'accompagnement de conseils et de formations adaptés aux acteurs JEVI. Un film et un guide sur les bonnes utilisations des phytos à La Réunion sont aussi disponibles.

FORMER LES PROFESSIONNELS PAR LE CERTIPHYTO

À La Réunion, près de 7 500 personnes ont obtenu l'un des neuf Certiphytos proposés par les cinq centres habilités. Les agriculteurs représentent la plus grande part, avec 6 000 certificats délivrés, mais ils sont encore nombreux à ne pas satisfaire à l'obligation du 26 novembre 2015. Sur le terrain, la marge de progrès est encore grande en termes de bonne utilisation des phytos et de mise en place de pratiques alternatives. Des formations complémentaires comme le Certificat universitaire de qualification professionnelle « Protection agro-écologique des cultures » ou des outils d'aide à la décision développés et adaptés localement pendant Écophyto I, sont ainsi disponibles aux formateurs

Certiphyto et aux conseillers pour initier les agriculteurs aux changements de pratiques. Cependant, la protection phytosanitaire difficile en milieu tropical et le taux important d'illettrisme ne sont pas à négliger dans la mise en œuvre de cette formation et dans sa réforme. Le suivi de la formation des distributeurs et au conseil est à renforcer car cruciale.

Nombre de professionnels titulaires du Certiphyto (chiffres au 31/12/16)

Agriculteurs	6 136
Conseillers agricoles	299
Distributeurs (professionnels et grand public)	531
Utilisateurs en JEVI	277
Applicateurs en prestation de service (zones agricoles et JEVI)	357
Nombre total de Certiphyto délivrés	7 600

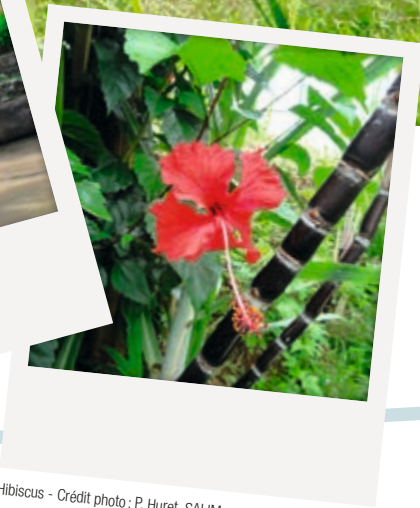




Paysage agricole du Carbet
Crédit photo : M. Raimbault, SALIM



Les Trois Ilets
Crédit photo : Fotolia



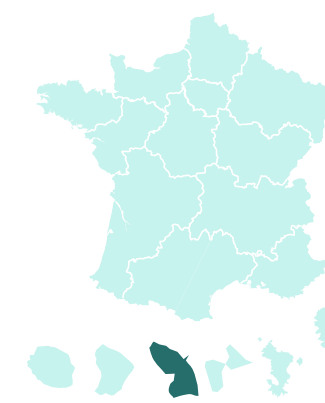
Hibiscus - Crédit photo : P. Huret, SALIM

MARTINIQUE

La Martinique, île tropicale des Petites Antilles, bénéficie d'un climat chaud et humide toute l'année. Le cycle des bio-agresseurs n'ayant pas de rupture, la pression phytosanitaire y est constante, pourtant, peu de produits sont homologués sur cultures tropicales (seuls 29 % des usages sont couverts).

La recherche d'alternatives est nécessaire et une belle dynamique s'est déjà mise en place au niveau du territoire. Les deux filières historiques (banane et canne à sucre), occupant à elles deux la moitié de la SAU, se tournent activement vers l'expérimentation de nouvelles techniques tel que le biocontrôle, l'enherbement ou le désherbage mécanique. Les autres filières dites de diversification, représentant près de 70 % des exploitants de l'île, s'intéressent de plus en plus à l'héritage culturel et agronomique du jardin créole.

Le plan Écophyto II vise à poursuivre les actions structurantes initiées lors du premier plan, tout en se focalisant sur les problématiques essentielles de la Martinique, qui sont des alternatives à la lutte chimique contre les adventices et les bioagresseurs, des agroéquipements adaptés aux conditions tropicales, et la mise en place d'une filière pérenne de gestion des déchets d'intrants agricoles.



ACTIONS PHARES

ÉLABORATION DE LA FEUILLE DE ROUTE ÉCOPHYTO POUR LA MARTINIQUE

Le séminaire du 21 avril 2016, consacré à Écophyto, a permis de réunir les acteurs du monde agricole et des jardins et espaces verts, autour de la mise en place du plan Écophyto II à l'échelle de la Martinique. Des tables rondes ont permis de se concerter sur des thématiques propres à la région, et d'élaborer ensemble les priorités à mettre en œuvre, au regard des spécificités locales, pour répondre aux objectifs du plan national. De cette concertation a résulté une feuille de route, qui est la traduction à l'échelle régionale du plan Écophyto II; elle définit les axes prioritaires à mettre en œuvre en Martinique.

Cette feuille de route a été validée en Comité régional d'orientation et de suivi (CROS) le 8 juin 2016. Les appels à projets répondant à ces priorités ont été évalués cet été, afin de débiter rapidement les actions de la nouvelle campagne et de ne pas interrompre la dynamique du premier plan.

En termes de gouvernance locale, la section agro-écologique du COSDA (comité d'orientation stratégique et de développement agricole) prendra bientôt le relais du CROS.



Collecte PPNU - Crédit photo : DAAF-SALIM

GESTION DES DÉCHETS DE L'AGROFOURNITURE : ÉTUDE DE PRÉFIGURATION DE LA FILIÈRE PÉRENNE

Dès 2014, l'APROMAR, Association de professionnels de l'approvisionnement d'intrants en Martinique, s'est investie dans la réalisation d'une étude préalable à la mise en place de systèmes pérennes de collecte et d'élimination des déchets issus de l'agrofourmiture. Elle a présenté ses conclusions au Comité de pilotage filière pérenne Martinique le 28 juin 2016.

La création d'un éco-organisme local est préconisée avec une mise en œuvre opérationnelle d'une première filière consacrée aux PPNU (produits phytomédicaments non utilisables) en 2018. Le dispositif sera progressivement étendu aux autres déchets dont les plastiques agricoles usagés. 2017 sera une étape intermédiaire, nécessaire afin de garantir l'établissement de bases fiables et durables.

LE RÉSEAU DEPHY

Le réseau de fermes DEPHY, historiquement composé de trois filières (ananas, banane export et canne à sucre), inclura à partir de 2017 un groupe « cultures maraîchères et vivrières ». Le projet DEPHY en Martinique rassemble aujourd'hui 45 agriculteurs, accompagnés par des ingénieurs réseau, dans les expérimentations de pratiques économes en produits phytosanitaires.

Certaines pratiques testées se montrent d'ores et déjà très encourageantes vis-à-vis de la baisse de l'IFT comme les rotations de cultures, l'introduction de plantes de couverture, et la gestion manuelle ou mécanique de l'enherbement. Le nouveau volet du projet DEPHY poursuivra les expérimentations sur ces pratiques alternatives, et travaillera à diffuser les leviers retenus pour des systèmes économes et performants.



Journée technique DEPHY Canne à Sucre
Crédit photo : M. Raimbault, SALIM



Couvert végétal en bananeraie
Crédit photo : Chambre d'Agriculture de la Martinique

DES EXPLOITATIONS DE LYCÉES AGRICOLES ENGAGÉES DANS LA RÉDUCTION DE L'USAGE DES PHYTOS

« La nuit de l'agroécologie » de l'enseignement agricole de Martinique, organisée par le Legta de Croix-Rivail (Ducos) et en partenariat avec les équipes pédagogiques et exploitations des deux EPLEFPA et de la Maison familiale et rurale de Martinique, s'est tenue le 23 juin 2016 au lycée agricole de Croix-Rivail. L'intervention d'étudiants, ainsi que le témoignage de

plusieurs agriculteurs en agriculture biologique, ont permis d'alimenter le débat, suivi d'un marché nocturne de produits issus d'un groupement de développement agricole « ORGAPEYI ».

Le Legta de Croix-Rivail s'engage dans le réseau DEPHY canne à sucre en 2016.

SURVEILLER L'ÉTAT SANITAIRE DES CULTURES

LES BULLETINS DE SANTÉ DU VÉGÉTAL (BSV)

Le réseau d'épidémiologie pour la filière diversification se déploie sur 32 parcelles. Plus de 300 observations ont été réalisées en 2015 sur douze cultures. Les agrumes sont tout particulièrement surveillés du fait des récentes maladies arrivées en Martinique (HLB et Chancre citrique). La canne à sucre intègre un suivi des adventices.

Les observations suivent des protocoles, mais aucun seuil de nuisibilité n'est encore défini. Les informations

collectées sont synthétisées dans un bulletin de santé du végétal (14 BSV édités en 2016), diffusé par mail, mis en ligne, et distribué en version papier. Celui-ci manque encore de caractère prédictif, mais reste un bon outil pour proposer des méthodes alternatives, en mettant l'accent sur les auxiliaires de culture et les alternatives aux herbicides.

Nombre de BSV publiés en 2014, 2015 et 2016

Filière	2014	2015	2016
Cultures tropicales (canne à sucre, cultures fruitières, maraîchères et vivrières)	22	20	14



CACEM Juin 2016
Crédit photo : Fredon

RÉDUIRE L'USAGE DES PHYTOS ET LEURS IMPACTS EN JARDINS, ESPACES VÉGÉTALISÉS ET INFRASTRUCTURES (JEVI)

En décembre 2015 a été édité un guide des bonnes pratiques d'entretien des espaces publics de la Martinique. Destiné à vulgariser les actions du projet « zones non agricoles », ce guide a été réalisé en partenariat avec l'ODE, la DEAL, la DAAF, et l'ARS. Il informe notamment sur les pratiques et les objectifs d'un plan de désherbage communal.

Par ailleurs, la promotion de la charte d'entretien des espaces publics se poursuit avec la participation de onze communes, de la Communauté d'agglomération centre Martinique et de CAP NORD à la formation aux stratégies alternatives de gestion de l'enherbement, mobilisant en tout 128 participants des services techniques des communes et communautés d'agglomération de la Martinique depuis septembre 2015.

FORMER LES PROFESSIONNELS PAR LE CERTIPHYTO

Le Certiphyto est aujourd'hui obligatoire pour tout achat ou application de produits phytopharmaceutiques dans un cadre professionnel.

3 162 certificats ont été délivrés en Martinique, déclinés sous cinq catégories : les exploitations agricoles, le conseil, la distribution, les collectivités territoriales, et les prestataires de services.

Outre tous les aspects techniques abordés sur l'usage des produits phytosanitaires, le Certiphyto reste un moment privilégié pour sensibiliser les agriculteurs à l'agroécologie. Des supports audiovisuels y sont utilisés, notamment un film réalisé en 2014 et adapté au contexte local.

Chaque année les participants à cette formation sont informés de l'existence du bulletin de santé du végétal et sont intégrés à sa liste de diffusion.

Nombre de professionnels titulaires du Certiphyto (chiffres au 31/12/16)

Agriculteurs	2 594
Conseillers agricoles	109
Distributeurs (professionnels et grand public)	167
Utilisateurs en JEVI	148
Applicateurs en prestation de service (zones agricoles et JEVI)	330
Nombre total de Certiphyto délivrés	3 348



Entretien de la route en bordure d'un champs de canne à sucre
Crédit photo : Fotolia

Guide ZNA 2016 - Crédit photo : Fredon

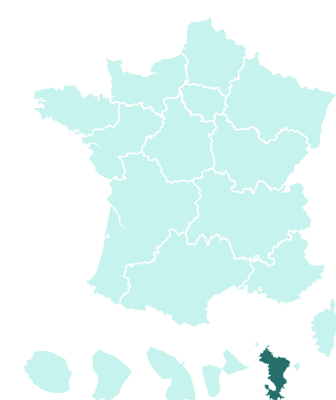


Crédit photo : Anil-Liachouroutu Abdoul-Karime, DAAF Mayotte

Crédit photo : MAAF

Crédit photo : MAAF

MAYOTTE



L'agriculture mahoraise a un rôle « d'amortisseur social » important : on recense, en plus des 8 870 exploitations, 6 860 ménages exerçant une activité agricole mais auto-consommant la totalité de leur production. Au sein de cette catégorie, 1 050 ménages dépendent entièrement de l'agriculture, qui constitue pour eux le seul moyen de subsistance.

Les systèmes de production sont de très petite taille. Les superficies moyennes cultivées par les exploitations agricoles sont très faibles : 0,53 hectares en moyenne. 44 % des exploitations cultivent moins de 0,3 hectares, alors qu'elles ne sont que 3,2 % à cultiver deux hectares et plus.

La majorité de la population agricole pratique une polyculture associant des productions vivrières et des arbres fruitiers. Ce système de polyculture associée constitue un mode de production durable et contribue, entre autres, à la faible utilisation de produits phytosanitaires, malgré la forte pression parasitaire liée au climat tropical de l'île.

La faible organisation de l'agriculture mahoraise et l'absence de structure de recherche et de centre technique constituent un frein à la maîtrise des données techniques phytosanitaires.

Dans ce contexte, alourdi par un fonctionnement au ralenti de la chambre d'agriculture, la mise en place du plan Écophyto nécessite une implication forte de l'administration dans la mobilisation de tous les acteurs locaux pour favoriser l'organisation des professionnels et le portage des actions du plan.

ACTION PHARE

ENQUÊTE SUR LES PRATIQUES CULTURALES MARAÎCHÈRES

Une enquête a été menée sur trente producteurs, en grande partie informels, sur les pratiques phytosanitaires en cultures de tomates, concombres et salades. Le nombre d'applications de produits phytosanitaires par cycle de culture peut dépasser dix fois la limite autorisée, avec un dosage moyen deux fois supérieur à la normale. Ce qui implique des indices de fréquence de traitement (IFT) moyens de 26, 54 et 8 pour respectivement la tomate, le concombre et la salade. Ces dosages et traitements sont réalisés souvent avec du matériel peu précis (bouchons de soda, pincée, arrosoir...).

L'ensemble de ces pratiques, l'application en préventif à haute fréquence de traitements conduisant au dépassement des fréquences maximales autorisées, l'application de doses de traitements supérieures aux doses autorisées et l'accumulation d'imprécisions dues au matériel de dosage et d'application, révèlent une insuffisance de maîtrise technique quant à l'utilisation des produits phytosanitaires et confirme la nécessité d'un encadrement de ces producteurs.



Concombres - Crédit photo : MAAF



Salades - Crédit photo : MAAF

LE RÉSEAU DEPHY

Un réseau DEPHY Ferme a été créé à Mayotte en 2015. La première année a consisté à faire le diagnostic initial des exploitations et des systèmes de cultures afin d'identifier des leviers d'action à mettre en œuvre et à suivre. La grande diversité et complexité des systèmes de cultures légumières en milieu tropical (cycles courts, production possible toute l'année sous abri, impasses techniques importantes) a rendu nécessaire la réalisation de trois à quatre visites par

exploitation en fonction du niveau d'implication et de disponibilité des agriculteurs, ce qui a rendu le travail de diagnostic conséquent. Cette étape a permis de définir les projets individuels de réduction des produits phytopharmaceutiques ainsi que le projet collectif du groupe à mettre en œuvre dans le cadre du réengagement au réseau DEPHY Ferme du plan Écophyto II.

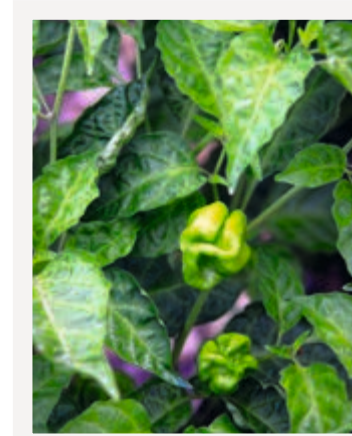


Crédit photo : MAAF

DES EXPLOITATIONS DE LYCÉES AGRICOLES ENGAGÉES DANS LA RÉDUCTION DE L'USAGE DES PHYTOS

Les missions de l'ingénieur-réseau DEPHY sont articulées autour de trois projets liés à la protection durable des cultures légumières à Mayotte. Le réseau DEPHY Ferme sert à ce titre de support pour mettre en œuvre les sessions de formation et de démonstration ainsi que les expérimentations dans le cadre de ces projets et des autres activités propres au réseau.

Intégrée au lycée agricole, l'exploitation pilote du réseau DEPHY Ferme joue un rôle quotidien de sensibilisation et de formation (stages, cours de travaux pratiques, visites scolaires...) auprès du corps enseignant et des apprenants grâce à l'intervention régulière de l'ingénieur réseau qui est également responsable technique du pôle maraîchage.



Crédit photo : MAAF

SURVEILLER L'ÉTAT SANITAIRE DES CULTURES

LES BULLETINS DE SANTÉ DU VÉGÉTAL (BSV)

Le réseau d'épidémiologie de Mayotte a été initié à partir de septembre 2015 avec le choix des filières et cultures prioritaires à suivre ainsi que les parasites d'importance économique à surveiller pour ces cultures. Celui-ci est presque finalisé et concerne trois filières : cultures légumières (tomate), arboriculture fruitière (agrumes) et cultures vivrières (manioc).

L'apparition en août 2015 de la mineuse de la tomate tuta absoluta a fait l'objet du premier BSV sur la filière. Cinq autres sont prévus pour la fin de cette année 2016.

Nombre de BSV publiés en 2014, 2015 et 2016

Filière	2014	2015	2016
Arboriculture fruitière	1	1	3
Cultures légumières	-	1	0

FORMER LES PROFESSIONNELS PAR LE CERTIPHYTO

Suite à la nouvelle réglementation sur le dispositif de certification individuelle, d'agrément et de certification des entreprises, un organisme de formation est habilité à dispenser les formations à Mayotte (le CFPPA de l'établissement public national de Coconi).

Des formations à destination des distributeurs et applicateurs ont débuté depuis 2013 et se sont poursuivies en 2014 et 2015 avec les agriculteurs. Les années 2015 et 2016 sont marquées par le subventionnement par l'Onema de la formation des décideurs en exploitation agricole.

Une forte mobilisation de ces derniers a été obtenue en 2015 grâce à la délocalisation des sessions de formations. Au 30 juin 2016, 335 personnes (316 décideurs, onze conseillers et huit distributeurs/applicateurs en prestation de service) ont participé aux formations.

Nombre de professionnels titulaires du Certiphyto (chiffres au 31/12/16)

Agriculteurs	316
Conseillers agricoles	11
Distributeurs (professionnels et grand public)	6
Utilisateurs en JEVI	0
Applicateurs en prestation de service (zones agricoles et JEVI)	2
Nombre total de Certiphyto délivrés	335

RÉDUIRE L'USAGE DES PHYTOS ET LEURS IMPACTS EN JARDINS, ESPACES VÉGÉTALISÉS ET INFRASTRUCTURES (JEVI)

Un réseau DEPHY FERME a été créé à Mayotte en 2015. La première année a consisté à faire le diagnostic initial des exploitations et des systèmes de cultures afin d'identifier des leviers d'action à mettre en œuvre et à suivre.

La grande diversité et complexité des systèmes de cultures légumières en milieu tropical (cycles courts, production possible toute l'année sous abri, impasses techniques importantes) a rendu nécessaire la réalisation

de trois à quatre visites par exploitation en fonction du niveau d'implication et de disponibilité des agriculteurs, ce qui a rendu le travail de diagnostic conséquent. Cette étape a permis de définir les projets individuels de réduction des produits phytopharmaceutiques ainsi que le projet collectif du groupe à mettre en œuvre dans le cadre du réengagement au réseau DEPHY FERME du plan Écophyto II.



Panorama de Mayotte - Crédit photo : Fotolia

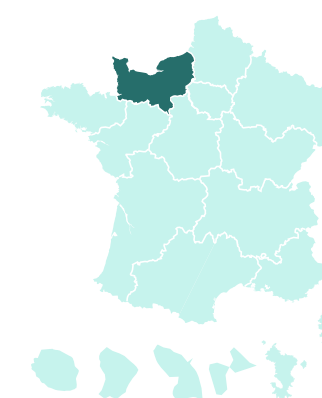


Crédit photo : MAAF

Crédit photo : MAAF

Crédit photo : MAAF

NORMANDIE



72% du territoire normand est valorisé par les productions agricoles. Le territoire agricole normand est constitué à 55% de terres arables et 44% d'herbe. La Normandie est une terre d'élevage où les cultures arables sont bien représentées car la moitié de la surface agricole leur est consacrée. Entre 2000 et 2014, on note d'ailleurs une progression de leur surface respectivement de 19% et de 10% pour la Basse-Normandie et la Haute-Normandie.

La région présente de forts enjeux environnementaux avec de nombreux espaces naturels fragiles (bocages, forêts, rivières de qualité), et des ressources en eaux souterraines et superficielles fragilisées. Face à ces enjeux, les agriculteurs font évoluer leurs pratiques en gardant une viabilité économique pour leur exploitation. En zone non agricole, les défis restent importants et la mobilisation des collectivités persiste ainsi que la sensibilisation des particuliers.

Comme les autres années, la déclinaison du plan Écophyto en Normandie se poursuit. Les acteurs du plan ont la volonté de créer une dynamique forte, en impliquant et mobilisant l'ensemble des parties prenantes des mondes agricole et non agricole, qu'il s'agisse d'utilisateurs professionnels de produits phytosanitaires, de jardiniers amateurs, de conseillers ou de distributeurs. Cette mobilisation s'illustre avec le développement des actions de communication au niveau régional.

Dans le même temps, les actions phares du plan Écophyto comme le Certiphyto, le réseau d'épidémio-surveillance ou le dispositif DEPHY, qui sont aujourd'hui bien déployées et reconnues sur le territoire, continuent à prendre de l'ampleur.

ACTIONS PHARES

LES JOURNÉES POUR LES ACTEURS DU RÉSEAU DEPHY NORMAND : QUAND AGRICULTEURS ET CONSEILLERS PARTAGENT LEURS EXPÉRIENCES

Deux journées d'échanges et de partage ont été organisées, les 24 et 27 novembre 2015, à destination des acteurs des réseaux Fermes DEPHY normands. Après plusieurs années d'implication dans le dispositif DEPHY et à l'aube du plan Écophyto II, ces journées visaient à réunir les agriculteurs et les animateurs des réseaux DEPHY pour leur restituer les résultats capitalisés en Normandie et favoriser les échanges. L'objectif était aussi de découvrir d'autres productions du territoire: la filière ostréicole et la filière cidricole. Huit réseaux Fermes DEPHY sur les onze

présents en Normandie se sont mobilisés pour ces moments de partage et de convivialité.

Que vous apportent les moments de partage entre groupes DEPHY ? «C'est toujours intéressant d'aller voir d'autres méthodes ou techniques culturales même si ce n'est pas toujours facile à transposer dans son propre contexte. Mais c'est une bonne façon de nous interpeller sur nos propres pratiques et de se remettre en cause». Retrouvez la synthèse des échanges et les documents présentés sur le site Internet de la Chambre régionale d'agriculture de Normandie!



Crédit photo : MAAF

PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL NORMAND « SANTÉ ET SÉCURITÉ DES UTILISATEURS »

Institué par le dernier Comité régional d'orientation et de suivi (CROS) Écophyto réuni en juin 2015, l'objectif du groupe de travail est de mobiliser l'ensemble des acteurs régionaux autour de la thématique «santé et sécurité des utilisateurs», de proposer des pistes de travail, et de faire émerger des projets concrets, innovants et fédérateurs qui pourront être menés par les acteurs régionaux.

La première réunion du groupe de travail s'est tenue le 6 novembre 2015 et a réuni les représentants régionaux des fabricants et distributeurs de produits phytosanitaires, des MSA normandes, des administrations de l'État ainsi que la Chambre régionale d'agriculture.

Elle a permis de dégager des pistes d'actions: nécessité de mettre à disposition l'information (études,

vidéos, plaquettes...) pour faciliter les transferts d'expériences sur les expositions aux produits phytosanitaires et les effets sur la santé, travaux à mener en collaboration avec le milieu universitaire, mise en place d'actions de communication collectives faisant intervenir les représentants du groupe de travail, mise en place d'actions de formation sur la manipulation des pulvérisateurs, etc.

Le groupe est amené à se réunir à nouveau pour amplifier les actions menées en Normandie dans le domaine de la santé et de la sécurité des utilisateurs de produits phytosanitaires.



Poster invitation salon alternatives aux pesticides
Crédit photo : CRAN

LE RÉSEAU DEPHY

Avec onze réseaux Fermes DEPHY, quatre sites EXPE DEPHY et deux lycées agricoles engagés dans l'action 16 du plan Écophyto I, l'expérimentation et la production de références sur des techniques économes en produits de traitement occupent une place d'envergure. Dans le cadre du réengagement de ces réseaux, une réorganisation géographique de ces groupes devrait permettre de redéfinir les enjeux communs. Pour autant, les actions de démonstration, dans le cadre du plan Écophyto et du dispositif DEPHY, sont tout aussi importantes puisqu'elles permettent de faire connaître et de diffuser au plus grand nombre les

initiatives agricoles, les outils existants, les leviers agronomiques et mécaniques, les innovations testées ainsi que les connaissances acquises dans des contextes pédo-climatiques propres à la Normandie.

Ces actions de démonstration sont déclinées sous plusieurs formes: portes ouvertes sur des exploitations agricoles, tours de parcelles, visites d'essais, démonstrations de désherbage mécanique, rédaction d'articles, conception de plaquettes, tenues de stand Écophyto ou DEPHY, témoignages d'ingénieurs-réseau et d'agriculteurs DEPHY lors de salons, conférences, colloques...



Événement DEPHY du 16/06/2016: visite d'essais sur le thème du biocontrôle à l'exploitation de M. Chedru, réseau DEPHY animé par Adrien BLOUX du CER France - Crédit photo : CRAN

DES EXPLOITATIONS DE LYCÉES AGRICOLES ENGAGÉES DANS LA RÉDUCTION DE L'USAGE DES PHYTOS

L'implication des BTS Agronomie et Productions Végétales (APV) du Lycée du Robillard au service du Bulletin de Santé du Végétal (BSV): pour faire de la protection intégrée une réalité! Chaque lundi matin, les BTS premières années s'initient à l'observation du colza ou du blé en fonction des périodes clés des cultures. Les résultats de leurs observations sont rassemblés et complétés par leur enseignante, qui synthétise les données pour le mardi seize heures et les envoie au CETIOM et à Arvalis Institut du Végétal, chargés de la rédaction des BSV à l'échelle régionale. Par cette implication active dans leur formation, les BTS APV du Robillard contribuent aux observations pour le BSV, partie intégrante de la volonté de réduire l'utilisation des pesticides et donc de produire autrement dans une démarche générale agroécologique.



Observation du colza à la levée et Nathalie Marquet, Le Robillard - Crédit photo : EPLFA Le Robillard

Kit d'observation des ravageurs du colza et Nathalie Marquet, Le Robillard - Crédit photo : EPLFA Le Robillard

C'est également une façon de rendre les étudiants, futurs agriculteurs, plus autonomes dans leurs décisions, notamment lors des travaux de protection des cultures où ils pourront engager des réflexions et co-décider avec leurs conseillers et les technico-commerciaux.

SURVEILLER L'ÉTAT SANITAIRE DES CULTURES

LES BULLETINS DE SANTÉ DU VÉGÉTAL (BSV)

Le réseau de surveillance biologique du territoire mobilise désormais plus de 300 observateurs, issus d'horizons diversifiés (distribution, chambre d'agriculture, instituts techniques, industrie agroalimentaire, agriculteurs...) Les observations réalisées sur près de 700 parcelles par ces observateurs ont conduit en 2015 à l'édition de 264 BSV reposant sur près de 8400 observations à l'année. La forte implication des différents acteurs du monde agricole permet la reconnaissance du dispositif et le renforcement de la cohérence des informations

transmises aux agriculteurs, dans l'objectif de réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires. Le BSV s'inscrit également comme vecteur de l'information sur les techniques alternatives aux produits phytosanitaires. Des BSV sous forme de bilans de fin de campagne sont également publiés dans plusieurs filières et permettent de reprendre les faits marquants de l'année. Les animateurs filières rédigent également des articles techniques ou notes de synthèse également publiés dans le cadre du suivi de la surveillance biologique du territoire.

Nombre de BSV publiés en 2014, 2015 et 2016

Filière	2014	2015	2016
Céréales	37	33	28
Protéagineux	17	16	19
Pomme de terre	20	19	15
Betteraves	21	22	21
Lin fibre	18	15	14
Oléagineux	28	28	15
Arboriculture fruitière	23	23	23
Cultures légumières	73	73	49
Viticulture	-	-	-
Horticulture	25	24	19
JEVI (ex-ZNA)	10	11	8

RÉDUIRE L'USAGE DES PHYTOS ET LEURS IMPACTS

EN JARDINS, ESPACES VÉGÉTALISÉS ET INFRASTRUCTURES (JEVI)

UNE PLAQUETTE SUR LES MÉTHODES ALTERNATIVES AU DÉSHÉRBAGE CHIMIQUE EN COLLECTIVITÉS

Afin de promouvoir les bonnes pratiques auprès des collectivités et autres gestionnaires d'espaces publics, la FREDON Haute-Normandie a réalisé une plaquette présentant les méthodes alternatives au désherbage chimique en collectivités. Cette publication présente le principe de chaque technique alternative, ses points forts et limites, et les substrats désherbables. Elle fait un focus sur les techniques curatives, mais également sur les aménagements préventifs et sur le besoin de communication. Ainsi, le paillage, les plantes couvre-sol, l'enherbement, et le désherbage thermique ou mécanique font partie des techniques alternatives présentées. Enfin, la plaquette rappelle les restrictions réglementaires relatives aux applications phytosanitaires

en collectivités et les outils d'aide et d'accompagnement dont peuvent bénéficier les collectivités tels que la charte d'entretien des espaces publics et les plans d'entretien (désherbage, gestion différenciée). En août 2016, la Normandie comptait 480 collectivités adhérant à la charte d'entretien des espaces publics développée par les FREDON dont des communautés de communes et des communautés d'agglomération mais également le Conseil régional, des conseils départementaux (50 et 61), les quatre Parcs naturels régionaux, des lycées, un centre hospitalier, cinq syndicats d'eau, un EHPAD et 150 autres collectivités engagées dans la démarche. En ex-Haute-Normandie, 112 collectivités sont signataires de cette charte.

FORMER LES PROFESSIONNELS PAR LE CERTIPHYTO

Le Certiphyto vise à sécuriser l'usage des produits phytopharmaceutiques pour l'ensemble des utilisateurs professionnels. Sa détention est obligatoire pour l'utilisation de produits phytosanitaires en exploitation agricole (chefs d'exploitation, salariés), en zone non agricole (agents de collectivités, gestionnaires d'infrastructures...), pour les applicateurs professionnels en prestation de service, les conseillers, et les distributeurs.

En Normandie, 48 organismes de formation, habilités par la DRAAF ou la DGER, ont contribué à la mise en œuvre de sessions de formations ou de tests en vue de la certification de ces professionnels.

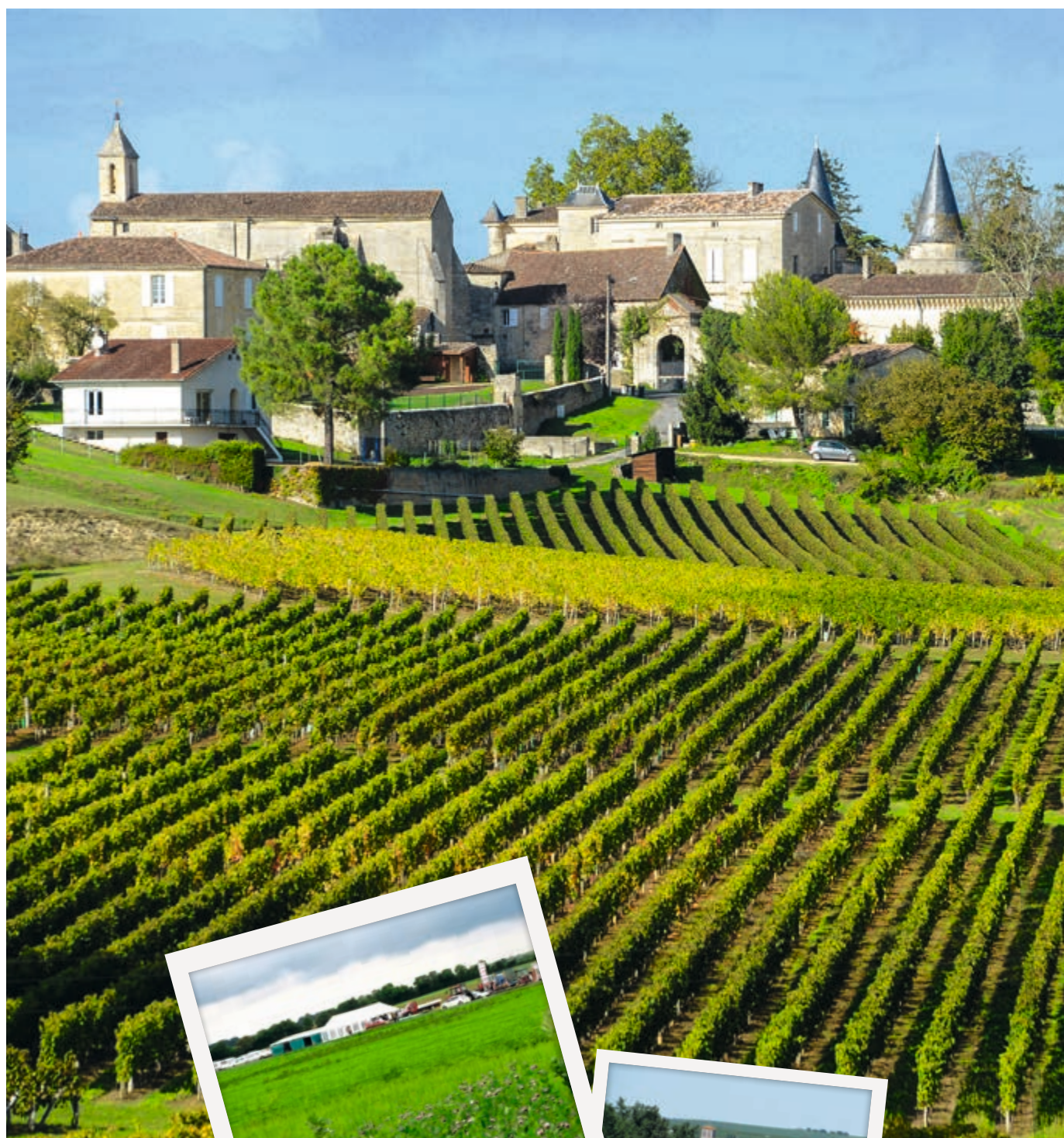
Depuis la mise en place du dispositif, près de 27 000 personnes ont obtenu leur Certiphyto, en grande majorité des exploitants agricoles. Les formations pour les agents des collectivités ont démarré plus tardivement,

début 2014. Ainsi en Normandie, fin 2015, 16319 agriculteurs (décideurs et opérateurs) sont détenteurs du Certiphyto (11 007 sur l'ex-Basse-Normandie et 5312 en ex-Haute-Normandie). Les 35 400 exploitations de la région comptent 42 120 chefs d'exploitation et co-exploitants (source Agreste 2015).

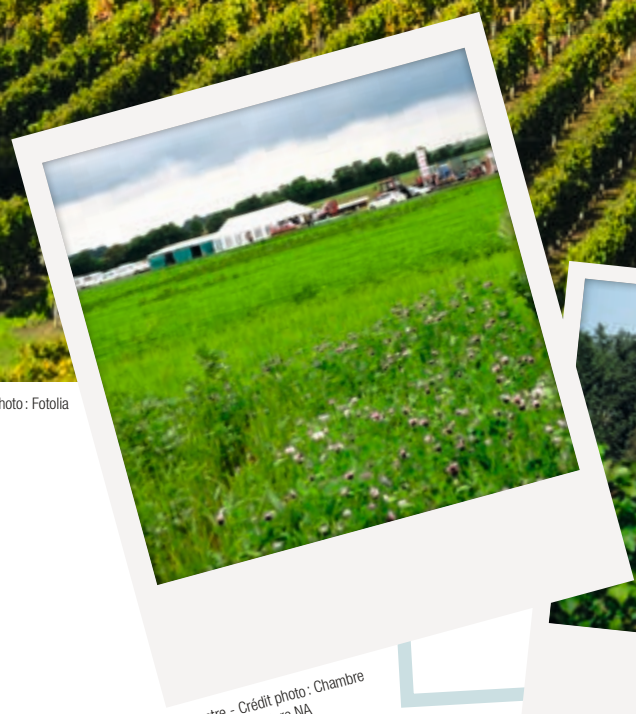
Nombre de professionnels titulaires du Certiphyto

Agriculteurs et salariés agricoles	16 319
Conseillers agricoles	912
Distributeurs (professionnels et grand public)	3 155
Utilisateurs en JEVI	1 742
Applicateurs en prestation de service (zones agricoles et JEVI)	1 573
Collectivités territoriales	3 202
Nombre total de Certiphyto délivrés	26 951





Vignes de Saint-Émilion - Crédit photo : Fotolia

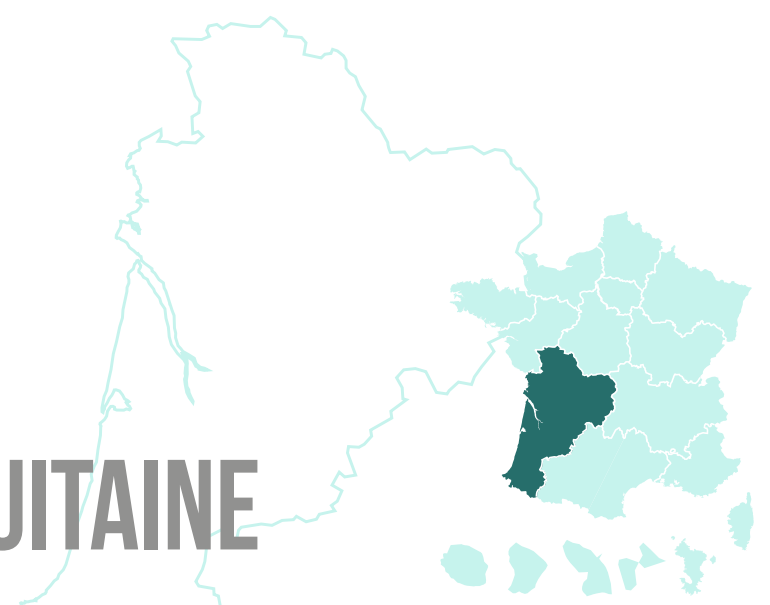


Rencontre - Crédit photo : Chambre Régionale Agriculture NA



Paysage - Crédit photo : Chambre Régionale Agriculture NA

NOUVELLE-AQUITAINE



Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Nouvelle-Aquitaine est la première région de France en termes de superficie agricole avec 4,2 millions d'hectares de surface agricole utile. Cette nouvelle entité territoriale qui s'étend sur une zone géographique très vaste, est caractérisée par une grande hétérogénéité climatique. Elle compte 76 408 exploitations agricoles (chiffre 2013), et présente une grande diversité des agricultures tant du point de vue des productions que des systèmes d'exploitation, avec des productions souvent spécialisées à l'échelle de bassins bien identifiés. L'élevage concerne le plus grand nombre d'exploitations (54%) dont pour les trois quarts c'est l'activité principale, les autres étant en polyculture-élevage. Un quart des exploitations de la région a une orientation grandes cultures et les céréales occupent 1,3 million d'hectares soit un tiers de la SAU régionale. Les deux principales cultures sont le maïs grain (Landes et Pyrénées-Atlantiques) et le blé tendre (ex Poitou-Charentes et Lot-et-Garonne) avec chacune plus de 500 000 hectares. La région produit aussi des oléagineux, principalement du tournesol (240 500 hectares) essentiellement en ex Poitou-Charentes et un peu en Lot-et-Garonne et du colza (117 400 hectares). Les autres céréales recouvrent presque 273 000 hectares (orge, triticale et blé dur). La viticulture est présente dans 16% des exploitations de la Nouvelle-Aquitaine qui constitue ainsi le deuxième vignoble français en surface. Les vignes couvrent une superficie dépassant 228 000 hectares dont 120 000 pour le vignoble girardin et 79 000 pour celui des Charentes. La pomme est concentrée sur trois bassins de production : les vallées de la Garonne et de la Dordogne, les plateaux du Haut-Limousin et la Gâtine dans les Deux-Sèvres. Avec 19% des surfaces nationales, la région est ainsi la seconde région de

production de pommes (7 240 hectares sur un total national de 37 597). 10 000 hectares de pruniers sont recensés en Nouvelle-Aquitaine et sont destinés en quasi-totalité à la production de prunes à pruneaux (130,3 tonnes produites en 2013). Ce verger se concentre dans les vallées du Lot et de la Garonne. Noyers, noisetiers et châtaigniers couvrent 11 700 hectares en 2013, essentiellement en Dordogne et en Lot-et-Garonne, ce qui place la Nouvelle-Aquitaine en seconde position derrière Auvergne et Rhône-Alpes pour la production de fruits à coque. Avec 58% de la production française de kiwi, la Nouvelle-Aquitaine est la première région de production, qui se situe essentiellement dans le pays de l'Adour (Landes et Pyrénées Atlantiques). La Nouvelle-Aquitaine totalise 36% des surfaces françaises de carottes (4 249 hectares) dans la zone des sables humifères des Landes de Gascogne (entre Landes et Gironde), 29% pour le haricot vert (7 454 hectares) et 27% pour le melon qui couvre 4 411 hectares dans les départements des Deux-Sèvres (1 820 hectares) et de la Vienne (1 250 hectares), de la Charente-Maritime (615 hectares) et du Lot-et-Garonne (519 hectares) [chiffres 2013]. Les conditions météorologiques sont un facteur crucial pour la gestion de la protection des cultures, puisqu'elles influent directement sur le développement de la plante mais aussi sur le développement des ravageurs, des adventices et des maladies, et par voie de conséquence sur le niveau d'utilisation des produits phytopharmaceutiques. Le climat océanique qui est dominant dans la région, est caractérisé par une pluviométrie assez importante et assez peu de jours de gel. Il peut faciliter le développement des ravageurs, des adventices ou des maladies fongiques notamment.

ACTIONS PHARES

COLLOQUE SUR LES PARASITES ÉMERGENTS

Plus de 200 techniciens, conseillers, chercheurs et agriculteurs du Sud-Ouest se sont réunis à l'occasion du colloque sur la gestion des parasites émergents en cultures spécialisées (arboriculture, légumes, petits fruits et vigne), le 26 novembre 2015, à Bordeaux Sciences Agro (Gradignan). Organisée par les Chambres régionales d'agriculture d'Aquitaine, Limousin, Midi-Pyrénées et Poitou-Charentes, dans le cadre de la surveillance biologique du territoire et en partenariat avec les DRAAF de ces mêmes

régions, cette journée a permis de faire le point sur la réglementation, les enjeux et les modes de gestion tant conventionnels qu'alternatifs des ravageurs émergents. Lors des ateliers, organisés l'après-midi et animés par des experts, les échanges se sont poursuivis pour approfondir les éléments de reconnaissance, les points clefs, le piégeage. Le bilan de la journée, les vidéos des interventions et l'ensemble des documents présentés, dont 23 fiches techniques «ravageurs émergents», sont disponibles sur Internet.

JOURNÉES RÉGIONALES DE L'AIR

L'ATMO Poitou-Charentes a organisé le 1er juillet 2016 un colloque afin de sensibiliser les participants à la problématique de la pollution de l'air par les pesticides. L'objectif du colloque était double: apporter des connaissances utiles aux participants (réglementation, origines des pesticides présents dans l'air, niveaux de pollution, effets sur la santé) et présenter des leviers d'actions permettant de réduire la pollution par les pesticides.

Une centaine de participants issus d'horizons variés (collectivités, agriculteurs, acteurs économiques, professionnels de la santé, associations, services de l'État, particuliers) se sont déplacés à La Rochelle (17) pour participer à ce colloque qui a bénéficié, entre autres, d'un soutien financier de l'ONEMA dans le cadre de l'appel à projets de communication 2016. <http://www.atmopc.org/Journees-Regionales-de-l-Air-2016.html>



Colloque RavEmerge - Crédit photo: Chambre Régionale Agriculture NA



Crédit photo: Julien Baresch

SALON TECH&BIO VITICULTURE

Ce Salon qui s'est déroulé les 6 et 7 juillet 2016 sur le vignoble du lycée viticole de Libourne-Montagne en Gironde, a été l'occasion pour les réseaux DEPHY de valoriser le travail réalisé sur le terrain en matière de bonnes pratiques phytosanitaires et d'itinéraires techniques novateurs qui ont intéressé les professionnels aux actions du plan Écophyto. Les visiteurs ont découvert une large vitrine de l'ensemble des techniques alternatives, bio et conventionnelles, concernant notamment la réduction du recours aux produits phytosanitaires. Dans le cadre du pôle Écophyto, un stand financé en partie par la DRAAF, des ateliers thématiques et des démonstrations techniques sur des parcelles dédiées à la pulvérisation (confinée, face par face) et au travail du sol (désherbage mécanique, semis et destruction de couverts) ont été organisés pendant les deux journées.

LUTTE ALTERNATIVE CONTRE LE CAMPAGNOL

Le Limousin, avec sa forte proportion de surface herbagère (85 % de la SAU), est la cible du campagnol terrestre. Particularité de la région, la zone des vergers pomicoles AOP entrecoupée de prairies, est également sous la pression de ce ravageur. Trois journées Écophyto organisées par la chambre d'agriculture et le CFPPA de Corrèze et ponctuées d'interventions d'experts (FREDON Limousin, SEPOL, conseillers de la Chambre d'agriculture), ont permis d'exposer la palette d'outils pour lutter collectivement contre le ravageur: aménagements pour favoriser les prédateurs naturels du campagnol, pratiques culturales et piégeages pour limiter son développement. La journée organisée en novembre 2015 avec le réseau DEPHY Pomme a été l'occasion de poser en direct une barrière grillagée en pourtour d'un verger, avec démonstration d'une trancheuse de sol. Enfin les documents remis aux participants leur ont donné des éléments concrets pour implanter de tels aménagements sur leurs exploitations. (<http://limousin.synagri.com/synagri/reseaux-dephy-manifestations>).

RÉDUIRE L'IMPACT DE LA PULVÉRISATION EN VERGER

Côté pomiculture en Limousin, les initiatives sont nombreuses pour renforcer l'intégration du verger dans son environnement. Ainsi Invenio en partenariat avec le Syndicat de défense de la pomme du Limousin, a organisé une démonstration à l'automne 2015 pour présenter des solutions permettant de diminuer les nuisances liées à la pulvérisation pour le voisinage, à moindre coût et à efficacité égale. Ces travaux

De plus la conférence «Réseaux DEPHY Écophyto: quelles trajectoires pour quelle réduction des phytos?», a rassemblé une centaine de personnes. La présentation des résultats concrets issus de ces réseaux a été faite par les retours d'expérience de plusieurs ingénieurs réseaux DEPHY et les témoignages de viticulteurs engagés dans la réduction d'usage des produits phytosanitaires.



Crédit photo: DRAAF SRAC NA



Crédit photo: Chambre Régionale Agriculture NA

d'Invenio s'intègrent dans le programme Pulv'arbo plus vaste conduit pour cinq ans avec le CTIFL et IRSTEA. Le premier axe de travail est d'adapter les doses de produits au volume de végétation de façon à réduire les quantités utilisées dans les premiers mois de culture. Le deuxième est la réduction de la dérive en testant les nouveaux matériels de pulvérisation, les barrières physiques et en adaptant les protocoles de mesure.

LE RÉSEAU DEPHY

Diminuer la pression méligèthes, en les détournant des boutons floraux des colzas : c'est l'objectif que se sont fixé deux agriculteurs du réseau DEPHY creusois, appuyés par Francis Augris (Natéa) et Alice Verrier (ingénieur réseau DEPHY de la Chambre d'agriculture de la Creuse). La stratégie adoptée sur la campagne 2014-2015, a porté sur l'intégration de 7 % d'une variété très précoce, en mélange dans le semis. L'un des essais montre que la précocité de la variété joue son rôle attractif et ne perturbe pas le rendement. Cependant il faut préciser que le seuil de nuisibilité n'a pas été atteint sur la parcelle concernée, aussi les essais ont été reconduits afin d'optimiser le type et le ratio de variété précoce, les modalités d'intégration (en bordure ou en mélange), et de consolider les résultats.

Colloque interrégional «Désherber son maïs», organisé par les Chambres d'agriculture des régions Aquitaine et Midi-Pyrénées en partenariat avec Arvalis, FDCUMA et le lycée agricole de Pau-Montardon, a été un lieu d'échanges entre les techniciens, les

agriculteurs DEPHY et les maïsiculteurs sur les pratiques permettant de réduire le recours aux désherbants (bas volume, désherbage mécanique et mixte, rotation). Les participants ont pu également visiter les parcelles d'essais consacrées à la gestion des adventices ainsi que la vitrine des variétés.

Le 21 juillet 2016, près de cent professionnels viticulteurs charentais se sont retrouvés au lieu-dit La Couture à Chérac chez un agriculteur pour assister à la **journée technique des réseaux DEPHY**, organisée par la Chambre d'agriculture de la Charente-Maritime. L'ingénieur territorial et l'ingénieure réseau ont apporté des éléments techniques sur le palissage qui conditionne en partie la sensibilité de la vigne. L'architecture du feuillage doit être favorable à une meilleure pénétration et donc une réduction des produits phytosanitaires. Pour cela, il faut chercher à éviter les entassements de végétation et limiter les rognages qui favorisent la production de jeunes feuilles particulièrement sensibles aux bio-agresseurs.

été sensibilisés à l'intérêt de rejoindre le réseau des observateurs grandes-cultures de Poitou-Charentes, le 24 novembre 2015 au lycée agricole de Poitiers-Venours (86). Les enseignants ont fait part de leur fort intérêt à utiliser les BSV comme support de leurs interventions auprès des élèves et sont favorables pour participer au réseau BSV en observant, avec la contribution des élèves, quelques parcelles dès l'automne prochain. En juin 2016, la CDA 79 a formé une quinzaine d'enseignants en agronomie et biologie

des lycées agricole de Melle et horticole de Niort (79) à la reconnaissance des auxiliaires de cultures. Durant les deux jours de formation, les enseignants se sont prêtés au jeu de l'identification des insectes et ont été sensibilisés aux aménagements d'infrastructures agroécologiques favorables aux auxiliaires. Des bandes fleuries favorables aux auxiliaires, ainsi que des haies vont être implantées sur les deux exploitations agricoles de ces lycées, à des fins pédagogiques.



Crédit photo : Chambre régionale Agriculture NA



Binage - Crédit photo : DRAAF SRAL NA

DES EXPLOITATIONS DE LYCÉES AGRICOLES ENGAGÉES DANS LA RÉDUCTION DE L'USAGE DES PHYTOS

Une priorité de l'animation Écophyto est donnée aux échanges avec les apprenants des lycées agricoles. En plus de la communication réalisée auprès des chefs d'établissement et des chefs d'exploitation de tous les lycées, des journées d'échanges sont organisées avec les professeurs d'agronomie afin de conforter les réseaux d'observateurs SBT et de se servir des BSV comme d'un véritable outil pédagogique. Des demi-journées ont été organisées auprès des élèves (de la première au BTS) dans quatre lycées agricoles du Limousin en avril 2016 par la chambre régionale

d'agriculture en partenariat avec les ingénieurs réseaux DEPHY. Après un exposé sur les enjeux de l'usage des produits phytosanitaires, Trois ateliers ont été menés en parallèle pour échanger avec l'animateur sur les thèmes suivants : réaliser des observations en parcelles, utiliser le BSV, se protéger en tant qu'utilisateur. Selon le choix du lycée, une méthode alternative a été développée : Herbisemis, auxiliaires en cultures, méthodes de lutte contre le campagnol. Neuf enseignants des LEPA et CFPPA de L'Oisellerie (16), Melle (79), Poitiers-Venours (86), Thuré (86) et Montmorillon (86) ont

SURVEILLER L'ÉTAT SANITAIRE DES CULTURES

LES BULLETINS DE SANTÉ DU VÉGÉTAL (BSV)

Les bulletins de santé du végétal ont évolué dès la fusion des régions, début 2016. Le premier pas a été l'adoption d'une trame commune «Nouvelle-Aquitaine» pour les 24 éditions de la région. Au-delà d'un en-tête et de dénominations similaires, c'est toute l'organisation des bulletins qui a été harmonisée. Citons pour l'exemple la constance dans la mise en avant des analyses de risques ou encore l'importance donnée aux éléments les plus importants des bulletins via une page de garde «à retenir» commune à tous les bulletins. Continuant sur cette lancée, l'année 2017 devrait voir la diffusion de 28 éditions, qui seront toutes directement diffusées par mail par la chambre régionale d'agriculture, via un serveur d'envoi unique. Fortement inspirées de

l'historique des réseaux, ces éditions seront intimement liées aux différents bassins de productions et ce afin de conserver un message concis et clair. Le Bulletin de santé du végétal est un outil de communication à part entière. Par exemple depuis 2014, il est le relais de l'observatoire régional des ambrosies du Limousin (<http://www.plantes-exotiques-envahissantes-limousin.fr/>) dans la diffusion de messages techniques agricoles pour lutter contre cette plante invasive aux moments opportuns de la campagne culturale : travail du sol au printemps, reconnaissance des plantules et désherbage mécanique en juin, information plus globale et régionalisée au moment de la floraison de la plante et avant la mise à graines.

Nombre de BSV publiés en 2014, 2015 et 2016

Filière	2014	2015	2016
Grandes cultures	114	117	117
Arboriculture fruitière	62	60	63
Cultures légumières	109	96	110
Viticulture	77	81	80
Horticulture, pépinière	12	12	11
Zones non agricoles	17	18	16
Fraise/framboise	19	17	18
Prairie	4	4	3
Noisette	20	20	18
Châtaigne	10	10	11
Noix	18	19	13
Lin	20	17	23
Tabac	12	12	12

RÉDUIRE L'USAGE DES PHYTOS ET LEURS IMPACTS

EN JARDINS, ESPACES VÉGÉTALISÉS ET INFRASTRUCTURES (JEVI)

EN LIMOUSIN

Le CFPPA Limoges-Les Vaseix a organisé à l'automne 2015 un forum régional sur les techniques alternatives aux pesticides en zones non agricoles, à destination des entreprises d'espaces verts et des collectivités. L'accent a été mis sur la gestion des espèces envahissantes avec l'intervention du Conservatoire botanique du Massif Central. Les différentes méthodes alternatives aux produits phytosanitaires utilisables en zones non agricoles ont été présentées par la FREDON Limousin. L'après-midi a laissé place aux démonstrations des

différents matériels mécaniques ou thermiques de désherbage évoqués le matin. Trois demi-journées sur l'entretien des cimetières ont été organisées par la FREDON Limousin fin 2015. Les échanges ont porté sur le choix et la mise en œuvre de méthodes alternatives, l'importance de la communication auprès du public et de la formation des agents. Le nombre important de participants souligne le caractère crucial de la gestion de tels sites, dans une démarche zéro phyto.

EN POITOU-CHARENTES

Depuis trois ans, dans le cadre de l'animation de la charte « Terre Saine, communes sans pesticide » ont été organisés des forums chaque année. En 2016 dans un contexte réglementaire fort avec de nouvelles obligations à remplir pour les collectivités, cinq journées techniques sont programmées avec des échanges d'expériences et de démonstrations de matériels pour limiter l'usage des produits sur l'espace public auprès

de plus de 500 élus et agents techniques. Après une séance plénière afin de présenter la démarche (Conseil régional), la réglementation (DRAAF) et les aides financières (Agences de l'eau), de nombreuses tables rondes se sont constituées pour aborder les expériences réussies de l'entretien des espaces verts et des voiries par des méthodes alternatives aux produits phytosanitaires.

EN AQUITAINE

Plus de 70 personnes étaient réunies le 1^{er} mars à l'aérocampus de Latresne en Gironde pour la journée technique sur le thème « Réglementation phyto : quelles alternatives pour les entreprises du paysage ? ».

Des conférences ont été proposées sur :

- la réglementation phyto et les nouvelles échéances par la DRAAF ;
- les actions politiques de l'Unep sur le plan Écophyto et les outils pour accompagner les adhérents ;
- les résultats de l'étude COMPAMED et témoignage sur la mise en œuvre de techniques alternatives en

entreprise par le Président de l'Association des applicateurs de produits phytopharmaceutiques ;

- et un atelier technique sur la pelouse durable par SITOFLOR.

Douze stands et démonstrations de matériels animés par des partenaires et fournisseurs spécialisés sur les produits de biocontrôle, paillage, amendements naturels, jachères fleuries, graminées à faible développement, désherbage à vapeur sèche, thermique, mécanique, interventions de la MSA, du GIE Fleurs et Plantes du Sud-Ouest.



Crédit photo : ©Sophie ANRIGO FREDON Limousin



Crédit photo : Chambre Régionale Agriculture NA

FORMER LES PROFESSIONNELS PAR LE CERTIPHYTO

Fin décembre 2016, la région Nouvelle-Aquitaine comptait plus de 83 000 titulaires du certificat individuel pour l'application des produits phytopharmaceutiques (Certiphyto), dont deux tiers sont des décideurs en exploitation agricole.

78 organismes sont habilités pour mettre en œuvre les formations ou tests de connaissance en Nouvelle-Aquitaine permettant la délivrance du certificat, 46 au niveau régional et 32 par le Ministère chargé de l'agriculture.

Pour près de **90 % des titulaires, le Certiphyto a été obtenu à l'issue d'une formation**, qui contribue à **sensibiliser sur les risques** de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques pour la santé et pour l'environnement et d'amorcer des réflexions sur les alternatives à l'emploi de ces produits.

Par ailleurs pour de nombreux actifs agricoles, le Certiphyto a constitué une première action de formation continue et a généré des attentes d'approfondissement de connaissances et d'échanges de pratiques.

Après une période très intense de formation et de délivrance des certificats sur 2013-2015, un pallier est atteint. L'échéance réglementaire étant passée, la plupart des personnes ayant une activité professionnelle en lien avec les produits phytopharmaceutiques sont maintenant titulaires du certificat. En revanche les certificats pour les activités de travaux et services, de vente et de conseil ayant une validité de cinq ans, les formations pour le renouvellement se mettent en place. Les organismes de formation sont sensibilisés sur la nécessité d'actualiser les connaissances des stagiaires formés il y a cinq ans et surtout de diffuser des informations sur les pratiques alternatives visant la réduction des quantités de produits utilisés.

Nombre de professionnels titulaires du Certiphyto (chiffres au 31/12/16)

Agriculteurs	56 645
Conseillers agricoles	3 341
Distributeurs (professionnels et grand public)	6 613
Utilisateurs en JEVI	8 275
Applicateurs en prestation de service (zones agricoles et JEVI)	8 401
Nombre total de Certiphyto délivrés	83 275



La Vézère à Montignac - Crédit photo : Fotolia

ACTIONS PHARES

FORUM TERRITORIAL EN TARN-ET-GARONNE (82) : PARTAGEONS POUR INNOVER

La «Charte régionale d'action en commun Écophyto en Midi-Pyrénées» a fait émerger cinq groupes de travail, dont le groupe «co-construction de projets de recherche». Ce groupe a pour objectif de faire émerger des programmes de recherche issus du terrain. C'est dans ce cadre qu'un **forum territorial** s'est tenu le 10 mars 2016, à Montauban (Tarn-et-Garonne), destiné à l'ensemble des acteurs du territoire, avec le soutien de l'Agence de l'eau Adour-Garonne, autour de trois thématiques : la transition et l'évolution des systèmes de production agricole, la qualité de l'air, la biodiversité et les «bioservices». Les besoins exprimés par les soixante participants à cette soirée seront intégrés dans les priorités des projets de recherche à venir en région Occitanie.



Crédit photo : G. Girard DRAAF Occitanie



Crédit : Chambre Régionale Agricole

JOURNÉE BIODIVERSITÉ ET AGRICULTURE : PANORAMA DES ACTIONS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT. QUELLES PERSPECTIVES POUR LE CONSEIL AUX AGRICULTEURS ?

Le 15 octobre 2015, la Chambre régionale d'agriculture et l'UMR INRA DYNAFOR ont réuni une centaine de participants intéressés par cette thématique. Cette journée a permis de prendre connaissance de la richesse des dispositifs de R&D relatifs aux liens entre Biodiversité et Agriculture existants en région mais aussi des fortes attentes en termes d'outils pour les agriculteurs et leurs conseillers. Les acteurs présents ont ainsi été appelés à se mobiliser autour de nouveaux projets pour répondre à ces besoins.

JOURNÉE BIOCONTRÔLE AU CTIFL, 10/12/2015 À BALANDRAN (30)

Le 10 décembre 2015, le CTIFL, le GIS PIClég et le GIS Fruits ont organisé une journée thématique sur le biocontrôle dans la filière des fruits et légumes sur le centre CTIFL de Balandran (Gard). Cette journée a été motivée par l'ambition de relever le défi de grande ampleur : limiter les impacts négatifs de la protection des cultures sur l'environnement et la santé tout en maintenant, voire en augmentant, les niveaux de production agricole, la qualité des produits récoltés et la rentabilité économique des exploitations. Plusieurs pistes de recherche et travaux en cours sur de nouvelles solutions ou leur intégration dans les différents systèmes de cultures fruitières et légumières ont été présentées. Des intervenants d'organismes de recherche et d'expérimentation ont fait part des travaux et des questions sur les substances naturelles, micro-organismes, médiateurs chimiques, macro-organismes ainsi que de l'intégration des méthodes de biocontrôle dans les systèmes de production en fruits et légumes. La table ronde avec les acteurs de la

filrière a permis de mieux cerner la place du biocontrôle, l'attente des différents acteurs et en dégager les perspectives d'évolution pour la filière. Il est rappelé que cette filière a été pionnière dans ce domaine avec la recherche de nouvelles solutions alternatives dans un contexte d'augmentation des usages orphelins et de diminution du nombre de spécialités commerciales. Des visites de stands de firmes, des ateliers techniques et des présentations de posters ont permis d'illustrer la journée sur les cas concrets présentés lors des interventions.

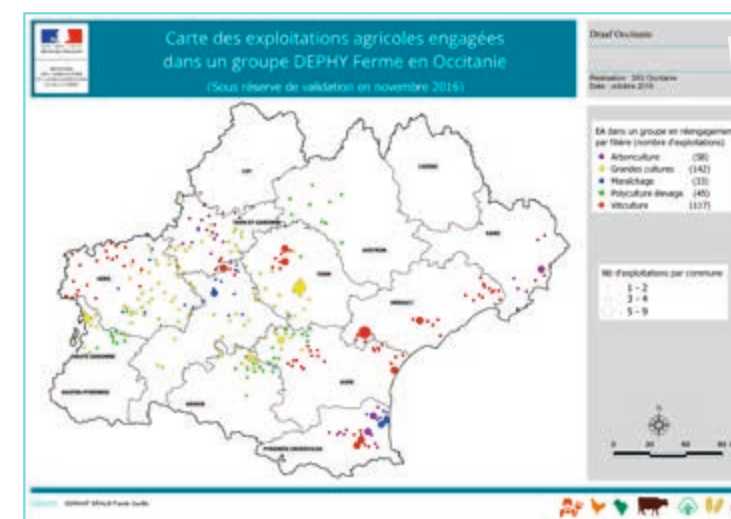


Journée Biocontrôle - Crédit photo : CTIFL

LE RÉSEAU DEPHY

L'année 2016 a été marquée par un appel à candidatures DEPHY Ferme pour le réengagement des groupes historiques et la création de nouveaux groupes. En Occitanie, la CRA et la DRAAF ont organisé des réunions d'information et d'appui durant le mois de mars pour soutenir la dynamique régionale. Au total, 35 candidatures ont été déposées. Un comité régional regroupant la DRAAF, la DREAL, la CRA, les instituts techniques des filières concernées et l'IRSTEA, s'est réuni pour évaluer les candidatures au niveau régional. Le comité national DEPHY a rendu sa décision mi-juillet : 27 groupes retenus et six dossiers à compléter.

Sous réserve de validation, la région passe de 20 à 33 réseaux, toutes filières confondues, impliquant 395 exploitations agricoles. La grande majorité des filières et bassins de production sont représentés, notamment les filières contractuelles telles que les semences. Ce qui permettra d'assurer un transfert des pratiques innovantes en tenant compte des contextes locaux. La mobilisation semble persister pour l'appel à candidatures complémentaire attendu fin 2016.



Crédit photo : SRISET - DRAAF Occitanie



Crédit photo : J. Moirard, DRAAF Occitanie

DES EXPLOITATIONS DE LYCÉES AGRICOLES ENGAGÉES DANS LA RÉDUCTION DE L'USAGE DES PHYTOS

Expérimentation de cépages résistants aux lycées de Rodilhan (30) et de Carcassonne (11)

En 2016, le lycée agricole de Rodilhan implante des cépages résistants sur un hectare: 0,5 hectare d'un cépage INRA et 0,5 hectare d'un cépage italien. Il fait suite aux plantations au lycée agricole Charlemagne de Carcassonne de deux cépages résistants issus de la recherche allemande, là encore 0,5 hectare de chaque. Ainsi ces deux lycées intègrent un réseau de partenaires articulant l'expérimentation de divers cépages résistants: chambres d'agriculture, INRA, IFV, ICV, pépiniéristes. Grâce à ce réseau, plusieurs cépages (allemands, italiens, français) sont évalués et accessibles aux apprenants, groupes d'agriculteurs et conseillers.

Plate-forme agroécologique Toulouse Auzerville (31)

L'EPL Auzerville et sa plate-forme agro-écologique se sont inscrits dans la démarche Écophyto dès 2009 avec un objectif: former leurs étudiants – agriculteurs et conseillers de demain – aux évolutions des pratiques agricoles. La plate-forme est ainsi, en appui de réseaux d'agriculteurs (DEPHY, GIEE...) animés

par des chambres d'agriculture et des coopératives agricoles afin de faciliter le travail d'accompagnement des animateurs. Cela se traduit par la mise en œuvre de démonstrations, d'animations terrain et d'actions de formation dans une démarche de co-conception associant structures locales, agriculteurs et étudiants. La plate-forme se positionne ainsi comme outil collaboratif au service de ces réseaux et des apprenants.



Cépages résistants Rodilhan
Crédit photo: Lydia Chassier, Midi Libre

Plateforme Auzerville
Crédit photo: F. Robert, EPL Toulouse Auzerville

SURVEILLER L'ÉTAT SANITAIRE DES CULTURES

LES BULLETINS DE SANTÉ DU VÉGÉTAL (BSV)

Afin de prendre en compte les recommandations du plan Écophyto II pour les Bulletins de santé du végétal (BSV), la CRA de Midi-Pyrénées (MP) et la DRAAF ont mené une réflexion approfondie sous la forme d'audit par filière début 2016. Ces audits ont associé les partenaires en charge de l'animation inter-filières et par filière, permettant de formaliser la situation existante (grille d'analyse) et les évolutions recommandées par le nouveau plan. Les résultats de ces travaux et les actions en découlant ont été présentés lors du Comité régional de surveillance biologique du territoire, fin avril 2016. Les principales actions retenues constituent la feuille de route pour chaque filière et concernent:

- la publication régulière de notes techniques sur les **mesures prophylactiques et les méthodes de lutte alternative**;
- la **mention du caractère non systématique** du traitement dès que cela est justifié, (risque nul, faible ou très faible), tout en rappelant la nécessité d'observer les parcelles;
- un **bilan annuel** par filière des résultats des **modèles** et de leur maintenance;
- les **bilans de campagne** par filière (depuis 2011 en MP) complétés par une appréciation de la **nuisibilité effective** des bio-agresseurs et de **l'efficacité des protections** mises en œuvre;
- la poursuite de **l'opération «adventices»**, mise en place sur les grandes cultures depuis 2013 en Midi-Pyrénées. Les informations sur la dynamique

phénologique en cours de campagne (actuellement bulletins spécifiques sur les secteurs suivis), seront en partie reprises dans les BSV pour les adventices les plus problématiques;

- le renforcement de l'implication des **réseaux DEPHY** et du partenariat avec les **lycées agricoles** pour le suivi des bio-agresseurs en cours de campagne.

Le déploiement sera pleinement opérationnel avec le lancement des nouvelles campagnes, dès l'automne 2016 pour les grandes cultures et au printemps 2017 pour les autres filières. Ces évolutions, également initiées dans l'ex-région Languedoc-Roussillon, seront déclinées pour l'ensemble des BSV de la nouvelle région Occitanie.

Nombre de BSV publiés en 2014, 2015 et 2016

Filière	2014	2015	2016*
Grandes cultures (1)	69	67	65
Arboriculture fruitière (2)	97	96	90
Cultures légumières (3)	79	83	78
Viticulture (4)	189	174	176
Horticulture	12	12	12
Zones non agricoles	9	9	9
Prairies	9	8	3

RÉDUIRE L'USAGE DES PHYTOS ET LEURS IMPACTS EN JARDINS, ESPACES VÉGÉTALISÉS ET INFRASTRUCTURES (JEVI)

Remise des prix de la charte régionale «Objectif zéro phyto dans nos villes et villages»

Le 12 novembre 2015 la première remise des prix de la charte régionale Languedoc Roussillon «Objectif zéro phyto dans nos villes et villages» a eu lieu à Canohès (66). Cette charte est animée par la FREDON LR, avec l'appui de la Région, l'agence de l'eau RMC, la DRAAF, la CERPE et l'ARS. Plus de 200 personnes étaient présentes pour cet événement couplé à des démonstrations de matériels qui permettent de désherber sans utiliser de produits phytosanitaires. 56 communes se sont engagées et ont été récompensées par la remise d'un panneau d'entrée de ville et d'un diplôme avec une, deux ou trois rainettes en fonction

du niveau obtenu. Pour 28 d'entre elles, le niveau 4 de la charte, correspondant au label national «Terre Saine», est atteint: suppression totale de l'usage des phytosanitaires et anti-mousse sur tous les espaces publics de la commune. La qualification, début 2016, de nouvelles communes au label Terre Saine a permis de classer la région Occitanie au premier rang des régions métropolitaines en termes de nombre de communes labellisées (35 communes occitanes sur 111 au niveau national), lors de la remise de ce label par la ministre de l'écologie le 24 mars 2016.



Remise Prix Canohès - Crédit photo: FREDON-LR



Charte Zéro Phyto - Crédit photo: FREDON-LR

FORMER LES PROFESSIONNELS PAR LE CERTIPHYTO

Interventions dans les formations Certiphyto

En Occitanie, près d'une centaine de centres de formation sont habilités pour réaliser les formations Certiphyto dans les diverses catégories.

La DRAAF est intervenue dans des formations Certiphyto dispensées par divers centres de formation agréés de l'Aude: CFPPA de Castelnaudary, coopérative Arterris (Formadoc). Cela a été l'occasion de mettre en perspective les aspects réglementaires avec les contrôles d'utilisation des phytosanitaires et les changements de pratiques MAEC, ainsi qu'avec les enjeux environnementaux et sanitaires.

Dans le cadre de l'évolution de la réglementation sur le Certiphyto, la DRAAF a organisé une réunion d'information régionale à Castelnaudary (11) le 13 octobre 2016. Les évolutions du dispositif Certiphyto

dans Écophyto II (catégories, formations...), ainsi qu'un point sur la réglementation autour des phytosanitaires, ont été exposés aux participants.

Nombre de professionnels titulaires du Certiphyto (chiffres au 31/12/16)

Agriculteurs	46 786
Conseillers agricoles	2 598
Distributeurs (professionnels et grand public)	5 160
Utilisateurs en JEVI- Collectivités	5 915
Applicateurs en prestation de service (zones agricoles et JEVI)	6 782
Nombre total de Certiphyto délivrés	67 241



Vignobles près de Montsoreau
Crédit photo : Fotolia



Crédit photo :
DRAAF des Pays de la Loire



Crédit photo : DRAAF des Pays de la Loire

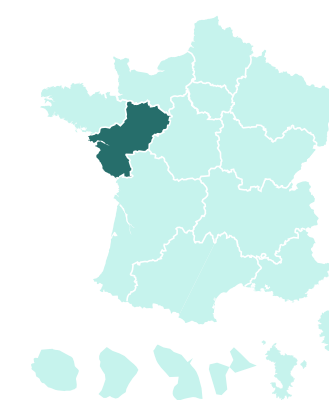
PAYS DE LA LOIRE

La région des Pays de la Loire se caractérise par la diversité de ses productions et la renommée de ses cultures spécialisées. Si les cultures fourragères, céréales et oléo-protéagineux sont majoritaires (96% de la SAU), les cultures spécialisées (vigne, fruits et légumes, horticulture, plantes aromatiques et médicinales) occupent 57 000 hectares. Réduire l'usage et limiter l'impact des produits phytosanitaires y est par conséquent un enjeu majeur.

Dans un contexte climatique propice aux maladies et aux ravageurs des cultures ces dernières années, les indicateurs régionaux restent encourageants, avec une relative stabilité du recours aux produits phytosanitaires (observatoire des achats de produits phytosanitaires) et de la qualité de l'eau.

Au regard de questions de santé de plus en plus prégnantes, la protection des utilisateurs de produits phytosanitaires reste une priorité régionale et de nombreuses actions de sensibilisation et de promotion des bonnes pratiques sont menées notamment auprès des agriculteurs.

Alors que le renouvellement des groupes DEPHY s'achève, le chantier de la révision de la gouvernance régionale est lancé, avec la volonté d'impliquer les acteurs régionaux dans leur diversité.



ACTIONS PHARES

GUIDE DE L'OBSERVATEUR « GRANDES CULTURES » SURVEILLANCE BIOLOGIQUE DU TERRITOIRE (SBT)

Un guide de 80 pages a été élaboré par l'animatrice inter-filières, en partenariat avec le réseau SBT en grandes cultures, pour donner aux observateurs toutes les informations nécessaires à leur mission sur le terrain en un seul document opérationnel.

Ce guide peut également servir à tout agriculteur ou technicien voulant améliorer ses observations pour situer l'état sanitaire de sa parcelle face à différents bio-agresseurs (nombreuses photos pour aider à les reconnaître). L'observation est le passage incontournable pour situer l'état sanitaire de sa parcelle face à différents bio-agresseurs et la première étape pour envisager de manière opportune un éventuel traitement et tous ses ajustements (choix de la méthode, choix du produit, stades d'application, doses, etc). Ce guide est en ligne sur les sites de la Chambre régionale d'agriculture et de la DRAAF.



Crédit photo : Chambres d'agriculture des Pays de la Loire

VIDÉOS EN ARBORICULTURE : « RÉDUIRE L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES DANS LES VERGERS DE POMMIERS GRÂCE AUX MÉTHODES ALTERNATIVES »



Crédit photo : La Morinière

Trois vidéos ont été réalisées par la station de la Morinière-IDfel Val de Loire pour valoriser les enseignements de DEPHY en arboriculture. Chaque vidéo présente des témoignages et des techniques concrètes sur les thématiques suivantes :

- Gestion des maladies et ravageurs en verger (techniques alternatives et outils d'aide à la décision

pour la tavelure, le carpocapse, etc) ;

- Gestion de l'enherbement en verger (désherbage thermique et mécanique) ;
- Maîtrise de la pulvérisation en arboriculture (réduction du volume et de la dérive).

Les vidéos sont en ligne sur la page actualités de la CRA.

LE RÉSEAU DEPHY

Le dispositif DEPHY FERME comptait 24 groupes en Pays de la Loire en 2012, signe d'une forte mobilisation des acteurs régionaux dans plusieurs filières. Après quatre ans d'activité, trois groupes ont décidé de s'arrêter en 2015 alors que les 21 autres groupes ont candidaté pour un réengagement en 2016 (dix en polyculture-élevage, cinq en grandes cultures, deux en viticulture, trois en productions maraîchères et un en arboriculture).

Après la valorisation régionale de grande ampleur des enseignements de DEPHY de fin 2013 à début 2015, les ingénieurs-réseau ont été mobilisés pour rédiger vingt fiches trajectoires nationales.

33 actions de communication locale des groupes DEPHY ont été réalisées en 2015, dont plusieurs actions co-organisées par plusieurs groupes, et ont rassemblé près de 2400 participants, dont 1000 agriculteurs et 860 étudiants.



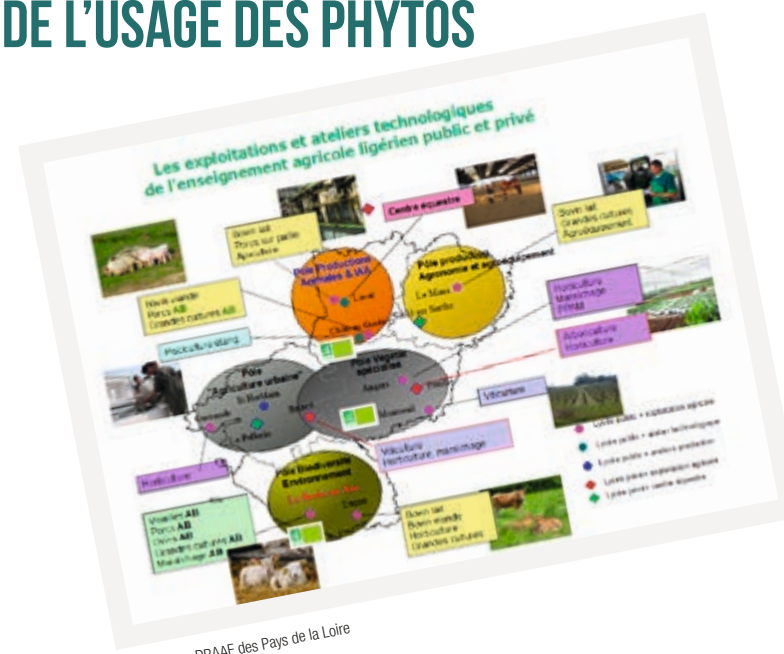
Crédit photo : DRAAF des Pays de la Loire

DES EXPLOITATIONS DE LYCÉES AGRICOLES ENGAGÉES DANS LA RÉDUCTION DE L'USAGE DES PHYTOS

Les exploitations des lycées sont présentes dans la démarche Écophyto: quinze exploitations agricoles et ateliers technologiques intégrés dans des établissements d'enseignement et de formations agricoles. Ces exploitations et ateliers fonctionnent selon les règles de la profession mais sont aussi des constructions pédagogiques au service de la formation.

Elles participent aux groupes DEPHY

Pratiquement toutes les exploitations sont engagées dans les groupes DEPHY, certaines depuis l'origine. Trois exploitations contribuent également à la Surveillance biologique du territoire et toutes ont engagé des projets pour une modification de leurs pratiques culturales en vue d'une réduction des IFT et/ou d'un meilleur fonctionnement des sols.



Crédit photo : DRAAF des Pays de la Loire

SURVEILLER L'ÉTAT SANITAIRE DES CULTURES

LES BULLETINS DE SANTÉ DU VÉGÉTAL (BSV)

En 2015, malgré une légère érosion du nombre de parcelles observées, les abonnements aux BSV ont très significativement augmenté, atteignant 4834 abonnés (+ 25%). La diffusion de méthodes alternatives en lien avec les observations, ainsi que d'informations ciblées sur les principales adventices et leur gestion, s'est intensifiée.

Les conditions météorologiques printanières atypiques de 2016 (forte pluviométrie et températures très douces) ont rendu difficile la bonne gestion des cultures et

de leurs bio-agresseurs. L'accent a été mis sur le renforcement des méthodes prédictives avec un recours plus systématique à la modélisation et au piégeage. L'ensemble des cultures disposant de protocoles harmonisés sont maintenant suivies à l'aide d'outils informatiques compatibles avec la base nationale EIPHYT.

Nombre de BSV publiés en 2014, 2015 et 2016

	2014	2015	2016
Grandes cultures	41	42	42
Arboriculture fruitière	30	31	26
Cultures légumières	37	30	34
Viticulture	21	19	18
Cultures ornementales	19	15	14
Espaces verts & jardin d'amateurs	15	15	14
Fruits transformés (inter-régional)	23	23	224
Total	186	175	172



Crédit photo : DRAAF des Pays de la Loire

FORMER LES PROFESSIONNELS PAR LE CERTIPHYTO

Le nombre total de certificats délivrés au 30 septembre 2016 est de 43603, dont 66 % au bénéfice des seuls agriculteurs.

Les primo-demandeurs se font de moins en moins nombreux, après le pic de demandes enregistré suite à l'obligation de détenir le Certiphyto pour l'achat de produits phytosanitaires effective depuis le 26 novembre 2015.

Il existe cependant maintenant un besoin de formation croissant pour le renouvellement des certificats des premiers candidats en Travaux et services et Collectivités dont la durée de validité était de cinq ans.

En outre, si la quasi-totalité des chefs d'exploitations et de leurs salariés utilisateurs dispose désormais d'un certificat d'utilisation, le besoin en formation reste important également dans ce secteur, notamment avec la mise en place depuis le 1^{er} octobre du Certiphyto renouvelé. 47 organismes sont ainsi habilités dans la région, dont 17 par la DRAAF, pour dispenser ces formations.

Nombre de professionnels titulaires du Certiphyto (chiffres au 30/09/16)

Agriculteurs	28 826
Conseillers agricoles	1 590
Distributeurs (professionnels et grand public)	4 785
Utilisateurs en JEVI	3 358
Applicateurs en prestation de service (zones agricoles et JEVI)	5 050
Nombre total de Certiphyto délivrés	43 603



Crédit photos : FREDON des Pays de la Loire

RÉDUIRE L'USAGE DES PHYTOS ET LEURS IMPACTS

EN JARDINS, ESPACES VÉGÉTALISÉS ET INFRASTRUCTURES (JEVI)

Avec l'approche des échéances de la loi Labbé modifiée, les actions à destination des professionnels non agricoles, particuliers et jardiniers amateurs, se sont renforcées cette année, avec notamment une vingtaine d'interventions auprès des collectivités sur la réduction des phytos.

Les gestionnaires d'infrastructures de transports et dépendances vertes ont ainsi pu échanger sur l'entretien des routes avec démonstration de fauchage, et une présence à la Folie des Plantes de Nantes a permis de sensibiliser les visiteurs au jardinage au naturel. Dans le cadre de l'appel à projet régional, l'URCPIE

(union régionale des centres permanents d'initiative pour l'environnement) a mené trois actions à destination des collectivités regroupant 280 élus et agents sur les thématiques de l'arrêt de l'utilisation des phytos dans les communes et la place des plantes sauvages dans les bourgs. La FREDON (Fédération régionale de défense contre les organismes nuisibles) a rassemblé 230 participants lors de journées techniques sur l'entretien des gazons sportifs et des espaces publics vers le zéro phyto, et renseigné plus de 300 personnes sur le plan Écophyto et la charte «jardinerie» lors du salon du Végétal à Angers.



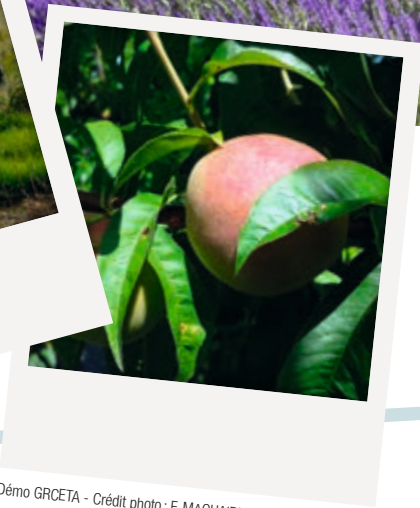
La Vallée de la Loire près de Chaumont - Crédit photo : Fotolia



Le village d'Aurel
Crédit photo : Fotolia

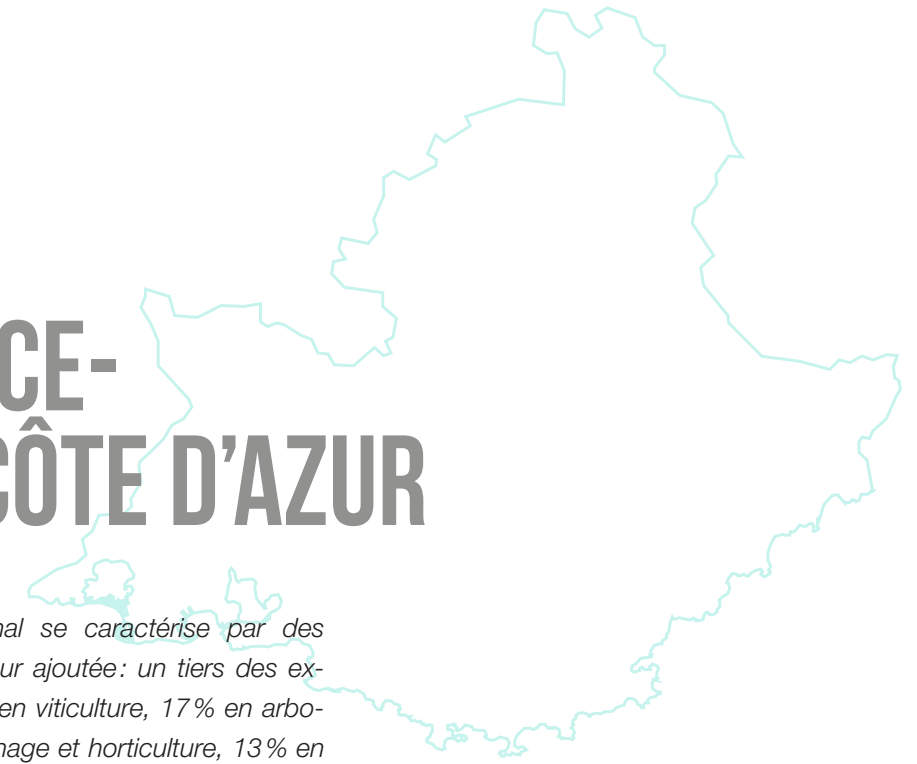


Démo Raisin Alpes
Crédit photo : F. MAQUAIRE



Démo GRCETA - Crédit photo : F. MAQUAIRE

PROVENCE- ALPES-CÔTE D'AZUR

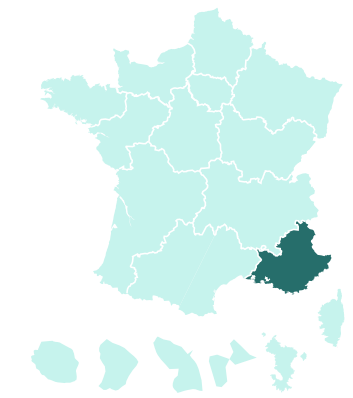


Le profil agricole régional se caractérise par des productions à haute valeur ajoutée: un tiers des exploitations est spécialisé en viticulture, 17% en arboriculture, 15% en maraîchage et horticulture, 13% en grandes cultures.

Le nombre d'exploitations agricoles représentait 4,5% du total national en 2010. En 2013, 20840 exploitations agricoles exploitaient 616000 hectares.

La région, par son profil et ses conditions climatiques, est moins tributaire que la moyenne nationale des traitements phytosanitaires herbicides, mais l'est davantage pour les insecticides. Le profil des usages phytopharmaceutiques est très différent de la moyenne nationale. En PACA, le premier usage est celui des fongicides qui constituent 78% des tonnages de substances actives vendues dans la région. La situation pédo-climatique, combinée à la présence d'importants axes de transport et des points d'entrée communautaire, expose davantage la région à l'introduction et l'installation d'organismes nuisibles émergents.

Par ailleurs, les « zones non agricoles » occupent une place particulièrement importante compte tenu de la forte urbanisation, de l'influence du tourisme et des jardins remarquables dans la région.



ACTIONS PHARES

GRAP AGRO-ÉQUIPEMENT

Le Groupe régional d'Action Phyto (GRAP) est le groupe technique de la déclinaison régionale Écophyto qui travaille particulièrement sur la réduction des impacts sur l'environnement. Dans la perspective du plan Écophyto II, la réunion du 20 novembre 2015 portait sur la question de l'agroéquipement en PACA. Le GIP Pulvé a présenté le dispositif réglementaire du contrôle des pulvérisateurs et établit un état des lieux des contrôles réalisés et des anomalies rencontrées dans la région. Un contrôleur a partagé son expérience et les principaux défauts et points d'amélioration des appareils. L'IRSTEA a exposé ses travaux sur la performance des cabines vis à vis des pesticides. Le Groupe de recherche en agriculture biologique (GRAB) a présenté les précautions nécessaires pour la pulvérisation de l'argile, insecticide de biocontrôle.

La question du désherbage mécanique a été abordée par le Centre régionalisé interprofessionnel d'expérimentation en plantes à parfum aromatiques et médicinales (CRIEPPAM) en exposant ses travaux relatifs au désherbage des lavandes et lavandins.

La DRAAF a présenté les modalités de financement des agroéquipements dans le cadre du plan pour la compétitivité et l'adaptation des exploitations agricoles.

Le constat est partagé qu'en PACA, un défaut de compétence technique en agroéquipement freine la bonne utilisation et l'intégration des nouveaux matériels performants dans les exploitations. Il est envisagé de créer un poste de conseiller régional en agroéquipement pour accompagner les agriculteurs.

LE RÉSEAU DEPHY

Les réseaux DEPHY FERME viticulture et arboriculture travaillent particulièrement sur l'optimisation de la qualité de la pulvérisation des doses afin d'envisager la réduction des doses.

Différents groupes de fermes ont organisé des démonstrations pour comparer différentes modalités de pulvérisations et divers appareils. Des démonstrations ont eu lieu en nocturne afin de visualiser l'impact des différents modes de pulvérisation avec la fluorescéine. Ces démonstrations ont été valorisées par des articles dans la presse agricole locale et par la production de vidéos.

Ces réseaux travaillent également sur la mise en œuvre du désherbage mécanique et/ou du fauchage. Les démonstrations connaissent un large succès auprès des agriculteurs.



Demo pulvé - Crédit photo : F. MAQUAIRE

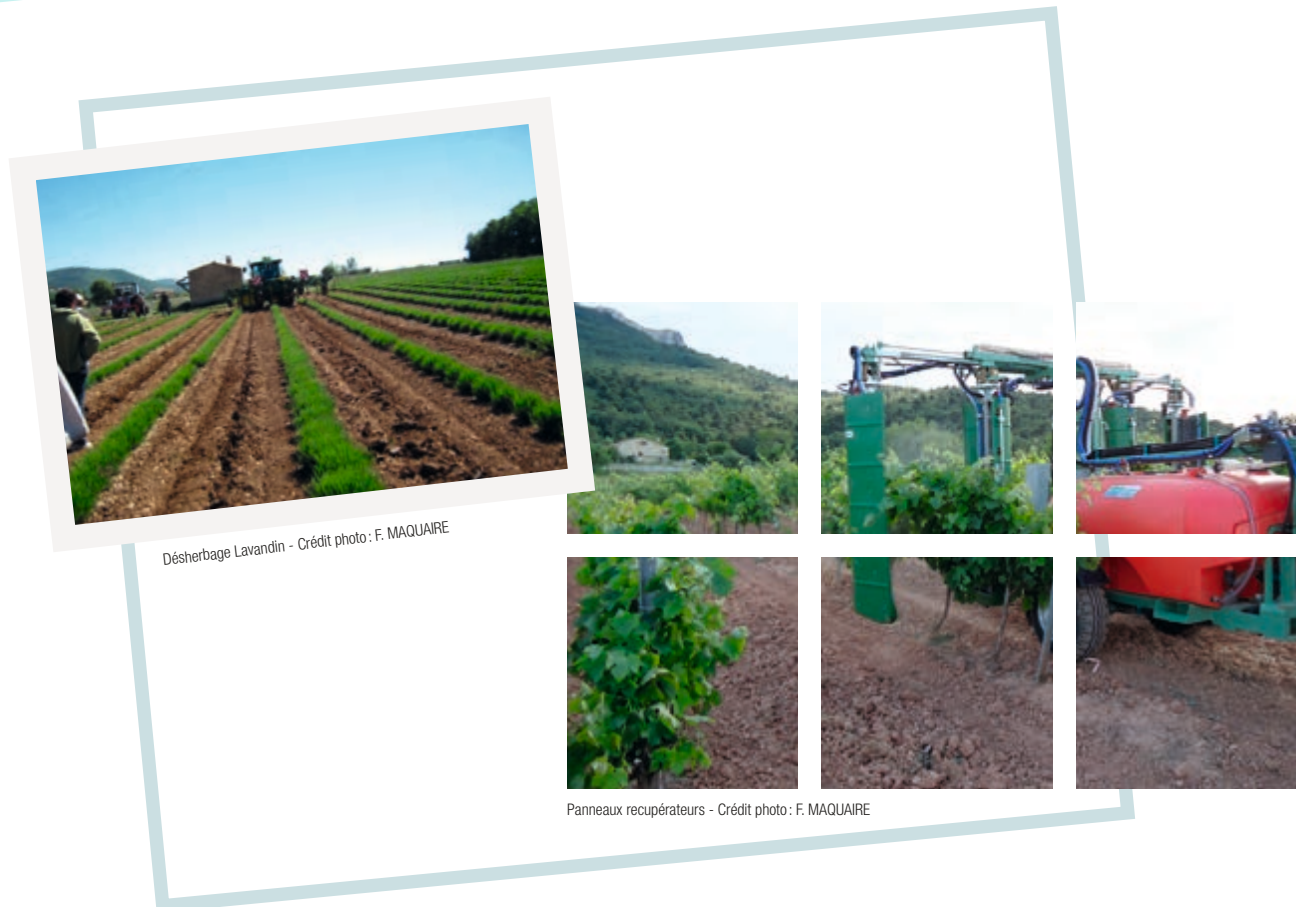


Demo Sainte-Victoire - Crédit photo : F. MAQUAIRE

DES EXPLOITATIONS DE LYCÉES AGRICOLES ENGAGÉES DANS LA RÉDUCTION DE L'USAGE DES PHYTOS

Dans le cadre du programme régional «Enseigner à produire autrement», une journée technique Écophyto a été organisée le 3 mars 2016 à destination des directeurs d'exploitation de lycées agricoles et des formateurs. L'animatrice régionale de la surveillance biologique du territoire ainsi que les ingénieurs réseaux

DEPHY ont participé à la journée pour favoriser les échanges et encourager les établissements à s'investir dans les observations pour le bulletin de santé du végétal et à intégrer les réseaux DEPHY. Suite à l'extension du réseau DEPHY en 2016, cinq exploitations sont engagées.



Désherbage Lavandin - Crédit photo : F. MAQUAIRE

Panneaux récupérateurs - Crédit photo : F. MAQUAIRE

SURVEILLER L'ÉTAT SANITAIRE DES CULTURES

LES BULLETINS DE SANTÉ DU VÉGÉTAL (BSV)

Le réseau d'épidémiologie couvre toutes les productions végétales régionales. Ce réseau est piloté par la Chambre régionale d'agriculture de PACA. Il constitue une action partenariale exemplaire associant 85 organismes pour la mise en œuvre des protocoles d'observations harmonisés. Un dialogue technique permanent permet d'adapter en continu le dispositif aux problématiques phytosanitaires régionales, à conforter la qualité des observations, la prise en

compte des organismes nuisibles émergents et des analyses de risque, sous la supervision de la DRAAF. Il permet la publication de dix éditions du BSV pour les professionnels et un bulletin destiné aux jardiniers amateurs.

Nombre de BSV publiés de 2014 à 2016

Filière	2014	2015	2016
Grandes cultures	4	4	4
Arboriculture fruitière	27	24	26
Cultures maraîchères	24	23	23
Viticulture	27	24	29
Horticulture	17	22	20
Zones non agricoles Pépinières ornementales	16	16	11
Riz	2	3	1
Plantes à parfum	4	8	9
Oléiculture	10	17	16
Tomate d'industrie	5	6	8
Jardins amateurs	5	15	11

RÉDUIRE L'USAGE DES PHYTOS ET LEURS IMPACTS EN JARDINS, ESPACES VÉGÉTALISÉS ET INFRASTRUCTURES (JEVI)

Depuis 2012, la Région PACA, l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse et l'Agence régionale pour l'environnement et l'écodéveloppement (ARPE) invitent les collectivités à s'engager dans la réduction de l'usage des produits phytosanitaires, par la signature d'une charte: «Vers une région sans pesticide, nos collectivités s'engagent». Le dispositif de labellisation et les outils d'évaluation, construits en collaboration avec les premières collectivités signataires, sont opérationnels depuis fin 2015. Le jury est constitué

par des représentants des partenaires institutionnels et de certaines collectivités signataires, pour obtenir une labellisation selon quatre niveaux, le niveau quatre correspondant à l'arrêt total de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques de synthèse et au label nation «Terre Saine».

Une attention particulière est portée aux actions de communication auprès de la population, afin que les changements de pratiques des services techniques soient compris et acceptés.

